



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 31 DECEMBRE 1898.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

4039

PROVINCE DE QUEBEC.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN
CHANCELLERIE.

Québec, 29 décembre 1898.

Le dix-neuvième jour de décembre mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, l'honorable Charles Langelier a été élu député à l'Assemblée Législative de la province de Québec, pour représenter le district électoral de Lévis.

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

PROVINCE DE QUEBEC.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN
CHANCELLERIE.

Québec, 29 décembre 1898.

Le dix-neuvième jour de décembre mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, Etienne Blanchard, esquire, a été élu député à l'Assemblée législative de la province de Québec pour représenter le district électoral de Verchères.

L. G. DESJARDINS,

4927 Greffier de la Couronne en Chancellerie.

PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 31st DECEMBER, 1898.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

4040

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN
CHANCERY.

Quebec, 29th December, 1898.

The nineteenth day of December, one thousand eight hundred and ninety-eight, the honorable Charles Langelier has been elected member of the Legislative Assembly of the province of Quebec, to represent the electoral district of Lévis.

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Crown in Chancery.

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN
CHANCERY.

Quebec, 29th December, 1898.

The nineteenth day of December, one thousand eight hundred and ninety-eight, Etienne Blanchard, esquire, has been elected member of the Legislative Assembly of the province of Quebec to represent the electoral district of Verchères.

L. G. DESJARDINS,

4228 Clerk of the Crown in Chancery.

Nominations

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nominations de commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 24 décembre courant (1898), de faire les nominations suivantes, savoir :

Commissaires d'écoles.

Drummond, Notre-Dame du Bon Conseil : MM. Camille Boisvert, Irénée Lemire, Henri Blanchette, Joseph Bourgeois et Ludger Lemire.

Québec, Saint-Gabriel Est : M. Robert Pennée, en remplacement de M. William Moore, absent de la municipalité. 4921

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 27 décembre 1898.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 12 décembre 1898, de nommer MM. Emilien Grégoire, père, et Joseph B. Bissonnette, conseillers de la municipalité de Saint-Valentin, comté de Saint-Jean, en vertu de l'article 341 du code municipal, et le 24 décembre 1898, de nommer MM. Prisque Cloutier et Téléphore Gagnon, conseillers de la municipalité susdite, en vertu des dispositions de l'article 329 du code municipal. 4889

Proclamation

Canada
Province de
Québec }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEPTIEME jour du mois de JANVIER mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf—

SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve prorogée au SEPTIEME jour du mois de JANVIER prochain :

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau au DOUZIEME jour du mois de JANVIER prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en notre cité de Québec, le dit SEPTIEME jour de JANVIER prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, JEUDI, le DOUZIEME jour du mois de JANVIER prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières, qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

Appointments

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 24th of December instant (1898), to make the following appointments, to wit :

School Commissioners.

Drummond, Notre-Dame du Bon Conseil: Messrs. Camille Boisvert, Irénée Lemire, Henri Blanchette, Joseph Bourgeois and Ludger Lemire.

Quebec, Saint Gabriel East : Mr. Robert Pennée, to replace Mr. William Moore, absent from the municipality. 4922

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 27th December, 1898.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, on the 12th of December, 1898, Messrs. Emilien Grégoire, senior, and Joseph B. Bissonnette, councillors of the municipality of Saint Valentin, county of Saint John's, in virtue of Article 341 of the municipal code, and on the 24th of December 1898, to appoint Messrs. Prisque Cloutier and Téléphore Gagnon, councillors of the municipality aforesaid, in virtue of the provisions of article 329 of the municipal code. 4890

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec. }

L. A. JETTÉ

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SEVENTH day of the month of JANUARY, one thousand eight hundred and ninety-nine—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the SEVENTH day of the month of JANUARY next.

NEVERTHELESS, for certain causes and considerations, We have thought fit further to prorogue the same to the TWELFTH day of the month of JANUARY next, so that neither you nor any of you, on the said SEVENTH day of the month of JANUARY next, at our city of Quebec, to appear are to be held and constrained, for We will that you and each of you and all others in the behalf interested, that on THURSDAY, the TWELFTH day of the month of JANUARY next, at Our said City of Quebec, personally be and appear for the DESPATCH OF BUSINESS, to treat, do, act and conclude upon those things, which, in Our Legislature of the Province of Quebec, by the Common Council of Our said Province, may by the favor of God, be ordained.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce PREMIER jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
4477 Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this FIRST day of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
4478 Québec.

Avis du Gouvernement

No 1585-97.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 24 décembre courant (1898), de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Thomas d'Aquin, comté de Saint-Hyacinthe, les lots suivants du cadastre de la paroisse de La Présentation, savoir : depuis et y compris le No 497 jusqu'au No 527, le No 554 jusqu'au No 618, et le No 558 A, et les annexer, pour les fins scolaires, à la dite paroisse de "La Présentation", dans le même comté.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1899. 4923

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Québec, 19 décembre 1898.

Avis est par le présent donné, en conformité aux règles 49 et 50 de l'Assemblée Législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le vingt-sixième jour de janvier prochain ; qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le deuxième jour de février prochain ; qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le neuvième jour du dit mois de février.

L. G. DESJARDINS,
4759-2 Greffier de l'Assemblée Législative.

No 2660-98.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Eriger en municipalité scolaire les cantons Dolbeau et Racine, et détacher les rangs XIV, XV, XVI et XVII du canton Parent, qui font actuellement partie de la municipalité de "Saint-Méthode, comté du Lac Saint-Jean, et ériger ce territoire sous le nom de "Saint-Michel de Mistassini. Cette érection ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1899. 4853-2

PARLEMENT DU CANADA.

EXTRAITS DES RÈGLES DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, RELATIVES AUX BILLS PRIVÉS.

Toutes demandes de bills privés doivent être annoncées par un avis sur la signature et l'adresse des pétitionnaires ou de leurs solliciteurs, indiquant d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, et publié comme suit :

Dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté, district, comtés-unis ou territoire intéressés dans la mesure projetée ; ou s'il n'y paraît pas de journal, alors la publication doit se faire dans un journal du comté, district ou territoire le plus voisin où il s'en publie.

Government Notice

No. 1585-97.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased by an order in council, dated the 24th December inst. (1898), to detach from the school municipality of Saint Thomas of Aquin, county of Saint-Hyacinthe, the following cadastral lots of the parish of La Présentation, to wit : from and including therein No. 497 to No. 527, No. 554 to No 618, and No. 558 A, and annex them for school purposes to the said parish of "La Présentation", in the same county.

This annexation to take effect only on the 1st of July next, 1899. 4924

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Quebec, 19th December, 1898.

Notice is hereby given that, in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the twenty-sixth day of January next ; that no private bill shall be introduced after the second day of February next : that no report of any standing or select committee upon a private bill shall be received after the ninth day of said month of February.

L. G. DESJARDINS,
4760 Clerk of the Legislative Assembly.

No. 2660-98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to erect a new school municipality.

To erect into a school municipality the townships Dolbeau and Racine, and to detach the ranges XIV, XV, XVI and XVII of the township Parent, which now form part of the municipality of Saint Méthode, county of Lake Saint John, and to erect this territory under the name of Saint Michael of Mistassini. This erection to take effect only on the 1st of July next, 1899. 4854

PARLIAMENT OF CANADA.

EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE AND HOUSE OF COMMONS, RELATING TO PRIVATE BILLS.

All applications for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants or of their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz :

In the *Canada Gazette* and in one newspaper published in the county, district, union of counties or territory affected by the proposed measure ; or if there be no newspaper published therein, then in a newspaper in the next nearest county, district or territory in which a newspaper is published.

Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis doit se donner de la même manière en langue anglaise et en langue française.

La publication de ces avis durera, dans chaque cas, la période de deux mois au moins pendant l'intervalle de temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

Des exemplaires marqués de tous les numéros des journaux reproduisant la première et la dernière insertions de l'avis, devront être transmis au greffier de chaque Chambre, et porter à l'endos "Demandes de bills privés."

Dans le cas d'une demande pour la construction d'un pont de péage, l'avis devra mentionner les taux de péage proposés, la nature de la construction, la hauteur des arches, l'espace entre les culées ou piles, etc.

On devra déposer au bureau du greffier de la Chambre où le bill prendra naissance, huit jours au moins avant l'ouverture du Parlement, une copie du bill avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Une somme additionnelle de deux cents piastres, plus le coût de l'impression de l'acte dans les Statuts, sera immédiatement exigée après la deuxième lecture du bill.

Les pétitions en obtention de bills privés doivent se présenter au Sénat et à la Chambre des Communes dans les trois premières semaines de la session.

Les bills privés doivent se présenter au Sénat ou à la Chambre des Communes dans les quatre premières semaines de la session.

EDOUARD J. LANGEVIN,
Greffier du Sénat.

3799 JNO. G. BOURINOT,
Greffier de la Chambre des Communes.

RÈGLE SPECIALE DU SENAT.

49. (c) Chaque fois qu'un bill doit opérer dans plus d'une province, territoire ou district, l'avis sera publié dans la *Gazette du Canada* et dans un journal bien établi publié dans chaque province, territoire ou district où le bill doit opérer.

ORDRE PERMANENT.

Lorsqu'un bill, confirmant un bail, une convention ou toute autre espèce de contrat, sera reçu ou présenté au Sénat, ce bail, cette convention ou cette autre espèce de contrat sera exposé dans un appendice ou autrement.

3797 EDOUARD J. LANGEVIN,
Greffier du Sénat.

EXTRAITS DES REGLEMENTS SPECIAUX DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Les bills privés doivent être rédigés de manière à y incorporer, par référence, les clauses des actes généraux relatives aux détails que doivent régler les bills.

Les bills privés tendant à la modification ou à l'adoption d'actes dont l'objet est de constituer des compagnies de chemins de fer en corporation, doivent être rédigés selon la formule du bill-type adopté par la Chambre, dont on peut se procurer des exemplaires en s'adressant au greffier.

Les dispositions différenciant du bill-type seront insérées entre crochets, et après avoir été révisées par les fonctionnaires compétents, elles seront imprimées de cette manière.

Les articles d'actes existants que l'on voudra modifier, seront réimprimés intégralement, en y intercalant les modifications entre crochets.

Les bills privés qui n'auront pas été rédigés conformément à ces règles, seront retournés à leurs promoteurs pour être remodelés avant d'être révisés et imprimés.

Les dispositions exceptionnelles devront être clairement spécifiées dans l'avis de la demande de législation.

In the provinces of Quebec and Manitoba, the notice must be published in the like manner in the english and french languages.

All notices shall be continued for a period of at least two months during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

Marked copies of all the newspapers, endorsed "Application for Private Bills," containing the first and last insertions of such notice, shall be sent to the clerk of each House.

In the case of an application for the erection of a toll bridge, the notice shall also state the proposed rates of toll, the nature of the structure, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, &c.

A copy of the Bill shall be deposited with the clerk of the House in which the bill is to originate, at least eight days before the meeting of Parliament, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same. And a further sum of two hundred dollars and the cost of printing the act with the statutes will be levied immediately after the second reading of the bill.

Petitions for Private Bills must be presented to the Senate and House of Commons within the first three weeks of the session.

Private Bills are to be presented to the Senate or House of Commons within the first four weeks of the session.

EDOUARD J. LANGEVIN,
Clerk of the Senate.
JNO. G. BOURINOT,
Clerk of the House of Commons.

3800

SPECIAL RULE OF THE SENATE.

49. (c) When a Bill is to operate in more than one province, territory or district, the notice shall be published in the *Canada Gazette* and in a leading newspaper in each province, territory or district in which the Bill is to operate.

STANDING ORDER.

When any Bill, confirming a deed, lease, agreement or other instrument, is brought up or presented to this Senate, such deed, lease, agreement or other instrument shall be set forth in the Bill by way of Schedule or otherwise.

3798 EDOUARD J. LANGEVIN,
Clerk of the Senate

EXTRACTS FROM SPECIAL RULES OF THE HOUSE OF COMMONS.

Private bills shall be so framed as to incorporate, by reference, the clauses of the general acts relating to the details to be provided for by such bills.

Private bills in amendment of acts, or for acts incorporating railway companies, shall be drawn in accordance with the model bill adopted by the House, copies of which may be obtained from the clerk.

Provisions varying the model bill shall be inserted between brackets, and when revised by the proper officers, shall be so printed.

Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper places and between brackets.

Private Bills which are not drawn in accordance with these rules, shall be returned to the promoters to be recast before being revised and printed.

Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

On devra déposer au comité des chemins de fer, une semaine au moins avant la prise en considération du bill, une carte ou plan certifié indiquant le tracé de toute ligne projetée de chemin de fer, ainsi que les lignes existantes ou les travaux autorisés de même nature, dans le district, ou affectant de quelque manière le district que l'entreprise projetée a pour objet de desservir, avec une déclaration faisant connaître le capital que l'on a l'intention de former pour l'exécution de cette entreprise et les moyens de se le procurer.

ORDRE SPECIAL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Resolu,—Que le greffier de la Chambre adresse une copie de la règle 49 modifiée, aux personnes qui signifient dans la *Gazette du Canada* leur intention de s'adresser au Parlement pour l'obtention d'un bill privé, ainsi qu'un avis portant que la dite règle sera strictement appliquée à l'avenir :

49. Les pétitions en obtention de bills privés ne seront reçues par la Chambre que pendant les trois premières semaines de la session, et les bills privés ne pourront être présentés à la Chambre que pendant les quatre premières semaines de la session ; et tout comité auquel aura été envoyé un bill privé devra le prendre en considération et en faire rapport à la Chambre avec toute la diligence convenable.

2. Que tous les comités de bills privés aient instruction, dans les cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures après qu'elles auront été appelées deux fois à deux différents jours pour être prises en considération par le comité qui en sera saisi, de rapporter aussitôt ces mesures à la Chambre avec l'exposé des faits et avec la recommandation que les bills soient retirés.

JOHN GEORGE BOURINOT,

3801

Greffier des Communes.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

A certified map or plan showing the location of any proposed line of railway, also the lines existing or authorized work of a similar character within, or in any way affecting, the district which the proposed work is intended to serve, and an exhibit showing the amount of capital proposed to be raised for the undertaking, and the manner in which it is proposed to raise the same, shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the bill.

SPECIAL ORDER OF THE HOUSE OF COMMONS.

Resolved,—That the clerk of the House do have a copy of the new rule 49, sent to those persons giving notice in the *Canada Gazette* of their intention to apply to Parliament for the passing of a Private Bill, together with a notification that the said rule will be strictly adhered to for the future :

49. Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first three weeks of the session, and Private Bills may only be presented to the House within the first four weeks of the session ; and it shall be the duty of any committee to which any Private Bill may be referred to consider and report the same to the House with all convenient speed.

2. That it be an instruction to all committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith together with a statement of the facts and with the recommendation that such bill be withdrawn.

JOHN GEORGE BOURINOT,

3802

Clerk of the Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills

53. —All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works ; the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water ; the incorporation of an individual, profession or trade, or of any joint stock company ; the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

64.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne peuvent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passage devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 600 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

64.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending in private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in French, and one hundred copies in the English language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

4035

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de

LOUIS FRECHETTE,

4036

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing

Session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé

or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English and French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

"Les bills pour incorporer des villes ne doivent contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éliminer et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent d'abord créer que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

L. G. DESJARDINS

4037

Greffier de l'Assemblée Législative.

ERRATA.

Page 2435, *sheriff de Trois-Rivières, in re Lavigne vs. Desfossés*, il faut lire "Maurice" Desfossés, au lieu de "Maxime" Desfossés. 4877

Page 2334, de la *Gazette Officielle de Québec*, du 10 décembre 1898, nominations de juges de paix pour le district d'Iberville, au lieu de Joseph Neveux, lisez : Honoré Neveux. 4925

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets.

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

L. G. DESJARDINS,

4038

Clerk of the Legislative Assembly.

ERRATA.

Page 2435, *sheriff of Three Rivers, in re Lavigne vs. Desfossés*, read "Maurice" Desfossés, instead of "Maxime" Desfossés. 4878

Page 2334, of the *Quebec Official Gazette*, dated 10th December, 1898, appointments of justices of the peace for the district of Iberville, instead of Joseph Neveux, read : Honoré Neveux. 4926

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de prolonger, jusqu'au premier jour de mai 1899, le délai lorsque la cité de Montréal devra procéder à l'élargissement de la première section de la rue Saint-Antoine, s'étendant de la rue Craig jusqu'à la rue de la Montagne, et jusqu'au premier jour de mai 1901, lorsque la cité devra procéder à l'élargissement de la deuxième section, savoir : de la rue de la Montagne jusqu'aux limites de la cité, avec pouvoir, par la dite cité, d'emprunter les argentés nécessaires pour la dite expropriation, la moitié des frais de la dite expropriation devant être supportée par la dite cité, et l'autre moitié devant être imposée aux propriétaires faisant front sur la dite rue, par une taxe payable dans quarante ans, et pour d'autres fins.

J. L. PERRON,

Procureur des requérants.

Montréal, 12 décembre 1898.

4867

Avis est par le présent donné que "The Shawinigan Water and Power Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements, additions et extension à sa charte, et pour augmenter les pouvoirs pour expropriation des terres et propriétés.

GREENSHIELDS & GREENSHIELDS,
LAFLAMME & DICKSON,

Procureurs des requérants.

Montréal, 23 décembre 1898.

4919

Avis public est par le présent donné, que les héritiers fiduciaires de feu Alexis Brunet, en son vivant avocat, de la Côte des Neiges, dans le district de Montréal, demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de mieux définir les pouvoirs qui leur sont donnés par le testament du dit Alexis Brunet en matière d'administration, ainsi que le droit pour les dits fiduciaires de se rémunérer pour leurs services.

DANDURAND, BRODEUR & BOYER,

Avocats des requérants.

Montréal, 26 décembre 1898.

4915

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la ville de Summerlea s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains pouvoirs et amendements à sa loi d'incorporation, et entre autres : Pour étendre ses limites ; Pour mieux définir ses pouvoirs d'imposer et de collecter certaines taxes et licences ; Pour modifier la manière de faire des emprunts et obtenir de nouveaux pouvoirs.

L. FOREST,

Secrétaire-trésorier.

Summerlea, 27 décembre 1898.

4917

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer une Compagnie avec pouvoir de contracter pour compléter et mettre en opération aucune entreprise ayant pour objet de fournir la chaleur, lumière, service d'eau ou pouvoir d'eau ou tramway dans aucune municipalité, de placer ses fonds sur premières hypothèques et sur débetures d'aucune corporation municipale ou dans les fonds, bons ou débetures d'aucune compagnie incorporée pour aucuns des susdits objets ou pour d'autres fins.

P. S. G. MACKENZIE,

Procureur des requérants.

Richmond, 15 décembre 1898.

4731-3

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to extend to the first of May, 1899, the delay when the city of Montreal shall proceed to the widening of the first section of Saint Antoine street, extending from Craig street to Mountain street, and until the first of May, 1901, when the city shall proceed with the widening of the second section, viz : from Mountain street to the city limits, with power, by the said city, to borrow the money needed for the said expropriation, one half of the cost of said expropriation to be borne by the said city, and the other half to be levied on the proprietors fronting on said street, by a tax payable within forty years, and for other purposes.

J. L. PERRON,

Attorney for petitioners.

Montreal, 12th December, 1898.

4868

Notice is hereby given that the Shawinigan Water and Power Company will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for certain amendments, additions and extension of its charter, and for increased powers of expropriating land and property.

GREENSHIELDS & GREENSHIELDS,
LAFLAMME & DICKSON,

Attorneys for applicants.

Montreal, 23rd December, 1898.

4919

Public notice is hereby given by the fiduciary heirs of the late Alexis Brunet, in his lifetime of "La Côte des Neiges" in the district of Montreal, that they will ask to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to better define the powers to them conferred by the will of said Alexis Brunet, concerning the administration of his estate, also the right, by said heirs, to the remuneration of their services.

DANDURAND, BRODEUR & BOYER,

Attorneys for petitioners.]

Montreal, 26th December, 1898.

4916

Public notice is hereby given that the corporation of the town of Summerlea will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain certain powers and amendments to its law of incorporation, and amongst others : To extend its limits ; To better determine its powers to impose and collect certain taxes and licences ; To modify the way of borrowing monies and to demand new powers.

L. FOREST,

Secretary treasurer.

Summerlea, 27th December, 1898.

4918

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate a company with power to contract for, complete and operate any enterprise having for its object the supplying of heat, light, water or power or tramway service in any municipality, to invest its funds in first hypothecs and in the debentures of any municipal corporation or in the stock, bonds or debentures of any company incorporated for any of the foregoing objects, or for other purposes.

P. S. G. MACKENZIE,

Attorney for applicants.

Richmond, 15th December, 1898.

4732

AVIS PUBLIC

Est donné par les présentes que les "Syndics Apostoliques des Pères Franciscains de l'Observance," de Montréal feront application à la prochaine session de la législature de la Province de Québec pour faire passer un bill amendant la loi les incorporant en changeant leur nom corporatif et relativement à leurs pouvoirs.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,

Avocats des requérants.

Montréal, 15 décembre 1898. 4755-2

AVIS PUBLIC

Est donné par les présentes que la "Fraternité du Tiers-Ordre de Saint-François d'Assise de Montréal" fera application à la prochaine session de la législature de la province de Québec pour faire passer un Bill amendant la loi les incorporant, et que les amendements demandés se rapportent à la reconstitution civile du dit Tiers-Ordre, à la création d'un Conseil Supérieur, à l'incorporation de chaque fraternité, aux finances et aux pouvoirs de chaque corporation, et en général à tout ce qui regarde l'organisation, les droits, les devoirs et l'administration tant de la corporation du dit Tiers-Ordre que de celles des fraternités.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,

Avocats des requérants.

Montréal, 15 décembre 1898. 4757-2

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "l'Association des Dentistes de la province de Québec," pour refondre et amender ses statuts.

Les principaux amendements qui seront amendés se rapportent aux matières suivantes : élection du bureau de direction ; la tenue des assemblées générales ; le quorum des membres ; le mode des examens et le nombre des années requises pour compléter le cours des étudiants, et autres de moindre importance.

LEMIEUX, DECARIE & BRASSARD,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 20 décembre 1898. 4779-2

AVIS PUBLIC

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François
Comté de Wolfe.

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature provinciale de Québec, à sa prochaine session, à l'effet d'obtenir la passation d'un bill privé pour changer le chef-lieu du comté de Wolfe, de Ham-Sud le transférer à Garthby, au village de Beaulac, dans le dit comté.

OCT. GAUDET,

Solliciteur des requérants.

4813-2 Ham-Nord, comté de Wolfe.

Avis public est par le présent donné que les sous-signés propriétaires d'immeubles dans le village de Verdun, s'adresseront à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de permettre que les lots suivants, numéros de cadastre 4669 à 4687, dans le village de Verdun, étant tous les lots depuis les numéros 4669 à 4687, inclusivement, situés dans la section ouest de Verdun, y compris toute cette partie de l'Aqueduc de Montréal, située dans les limites limitées comme aussi l'île Saint-Paul et l'île au Heron, dans le district de Montréal, soient séparés du village de Verdun et annexés à la municipalité de la Côte Saint-Paul pour former partie d'icelle, sous le nom de la municipalité de la Côte Saint-Paul.

S. S. BAIN et autres.

Montréal, 6 décembre 1898. 4793 2

PUBLIC NOTICE

Is hereby given by these presents that the "Syndics Apostoliques des Pères Franciscains de l'Observance," of Montreal, will make an application at the next session of the Legislature of the Province of Quebec to pass a bill amending the law incorporating them in changing their corporate name and with relations to their powers.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 15th December, 1898. 4756

PUBLIC NOTICE

Is hereby given by the presents that the "Fraternity of the Third Order of Saint Francis d'Assise," of Montreal, will make an application at the next session of the Legislature of the Province of Quebec to pass a bill amending the law incorporating it, and that the amendments demanded relate to the civil reconstruction of the said Third Order, to the creation of a Superior Council, to the incorporation of each fraternity, to the finances and powers of each corporation, and generally to all that concern the organization, rights, duties and the administration of the corporation of said Third Order or of the fraternities.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 15th December, 1898. 4758

Public notice is hereby given that an application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, by the "Dental Association of the province of Quebec," to consolidate and amend its statutes.

The principal amendments sought refer to the following matters : election of members of the board of management ; the holding of general meetings ; the quorum of members ; the mode of examination and the number of years required for the student's course and other matters of less importance.

LEMIEUX, DECARIE & BRASSARD,

Solicitors for petitioners.

Montreal, 20th December, 1898. 4780

PUBLIC NOTICE

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint-François,
County of Wolfe.

Public notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a private bill to change the *chef-lieu* of the county of Wolfe, from Ham South to transfer it to Garthby, in the village of Beaulac, in the said county.

OCT. GAUDET,

Solicitor for petitioners,

4814 Ham North, county of Wolfe.

Public notice is hereby given that the undersigned proprietors of real estate in the village of Verdun, will apply to the legislature, at its next session, for an act to permit the following lots, cadastral numbers 4669 to 4687, in the village of Verdun, being all the lots from numbers 4669 to 4687, inclusive, contained in the westerly section of Verdun, including all that portion of the Aqueduct of the Montreal Water Works, situate within the above boundaries as also Isle Saint Paul and Isle au Heron, in the district of Montreal, to be separated from the village of Verdun and annexed to the municipality of Côte Saint Paul to form part thereof, under the name of the municipality of Côte Saint Paul.

S. S. BAIN and others.

Montreal, 6th December, 1898. 4794

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer une compagnie, avec pouvoir d'agir comme fidei-commissaires, exécuteurs testamentaires, pour exécuter les mandats, administrer les successions et les fonds placés en fidei-commis, agir comme procureurs pour les exécuteurs et fidei-commissaires, liquidateurs pour les compagnies à fonds social et pour d'autres fins.

CARON, PENTLAND & STUART,

Sollicitants des requérants.

Québec, 21 décembre 1898.

4841-2

AVIS PUBLIC.

La cité de Montréal s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte pour autoriser et sanctionner la vente par la dite cité, à la compagnie du chemin de fer du Grand Tronc, d'un terrain situé sur la rue McGill, pour la construction des bureaux de la dite compagnie, et pour obtenir le consentement de la Couronne à telle vente.

L. O. DAVID,

Greffier de la cité.

Montréal, 8 décembre 1898.

4595-3

Province de Québec,
District des Trois-Rivières,

Avis est par les présentes donné que le conseil municipal du village de Grand'Mère, demandera à la prochaine session de la législature provinciale de Québec, un amendement à sa charte, en même temps que l'annexion d'une partie de la paroisse de Sainte-Flore, savoir : partie des lots officiels de la dite paroisse de Sainte-Flore, connues sous les numéros 85, dans la concession Sainte-Catherine No. 2 ; 95 et 96, dans la concession de la Grand'Mère, et 137, 138, 139 et 140, dans la concession Saint-Olivier.

C. J. E. CHARBONNEAU,

Secrétaire-trésorier du

Village de Grand'Mère.

4733-2

Avis public est par les présentes donné que la ville de Longueuil s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte pour réviser sa charte et les actes qui l'amendent, pour lui conférer des pouvoirs plus étendus, et d'obtenir spécialement des dispositions législatives sur, entre autres sujets, les suivants :

Pour étendre les limites de la ville de Longueuil. Pour changer le jour de ses sessions, pour changer le mode de taxation, pour changer la date de l'année financière, pour changer le mode des élections et la formule du serment, pour voir à la nomination d'estimateurs permanents, pour amender la clause se rapportant aux auditeurs, pour avoir le privilège de construire, louer et exploiter une ligne de tramway dans les limites de la ville de Longueuil et en dehors de ses limites jusqu'à un point donné dans les limites de la ville de Saint-Lambert, pour amender la clause concernant la traverse d'hiver entre Longueuil et Montréal, pour voir à la nomination d'un inspecteur des bâtisses, pour forcer certains propriétaires demeurant en dehors des limites de la ville de Longueuil, à contribuer à la confection des travaux du ruisseau Saint-Antoine, pour réduire le taux de l'escompte sur paiement des taxes, pour forcer quiconque poursuivra le maire ou les conseillers pour quelque acte en exécution de leurs fonctions à fournir un cautionnement, pour changer la date de la confection du rôle d'évaluation, pour augmenter les pouvoirs de la ville quant à la construction des canaux d'égout, pour changer la clause relativement aux tuyaux de l'aqueduc, pour amender et corriger certaines erreurs de rédaction dans la charte et ses amendements.

JODOIN & JODOIN,

4743-3

Procureurs de la ville de Longueuil.

Public notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Québec, at its next session, for an act incorporating a company, with power to act as trustees, executors of wills, to execute trust, manage estates and trust funds, act as attorneys for executors and trustees, liquidators for joint stock companies, and for other purposes.

CARON, PENTLAND & STUART,

Solicitors for applicants.

Quebec, 21st December, 1898.

4842

PUBLIC NOTICE.

The city of Montreal will apply to the Quebec legislature, at its next session, for an act to authorize and sanction the sale by said city, to the Grand Trunk Railway Company, of a strip of land situated on McGill street, for the construction of the offices of the said company, and to obtain the consent of the Crown to such sale.

L. O. DAVID,

City clerk.

Montreal, 8th december 1898.

4596

Province of Quebec,

District of Three Rivers.

Notice is hereby given that the municipal council of the village of Grand'Mère, will apply at the next session of the provincial legislature of Québec, for an amendment to its charter, and for the annexation at the same time of a part of the parish of Sainte-Flore, to wit : part of the official lots of the said parish of Sainte-Flore, known as numbers 85, in the Sainte Catherine concession No. 2 ; 95 and 96, in the Grand'Mère concession, and 137, 138, 139 and 140, in the Saint-Olivier concession.

C. J. E. CHARBONNEAU,

Secretary-treasurer of the

Village of Grand'Mère.

4734

Public notice is hereby given that the town of Longueuil will apply to the Quebec legislature, at its next session, to obtain an act to revise its charter and the acts amending it, to confer more extensive powers on it, and especially to obtain legislative enactments on the following subjects, amongst others :

To extend the limits of the town of Longueuil, to change the day of its meetings, the mode of taxation, the date of the financial year, the mode of elections and the formula of the oath, to provide for the appointment of permanent valuers, to amend the clause relating to auditors, to have the privilege of buildings and working a tramway line within the limits of the town of Longueuil and outside of them to a given point within the limits of the town of Saint-Lambert, to amend the clause relating to the ferry between Longueuil and Montreal, to provide for the appointment of an inspector of buildings, to compel certain proprietors residing outside of the limits of the town of Longueuil to contribute to the performance of the works of the Ruisseau Saint-Antoine, to reduce the rate of discount on the payment of taxes, to oblige any person who may sue the mayor or councillors for any act in the execution of their functions to give security, to change the date of making the valuation roll, to increase the powers of the town as to the construction of drains, to change the clause relating to the waterwork pipe, to amend and correct certain errors in drawing up the charter and its amendments.

JODOIN & JODOIN,

4744

Attorneys for the town of Longueuil.

Avis public est par le présent donné, que la cité de Saint-Henri s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender certaines dispositions de sa charte (60 Victoria, chapitre 61), ainsi que du statut 61 Victoria, chapitre 55, amendement la dite charte ; pour obtenir l'autorisation de contracter un emprunt et certains autres pouvoirs, le tout tel que plus bas énuméré :

1° Permettre au président d'élection, d'exiger que le bulletin de présentation soit accompagné d'un dépôt de cinq cents ou de deux cents dollars, selon qu'il s'agira d'un candidat à la mairie ou à l'échevinat.

2° Permettre au conseil de nommer un "Inspecteur des chaudières," et de donner à cet officier les pouvoirs inhérents à sa charge.

3° Permettre l'altération du plan de la cité, par le vote de la majorité des membres du conseil.

4° Autoriser les évaluateurs faisant la révision du rôle d'évaluation, à ne changer que dans certains cas la valeur des immeubles portée au dit rôle.

5° Permettre l'imposition d'une taxe sur les bicyclettes.

6° Permettre de taxer les poteaux télégraphiques, téléphoniques et électriques.

7° Permettre aux arbitres en expropriation d'adjudger quelles parties devront payer les frais d'arbitrage.

8° Relever la cité de l'obligation de continuer à exproprier conformément aux règlements et aux plans homologués de la cité.

9° Relever le recorder de la cité de certaines incapacités légales.

10° Permettre à la cité d'exproprier à certaines conditions les franchises, droits et privilèges par elle conférés à certaines personnes ou compagnies.

11° Définir l'année fiscale et déterminer pour quel espace de temps les taxes annuelles seront censées être imposées et prélevées.

12° Fixer le montant que la cité pourra dépenser annuellement.

13° Prendre personnellement responsable tout membre d'un comité qui autorisera une dépense d'argent excédant le montant légalement mis à la disposition du comité.

14° Ratifier toute dépense faite et autorisée jusqu'à ce jour par le conseil, et qui excède les appropriations, et relever les échevins de la responsabilité encourue de ce chef.

15° Autoriser la cité à emprunter une somme totale de \$226,000 ; la plus forte partie de cette somme devant être employée à consolider des obligations temporaires sur lesquelles la cité paie un intérêt moyen de 5½ pour cent ; et la balance devant servir à payer les dommages-intérêts relatifs aux expropriations que la présente loi dispense la cité de faire.

16° Déterminer la manière dont cet emprunt sera effectué et les conditions auxquelles il sera contracté.

17° Remettre en vigueur le pouvoir d'emprunt qu'avait la cité avant que l'article 665 de la charte fût sanctionné.

18° Transférer du secrétaire-trésorier au conseil le pouvoir conféré par l'article 666 de la charte.

19° Autoriser la cité à organiser un département en loi.

PRIMEAU & CODERRE,

Procureurs de la cité de Saint-Henri
Saint-Henri, 7 décembre 1898. 4563-4

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer l'association connue sous le nom de "The Builders' Exchange", l'objet de la dite association étant de créer une bonne harmonie entre ses membres et de promouvoir les intérêts de ceux engagés dans le commerce de construction et d'entreprises et autres affaires y ayant rapport ; avec le droit d'acquiescer et posséder des immeubles

Public notice is hereby given that the city of Saint Henry will apply to the Quebec legislature, at its next session, to obtain certain amendments to the provisions of its charter (60 Victoria, chapter 61), and also to the statute 61 Victoria, chapter 55, amending the said charter ; to obtain authority to contract a loan and certain other powers, the whole as herein after set forth :

1. To allow the election president to require that the candidate's nomination paper be accompanied by a deposit of five hundred dollars or of two hundred dollars, according as it may be question of a candidate for the office of mayor or of alderman.

2. To allow the council to appoint "Boiler Inspectors" and to confer upon that officer the powers inherent to his office.

3. To allow the alteration of the city plan by the vote of the majority of the members of the council.

4. To authorize the valuers making the revision of the valuation roll to change only in certain cases the value of the lots entered on the said roll.

5. To authorize the imposition of a tax on bicycles.

6. To allow the taxation of telegraph, telephone and electric poles.

7. To allow expropriation arbitrators to decide what parties should pay the costs of arbitration.

8. To relieve the city from the obligation of continuing to expropriate according to the by-laws and homologated plans of the city.

9. To relieve the city recorder from certain legal disabilities.

10. To allow the city to expropriate on certain conditions, the franchises, rights and privileges by it conferred on certain persons and companies.

11. To define the fiscal year and determine the time of the yearly taxes imposed and levied.

12. To fix the amount which the city may spend yearly.

13. To hold responsible every member of a committee who will authorize any expenditure of money exceeding the amount legally placed at the disposal of the committee.

14. To ratify any expenditure made and authorized up to this date by the council and which exceeds the appropriations, and relieve the aldermen from the responsibility incurred under this head.

15. To authorize the city to borrow a total amount of \$226,000 ; the greater portion of this sum to be employed to consolidate the temporary obligations upon which the city pays an average interest of 5½ per cent, and the balance to be applied to the payment of the damages and interest relating to the expropriations which the present act dispenses the city from making.

16. To determine the manner in which this loan will be effected and the terms on which it will be contracted.

17. To put in force again the borrowing power which the city had before article 665 of the charter was sanctioned.

18. To transfer from the secretary treasurer to the council the power conferred by article 666 of the charter.

19. To authorize the city to organize a law department.

PRIMEAU & CODERRE,

Attorneys for the city of Saint Henry.
Saint Henry, 7th December, 1898. 4564

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the legislature of the province of Quebec, for an act to incorporate the association known as "The Builders' Exchange," the object of such association being to create a good understanding amongst its members and to promote the interests of those engaged in the trades of building and contracting and other trades connected therewith or incidental thereto ; with the right to acquire and hold real estate for the purposes of

dans l'intérêt de la dite association et de les vendre, les échanger ou les hypothéquer.

HALL, CROSS, BROWN,
SHARP & COOK,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 8 décembre 1898.

4593-4

Avis public est par le présent donné que The Montreal Street Railway Company s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender et consolider les actes concernant la compagnie; pour autoriser l'augmentation de temps à autre de son fonds social jusqu'au montant nécessaire dans l'intérêt de ses affaires; pour ratifier et confirmer divers contrats faits par elle avec différentes corporations municipales et compagnies de chemin de fer; pour autoriser le prolongement de sa ligne à aucun point dans un rayon de dix milles de la cité de Montréal, pour mettre en opération les dites lignes et pour d'autres fins.

CAMPBELL, MEREDITH,
ALLAN & HAGUE,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 7 décembre 1898.

4589-4

AVIS

Les commissaires d'écoles de la municipalité de Westmount (ci-devant côte Saint-Antoine), demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi, pour augmenter le chiffre jusqu'à concurrence duquel ils pourront emprunter et contracter des dettes, pour simplifier et amender la procédure pour l'imposition et perception de taxes d'école, et pour d'autres fins.

CROSS & BERNARD,
Solliciteurs des requérants

Montréal, 7 décembre 1898.

4601-4

AVIS.

Avis est par le présent donné que la corporation de la ville de Farnham fera application à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'un acte pour amender et refondre la charte de la dite corporation et les actes qui l'amendent, aux fins de conférer à la dite corporation de plus amples pouvoirs et mieux définir les droits, attributions, et les devoirs des contribuables, et pour autres fins.

J. S. POULIN,
Procureur de la dite corporation.

Farnham, 1er décembre 1898.

4555-4

Avis public est par le présent donné que "The Montreal Loan and Investment Company", (incorporée en vertu des articles 5401 et suivants des statuts révisés de la province de Québec), s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte spécial d'incorporation et pour mieux définir ses pouvoirs.

SETH P. LETT,
Solliciteur des requérants.

Montréal, 7 décembre 1898.

4569-4

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la corporation du village de Verdun, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte de la dite législature, 60 Victoria, chapitre 69, et pour étendre les pouvoirs de la dite corporation, en tant qu'ils se rapportent à l'imposition et la perception de taxes spéciales, cotisations et licences; l'octroi de privilèges exclusifs et franchises aux personnes ou compagnies construisant, mettant en opération ou faisant circuler des omnibus, diligences, chars électriques ou à vapeur dans la municipalité, et pour d'autres fins.

RIELLE & BOND,
Procureurs de la requérante.

Montréal, 7 décembre 1898.

4609-4

such association and to sell, exchange or hypothecate the same.

HALL, CROSS, BROWN,
SHARP & COOK,
Solicitors for applicants.

Montreal, 8th December, 1898.

4594

Public notice is hereby given by and on behalf of the Montreal Street Railway Company, that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an act to amend and consolidate the acts relating to the company; to authorize the increase from time to time of its capital stock to such extent as may be necessary for the purpose of its business; to ratify and confirm divers contracts entered into by it with different municipal corporations and railway companies; to authorize the extension of its line to any point within a radius of ten miles from the city of Montreal, and the operation of such lines; and for other purposes.

CAMPBELL, MEREDITH,
ALLAN & HAGUE
Solicitors for applicants.

Montreal, 7th December, 1898.

4590

NOTICE

The school commissioners of the municipality of town of Westmount (formerly côte Saint-Antoine), will apply to the legislature of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an act to increase the limit to the extent of which they may borrow, and incur debt, to simplify and amend the method of imposing and collecting school taxes, and for other purposes.

CROSS & BERNARD,
Solicitors for applicants.

Montréal, 7th December, 1898.

4602

NOTICE.

Notice is hereby given that the corporation of the town of Farnham will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend and consolidate the act incorporating the said town and the acts amending the same, for the purpose of conferring on the said corporation more ample powers and to define more clearly his rights and attributions, and the duties of the rate payers, and for other purposes.

J. S. POULIN,
Attorney for the said corporation.

Farnham, 1st December, 1898.

4556

Public notice is hereby given that the "Montreal Loan and Investment Company", (incorporated under articles 5401 and following of the revised statutes of the province of Quebec), will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for a special act of incorporation and to better define its powers.

SETH P. LETT,
Sollicitor for applicants.

Montreal, 7th December, 1898.

4570

Public notice is hereby given that application will be made, at the next session of the legislature of the province of Quebec, by the corporation of the village of Verdun, for the passage of an act to amend the act of the said legislature, 60 Victoria, chapter 69, and to extend the powers of the said Corporation, insofar as relates to the imposition and levying of special taxes, assessments and licenses; the granting of exclusive privileges and franchises to persons or companies constructing, operating or running omnibuses, stages or electric or steam cars in the municipality, and for other purposes.

RIELLE & BOND,
Attorneys for the applicant.

Montreal, 7th December, 1898.

4610

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par le Rév. Gregory O'Bryan, B. A.; Isidore J. Kavanagh, B. A.; John C. Coffee; Louis J. Cotter; Rév. Owen B. Devlin, L. L. B. et Rév. Gregory Féré, M. B. M. R. C. S. Londres, Angleterre, tous de la cité de Montréal, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The Loyola College," pour les fins d'éducation avec pouvoir d'accorder des degrés dans les arts, et avec son siège dans la cité de Montréal.

FITZPATRICK, TASCHEREAU & ROY,
4747-3 Solliciteurs des requérants.

Avis est donné par les présentes que la Société des Artisans Canadiens Français de la Cité de Montréal s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour refondre et amender sa charte, pour changer son nom corporatif en celui de "La Société des Artisans Canadiens-Français," et pour faire régir la dite corporation par une convention de délégués des diverses succursales, et autres clauses accessoires.

Pour la dite société,

T. A. GROTHÉ,
Président général.
J. G. W. MCGOWN,
Secrétaire général.

Montréal, 13 décembre 1898.

4663-3

AVIS.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, par la Compagnie de pulpe du Lac Mégantic, pour obtenir un acte afin d'amender son acte d'incorporation, contenu dans le statut 56 Victoria, chap. 78, afin d'accorder à la dite compagnie des pouvoirs additionnels, comprenant le droit d'augmenter le capital action de la compagnie, et aus i celui d'emprunter de l'argent et de garantir sur des débetures portant hypothèque ou autrement; d'ériger des pouvoirs d'eau, construire des écluses, ponts sur les rives et à travers de la rivière Chaudière et du Lac Mégantic; de manufacturer de la pulpe chimique, du papier et du bois sous toutes les formes et tout ce qui s'y rapporte ainsi que l'électricité; de construire des tramways et des embranchements de chemins de fer pour communiquer de certains points, sur le Québec Central et le chemin de fer Pacifique Canadien, dans le township de Whitton, aux établissements industriels de la compagnie, dans les townships de Whitton et de Spaulding; pour les fins ci-dessus, obtenir certains droits d'expropriation, aussi d'acquérir et construire des écluses, glissoires et autres travaux nécessaires pour faciliter le flottage de bois, dans certaines rivières, et pour d'autres pouvoirs.

Daté à Québec, ce 1er jour de décembre, 1898.

TASCHEREAU, LAVERY
& RIVARD,

4659-3

Solliciteurs de la Requérante.

Canada
Province de Québec
District de Québec

AVIS PUBLIC

Avis public est par le présent donné que William Henri Brouage Chaussegros de Léry, écuyer, avocat, de la paroisse de Saint-François, Beauce, mademoiselle Marie Eliza Corinne Chaussegros de Léry, de la cité de Québec, George Auguste alias Gustave Fraser Chaussegros de Léry, écuyer, notaire, Dame Marie Louise Cummings, veuve de feu Louis Charles Alexandre Chaussegros de Léry, en son vivant, médecin, en sa qualité de légataire universelle en usufruit et comme exécutrice testamentaire de son dit feu mari, et aussi en sa qualité de tutrice, dûment nommée à sa fille Corinne, enfant issue de son mariage avec le dit Louis Charles Alexandre Chaussegros de Léry, ces trois derniers de la cité de Québec, et l'honorable John Sharples, aussi de la cité de

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, by the reverend Gregory O'Bryan, B. A.; Isidore J. Kavanagh, B. A.; John C. Coffee; Louis J. Cotter; Rev. Owen B. Devlin, LL. B. and Rev. Gregory Féré, M. B. M. R. C. S. Lond., Eng., all of the city of Montreal, for an act to incorporate the "Loyola College" for educational purposes with power to grant degree in arts, and with its corporate seat in the city of Montreal.

FITZPATRICK, TASCHEREAU & ROY,
4748 Solicitors for applicants.

Notice is hereby given that "La Société des Artisans Canadiens Français de la Cité de Montréal" will apply to the legislature, at its next session, to consolidate and amend its charter, to change its corporate name to that of "La Société des Artisans Canadiens-Français," and to have the said corporation managed by a convention of delegates from the several branches, and other accessory clauses.

For the said society,

T. A. GROTHÉ,
General president.
J. G. W. MCGOWN,
General secretary.

Montreal, 13th December, 1898.

4664

NOTICE

Notice is hereby given that The Lake Megantic Pulp Company will apply to the legislature of the province of Quebec, at the next session, for the passing of an act to amend its act of incorporation, contained in 56 Victoria, chapter 78, for the purpose of increasing the powers to them granted by the said act of incorporation, and especially for the purpose of increasing the capital stock of the company, of obtaining the right to borrow money and to secure the same by mortgage, debentures or otherwise, and of creating water-powers, constructing dams, erecting bridges upon the banks of and over the river Chaudière and Lake Megantic, and in the vicinity of Lake Megantic; for the purpose of manufacturing paper, lumber, and all incidentals thereto, chemical pulp, and also electricity for the purpose of light, heat or motive power, of constructing tramways and branches from points on the Quebec Central Railway and on the Canadian Pacific Railway, in the township of Whitton, to the establishments of said company, in the townships Whitton and Spaulding, and of obtaining for such purposes certain rights of expropriation; also of acquiring and constructing dams, slides or other works necessary to facilitate the driving of timber down rivers, and for other purposes.

Dated at Quebec, this 1st day of December, 1898.

TASCHEREAU, LAVERY
& RIVARD,

4660

Solicitors for the Petitioners.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that William Henri Brouage Chaussegros de Léry, esquire, advocate, of the parish of Saint Francis, Beauce, Miss Marie Eliza Corinne Chaussegros de Léry, of the city of Québec, George Auguste alias Gustave Fraser Chaussegros de Léry, esquire, notary, Dame Marie Louise Cummings, widow of the late Louis Charles Alexandre Chaussegros de Léry, during his lifetime, physician, in her quality of universal usufructuary legatee and executrix of her said deceased husband, and acting further in her quality of tutor, duly appointed to her daughter, Corinne, issue of her marriage with the said Louis Charles Alexandre Chaussegros de Léry, these last three of the city of Québec, and the Honorable John Sharples, also of

Québec, membre du conseil législatif de cette province, en sa qualité de tuteur, dûment élu en justice John Alexander Alleyn, Henri Richard Gustave Alleyn, Marie Marguerite Catherine *alias* Kathleen Alleyn et Josephite Louise Blanche Alleyn, de la cité de Québec, enfants mineurs, issus du mariage de feu l'honorable Richard Alleyn, en son vivant un des juges de la cour supérieure de cette province, et de Dame Catherine Louise Josephite Chaussegros de Léry, s'adresseront à la législature de Québec, pendant la prochaine session, pour demander que le dit honorable John Sharples, en sa qualité de tuteur aux mineurs ci-dessus mentionnés soit autorisé à vendre conjointement avec les autres co-propriétaires certains droits de mine, situés dans la seigneurie de Rigaud-Vaudreuil, en la paroisse de Saint-François, en le district de Beauce, en bloc ou séparément, pour argent comptant ou à crédit, se'on qu'ils le jugeront à propos, avec le consentement du subrogé-tuteur des dits mineurs, mais sans l'autorisation d'un conseil de famille ou autres formalités ou l'ordre d'une cour de justice ou d'un juge.

TASCHEREAU, LAVERGNE
& RIVARD,

Procureurs des requérants.

Québec, 12 décembre 1898. 4643-3

Avis public est par le présent donné que la ville de Lachine s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains pouvoirs et des amendements à sa loi d'incorporation, et entre autres : pour augmenter son pouvoir d'emprunt ; pour augmenter le nombre de ses conseillers ; pour changer la durée de la charge de son maire ; pour modifier le cens électoral municipal ; pour pourvoir à la construction d'égouts généraux et au mode de paiement du coût d'iceux ; pour pourvoir à la création d'une Cour de Recorder ayant juridiction civile et criminelle, à la nomination d'un Recorder et des officiers de la dite cour ; pour abolir la juridiction de la Cour des Commissaires de la paroisse de Lachine, dans la ville de Lachine, lorsque la dite cour du recorder sera en opération, et pour obtenir d'autres pouvoirs et d'autres dispositions se rapportant à sa loi d'incorporation.

H. ROBERT,

Secrétaire-trésorier
de la ville de Lachine.

Ville de Lachine, 12 décembre 1898, 4677-3

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que P. Cyprien Beaumier, de Québec, présentera à la prochaine session de la législature, un bill pour être admis membre de l'association des dentistes de la province de Québec, après examen.

CHARLES DEGUISE,

Proc. du requérant.

Québec, 15 décembre 1898. 4693-3

Avis est donné que les exécuteurs testamentaires de feu Joel Leduc, en son vivant, négociant de Montréal, demanderont à la législature de Québec, à sa prochaine session, la passage d'un bill augmentant leurs pouvoirs, et les autorisant à transiger avec les légataires et crédit-rentiers, à anticiper le paiement des dettes et des legs, et le partage de la succession.

BEIQUE, LAFONTAINE,
TURGEON & ROBERTSON,

Procureurs des Requérants.

Montréal, 14 décembre 1898. 4709-3

Avis est donné que L'Association St. Jean-Baptiste de Montréal demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un bill amendant sa charte 55-56 Vict., ch. 85, et lui accordant de nouveaux pouvoirs et spécialement celui de créer une caisse d'épargne et de secours.

BEIQUE, LAFONTAINE,
TURGEON & ROBERTSON,

Procureurs de la requérante.

Montréal, 14 décembre 1898. 4707-3

the city of Quebec, member of the legislative council of this province, in his quality of tutor, duly appointed by the court, John Alexander Alleyn, Henri Richard Gustave Alleyn, Marie Marguerite Catherine *alias* Kathleen Alleyn and Josephite Louise Blanche Alleyn, of the city of Quebec, minor children, issue of the marriage of the late Honorable Richard Alleyn, during his lifetime one of the judges of the superior court of this province, and of Dame Catherine Louise Josephite Chaussegros de Léry, will apply to the Quebec legislature, at its next session, to ask that the said Honorable John Sharples, in his quality of tutor to the above mentioned minors, be authorized to sell jointly with the said other co-proprietors certain mining rights, situated in the seigniorie of Rigaud-Vaudreuil, in the parish of Saint Francis, in the district of Beauce, in one lot or in detail, for cash or credit, as they may think proper, with the consent of the subrogate tutor to the said minors, but without the authorization of a family council or other formality, or the order of a court of justice or a judge.

TASCHEREAU, LAVERGNE
& RIVARD,

Attorneys for the petitioners.

Quebec, 12th December, 1898. 4644

Public notice is hereby given that the town of Lachine will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain certain powers and amendments to its law of incorporation and amongst them : to increase its borrowing power ; to increase the number of its councillors ; to change the duration of the term of office of its mayor ; to modify the municipal electoral qualification ; to provide for the construction of general drainage and for the mode of payment of the cost of the same ; to provide for the creation of a Recorder Court having civil and criminal jurisdiction, for the nomination of a Recorder and the officers of the said court ; to abolish the jurisdiction of the Commissioners Court of the parish of Lachine, in the town of Lachine when the said recorder court will be in operation, and to obtain other powers and dispositions relative to its act of incorporation.

H. ROBERT,

Secretary treasurer
of the town of Lachine.

Town of Lachine, 12th December, 1898. 4678

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that at the coming session of the Quebec legislature, P. Cyprien Beaumier, of Quebec, will introduce a bill to be admitted a member of the dental association of the province of Quebec, after examination.

CHARLES DEGUISE,

Atty. for petitioner.

Quebec, 15th December, 1898. 4694

Notice is given that the testamentary executor of the late Joel Leduc, in his lifetime, trader, of Montreal, will apply to the Quebec legislature, at its next session, for the passage of a bill to increase their powers, and authorizing them to transact with the legatees and rent creditors, to anticipate payment of the debts and legacies, and the partition of the estate.

BEIQUE, LAFONTAINE,
TURGEON & ROBERTSON,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 14th December, 1898. 4710

Notice is given that "L'Association St. Jean-Baptiste de Montréal" will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act to amend its charter 55-56 Vict., ch. 85, and to confer on it new powers and especially that of creating a savings and aid fund.

BEIQUE, LAFONTAINE,
TURGEON & ROBERTSON,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 14th December, 1898. 4708

Avis public est par le présent donné que The Petroleum Oil Trust (Limited), de Londres, Angleterre et de Gaspé, dans la province de Québec, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte l'autorisant à construire et mettre en opération une ligne de tuyaux ou conduits, depuis les terres à l'huile, dans le comté de Gaspé jusqu'à un point à eau profonde dans le dit comté; de construire la dite ligne de tuyaux sur, au-dessus ou au dessous de la surface des terres, rivières, lacs, etc., appartenant à la Couronne et aux propriétaires privés, accordant aussi les pouvoirs nécessaires d'expropriation lorsqu'il sera nécessaire; de construire et mettre en opération les machines, engins, pompes et autres instruments de même nature, et de construire des réservoirs, magasins et quais nécessaires pour mettre la dite ligne de tuyaux en opération.

W. H. DAVIDSON,
4721-3 Solliciteur de la requérante.

Avis public est donné, par les présentes, que la corporation de la ville de Magog, corps politique et dûment incorporé, ayant son bureau et établissement principaux dans la ville de Magog, dans la province de Québec, demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, de passer un acte confirmant et ratifiant un certain règlement municipal adopté par la dite ville de Magog, le huit juillet 1898, et connu comme le règlement numéro soixante et qui exempt pour une période de vingt-cinq années, du paiement des taxes et autres cotisations municipales, la Dominion Cotton Mills Company, limited, corps politique et dûment incorporé, et ayant son bureau et établissement principaux dans les cité et district de Montréal.

Daté à Magog, ce treizième jour de décembre, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
4713-3 LAFLAMME & DICKSON,
Procureurs de la requérante.

AVIS

Avis public est par les présentes donné que Henri Bourassa, de Papineauville, dans le district d'Ottawa, député aux communes du Canada, s'adressera au parlement de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir un bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre le dit Henri Bourassa au nombre des avocats de cette province, après avoir subi son examen à la pratique de cette profession.

ALBERT MALOUIN,
4483-4 Procureur du requérant.
Québec, 3 décembre 1898.

AVIS

Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Montréal s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'autorisation de prélever une répartition sur les francs-tenanciers catholiques de la dite paroisse, conformément aux résolutions des francs-tenanciers, en date du 27 février 1898 et du 8 d'août 1898 cette répartition devant comprendre et annuler celle qui existe aujourd'hui.

M. AUCLAIR, Curé.
G. LÉVEILLÉ,
4475-4 Ma guiller compt.
Montréal, 28 novembre 1898.

Public notice is hereby given that the Petroleum Oil Trust (Limited) of London, England, and of Gaspé, in the province of Quebec, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing it to construct and operate a line of pipes or conduits, from the oil lands, in the county of Gaspé to a point at deep water in the said county; to build the said pipe line on, above or below the surface of the lands, rivers, lakes, etc., belonging to the Crown, as well as those belonging to private proprietors, granting also the necessary powers to expropriate where necessary; to erect and operate all machinery, engines, pumps, and other appliances of a like nature, and to construct the tanks, warehouses and wharves necessary for the operating of the said pipe line.

W. H. DAVIDSON,
4722 Solicitor for applicant.

Public notice is hereby given by the corporation of the town of Magog, a body politic and corporate, duly incorporated, and having its head office and place of business in the town of Magog, in the province of Quebec, that it will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act to ratify and confirm a certain by-law passed by the said town of Magog, on the 8th day of July, 1898, and known as by law No. 60, the effect of the said by-law being to exempt the Dominion Cotton Mills Company, Limited, a body politic and corporate with its head office and place of business in the city and district of Montreal, from municipal taxes and assessments for a period of twenty-five years.

Dated at Magog, this 13th day of December, one thousand eight hundred and ninety-eight.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
4714 LAFLAMME & DICKSON,
Solicitors for applicants

NOTICE

Public notice is hereby given that Henri Bourassa, of Papineauville, in the district of Ottawa, member for the House of Commons of Canada, will make application to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to authorize the bar of the province of Quebec to admit the said Henri Bourassa among its members, after passing the requisite examination.

ALBERT MALOUIN,
448 Attorney for the petitioner.
Quebec, 3rd December, 1898.

NOTICE

The Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Montréal, will apply to the Quebec legislature, at its next session, to obtain an authorization to levy an assessment on the catholic freeholders of the said parish, pursuant to the resolutions of the freeholders, dated the 27th of February, 1898, and the 8th of August, 1898, such assessment to comprise and annul the one now existing.

M. AUCLAIR, Parish priest.
G. LÉVEILLÉ,
4476 Churchwarden and accountant.
Montreal, 28th November, 1898.

AVIS.

Avis est par les présentes donné que Léopold Guérin, étudiant en droit, de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, fera application à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'un acte autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat, après avoir passé les examens requis.

LEOPOLD GUERIN,

Requérant.

Montréal, 7 décembre 1898.

4579-4

AVIS PUBLIC.

Une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, de passer un bill pour transporter le bureau d'enregistrement du comté de Labelle de la ville de Buckingham, où il est maintenant, au chef-lieu du comté.

ALBERT MALOUIN,

Procureur du requérant.

Québec, 3 décembre 1898.

4487-4

Avis public est donné que "La Compagnie de Brasserie de Beauport" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender et ratifier la charte qui lui a été octroyée par lettres-patentes, et obtenir de plus amples pouvoirs, et notamment le droit d'augmenter son capital et d'émettre des bons.

N. E. ROUSSEAU,

Secrétaire de la dite compagnie.

Québec, 7 décembre 1898.

4553-4

AVIS.

Avis est par le présent donné qu'application sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, par Joseph Fontaine, barbier, de Montréal, Joseph Ernest Bouchard, Alfred Bédard, Elzéar Lacroix, Jean-Baptiste Longtin et Alexandre Jean, tous barbiers de Québec, pour l'incorporation des barbiers de la province, sous le nom de "Association des Barbiers de la province de Québec," et ce, pour régulariser la pratique du dit métier, la licence des personnes l'exerçant pour en assurer le meilleur apprentissage et pour faire respecter par ses membres les règles de l'hygiène.

PH. V. CHALOULT,

Proc. des req.

Québec, 5 décembre 1898.

4543-4

Avis public est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, application sera faite pour l'incorporation du "Lycée Catholique de Montréal" (Catholic High School of Montreal.)

La nature et l'objet de telle application sont de donner une succession perpétuelle et un sceau commun aux pétitionnaires et à leurs successeurs afin d'établir une école dans la cité de Montréal, pour être connue sous le nom de "Lycée Catholique de Montréal" (Catholic High School of Montreal), ainsi que des succursales dans la cité de Montréal et ailleurs, et d'y donner un cours d'instruction comprenant l'enseignement de la religion, les langues française, anglaise, latine, grecque et autres, la lecture, l'arithmétique, les mathématiques, l'histoire, la littérature et les arts, comprenant les beaux arts, la sculpture, le dessin, l'art de faire des modèles en plâtre ou autrement, l'architecture, les arts mécaniques et les métiers en général, et toutes les autres branches des sciences et de l'éducation générale qu'il sera jugé à propos d'introduire de temps à autre; avec pouvoir d'affiliation à toute université, collège ou école, si tel paraît être de l'intérêt de la dite corporation; avec pouvoir aux pétitionnaires sous le nom de "Lycée Catholique de Montréal" (Catholic High School of Montreal), d'acheter, acquérir, recevoir et posséder et d'hériter

NOTICE.

Notice is hereby given that Léopold Guérin, of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, student at law, will make application to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize the bar of the province of Quebec to admit him to the practice and the profession of the law, after passing the requisite examinations.

LEOPOLD GUERIN,

Petitioner.

Montreal, 7th December, 1898.

4580

PUBLIC NOTICE.

Application will be made to the legislature of Quebec, for the passing of an act to transfer the registry office of the county of Labelle from the town of Buckingham, where it is now to the chief lieu of the county.

ALBERT MALOUIN,

Attorney for promoters.

Quebec, 3rd December, 1898.

4488

Public notice is given that the "Beauport Brewing Company," (La Compagnie de Brasserie de Beauport) will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to have the charter granted to it by letters patent amended and confirmed, and to obtain more ample powers, and specially the power to increase its capital stock and to issue debentures.

N. E. ROUSSEAU,

Secretary of said company.

Quebec, 7th December, 1898.

4554

NOTICE.

Notice is hereby given that application will be made to the Quebec Legislature, at its next session, by Joseph Fontaine, barber, of Montreal, Joseph Ernest Bouchard, Alfred Bédard, Elzéar Lacroix, Jean Baptiste Longtin and Alexandre Jean, all barbers of Quebec, for the incorporation of the barbers of the province, under the name of "The Barbers' Association of the Province of Quebec", and this, to regularize the practice of the said trade, the licensing of the persons exercising it, to insure a better apprenticeship and to have its members observe the rules of hygiene.

PH. V. CHALOULT,

Atty. for petitioners.

Quebec, 5th December, 1898.

4544

Public notice is hereby given that at the next session of the legislature of the province of Quebec, application will be made for the incorporation of the Catholic High School of Montreal.

The nature and the object of such application are to give a perpetual succession and a common seal to the applicants and their successors, for the purpose of establishing a school in the city of Montreal, to be known as the "Catholic High School of Montreal," as well as branches thereof in the city of Montreal and elsewhere, and to give therein a course of instruction of religion, of english and french, latin, greek and other languages, of reading, arithmetic, mathematics, history, literature and arts including fine arts, sculpture, drawing, modelling in clay or otherwise, architecture and mechanical arts and trades generally, and all other branches of the science and of education generally which may be deemed advisable to be introduced from time to time; with power of affiliation to any university, college or school, should it be deemed advisable; with power under the name of the "Catholic High School of Montreal" for the applicants to purchase, acquire, receive and possess and inherit for themselves and their successors for the purposes of the said corporation without any other authorization, every kind of movable or immovable property

pour eux et leurs successeurs pour les fins de la dite corporation, sans autre autorisation ultérieure, toute espèce de bien-fonds immeubles ou héritages ou aucun bien-meubles de quelque nature qu'ils soient ; avec pouvoir de les vendre et aliéner et en acheter, acquérir et disposer et d'en posséder d'autres à leur place pour les fins susdites ; avec pouvoir d'emprunter et d'émettre des billets, papiers négociables et débiteures, sous son propre crédit, et de contracter et de s'obliger pour l'achat de bien-meubles ou de propriétés immobilières pour toutes les fins tendant à promouvoir et atteindre le succès dans les fins pour lesquelles la dite corporation est demandée ; avec pouvoir de construire des maisons d'école et d'autres maisons ; avec pouvoir sous le dit nom d'ester en justice et d'être poursuivie dans toutes les cours de loi ou d'équité quelconques, de la même manière que le pourrait faire tout autre corps politique ou incorporé dans cette province, et avec pouvoir et autorité de faire établir des règles, ordres et ordonnances qui ne sont en rien contraires aux lois du pays pour le gouvernement de la dite corporation et de ses affaires et propriétés tant pour la réception, démission ou qualification des membres de la dite corporation que pour toutes autres fins tendant à promouvoir le bien-être de l'intérêt de la dite corporation et aussi avec pouvoir d'amender, changer ou abroger de temps à autres les dites règles, ordres et ordonnances en la manière qu'elle le jugera nécessaire ou expédient et généralement d'administrer toutes les affaires se rapportant aux fins de la dite corporation sous son nom corporé avec tous les droits s'y rapportant et sans aucune responsabilité personnelle contre aucun des membres d'icelle pour les dettes, engagements ou obligations de la dite corporation.

MADORE, GUERIN & PERRON,

Procureurs des pétitionnaires.

Montréal, 6 décembre 1898.

4535-4

CITÉ DE QUÉBEC.

Hôtel de Ville, 5 décembre 1898.

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour obtenir certains pouvoirs et des amendements à sa loi d'incorporation, et, entre autres : pour pourvoir au mode d'aider à la construction du chemin de fer le Grand Nord ; pour régulariser l'usage des rues par des compagnies pour l'érection de poteaux en icelles pour soutien de fils électriques ; pour être autorisée à emprunter une certaine somme d'argent pour payer le coût de travaux à faire et de terrains à acquérir pour ouverture, prolongement, élargissement, pavage de rues, places publiques, améliorations et travaux publics d'une manière permanente, et autres pouvoirs et dispositions.

C. A. P. PELLETIER,

4523-4

Procureur de la cité.

Avis est par les présentes donné que Antoine Philippe Eugène Panet, avocat, de la ville de Windsor, dans la province d'Ontario, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte l'autorisant en possession définitive des biens de son frère Joseph Félix Lussier Panet, absent.

ST-JULIEN & DE BOUCHERVILLE,

Avocats du dit A. P. E. Panet.

Montréal, 6 décembre 1898.

4531-4

Avis public est par le présent donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir que la loi 61 Victoria, chapitre 62, soit amendée de manière à faire disparaître les doutes qui pourraient s'élever quant au droit d'imposer la taxe spéciale créée en vertu de la dite loi sur tous les biens immeubles imposables dans la dite municipalité, et plus spécialement sur

with power to sell, alienate and dispose of the same, and to purchase, acquire and possess any other property in their place for the purposes herein mentioned ; with power to borrow money and to issue notes, negotiable paper and debentures, upon its own credit, and to contract and obligate itself for the purchase of real or movable property for all matters concerning the successful prosecution of the objects for which the incorporation is sought, with power to build schools and other houses ; with power under said name to sue and to be sued in all courts of law or equity, in the same manner as any body politic incorporated in said province, and with power and authority to establish all rules, regulations and ordinances which may not be contrary to the laws of this country for the government of the said corporation and of its affairs and property, as well as for the admission, dismissal or qualification of all members of said corporation as for all other purposes tending to promote the welfare and interest of the said corporation, and also with power to amend, change or abrogate from time to time the said rules, regulations and ordinances in such manner as the corporation may deem necessary and expedient, and generally to transact all business incidental to the objects of such corporation in its corporate name with all the rights incidental thereto, and without any personal responsibility devolving upon any member thereof for the debts, engagements or obligations of the said corporation.

MADORE, GUERIN & PERRON,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 6th December, 1898.

4536

CITY OF QUEBEC.

City Hall, 5th December, 1898.

Public notice is hereby given that the city of Quebec will apply to the legislature of this province, at its next meeting, to obtain certain powers and amendments to its charter and among others : to provide to the mode of helping the construction of the Great Northern Railway ; to regulate the use of the streets by companies to erect poles thereon for sustaining electric wires ; to be authorized to borrow a certain sum of money to pay the cost for works to be done, and grounds to be acquired for opening, prolonging, widening, paving streets, public places, improvements and public works of permanent nature, and other powers and provisions.

C. A. P. PELLETIER,

4524

City solicitor

Notice is hereby given that Antoine Philippe Eugène Panet, advocate, of the town of Windsor, province of Ontario, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to have an absolute possession of the properties belonging to his brother Joseph Félix Lussier Panet, absentee.

ST-JULIEN & DE BOUCHERVILLE,

Attorneys for the said A. P. E. Panet.

Montreal, 6th December, 1898.

4532

Public notice is hereby given that the school commissioners of the municipality of the city of Saint Henry, in the county of Hochelaga, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to amend the law 61 Victoria, chapter 62, in such a manner as to dispel all doubts which might arise as to the right to impose the special tax instituted by the said law, on all taxable immovable properties of said municipality, and more specially on the lands and real estate of

les biens immeubles des corporations et des compagnies légalement constituées dans la dite municipalité.

HUSMER LANCTOT,

Procureur des requérants.

Montréal, 6 décembre 1898.

4537-4

AVIS PUBLIC.

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi afin de constituer en une corporation de ville, sous le nom de "Viauville", le territoire suivant, situé dans le comté d'Hochelaga, à savoir :

1° Une partie de la ville de Maisonneuve, comprenant les lots officiels (en grande partie subdivisés) Nos un, una et deux (1, 1a et 2), du village incorporé d'Hochelaga ; ces trois lots contigus l'un à l'autre, sont traversés par le chemin public ou la rue Notre-Dame projetée, tiennent devant au sud-est, au fleuve Saint-Laurent ; derrière, au nord-ouest, aux limites de la municipalité du village incorporé de la Côte de la Visitation, telles que déterminées par la proclamation du 25 octobre 1870, érigeant la dite municipalité du côté sud-ouest, partie au lot officiel No. 3 (trois), du dit village incorporé d'Hochelaga, et partie au lot officiel No cent quatre-vingt-cinq (185), du dit village incorporé de la Côte de la Visitation, et du côté nord-est aux limites de la paroisse de Saint-François d'Assise de la Longue Pointe.

2° Cette partie de la dite paroisse de Saint-François d'Assise de la Longue Pointe, aussi traversée par le chemin public, et comprenant les lots officiels Nos un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept et huit (1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8), de cette même paroisse ; bornée en front au sud-est par le fleuve Saint-Laurent, derrière au nord-ouest par le lot officiel No cent quatre-vingt-six (186), du dit village incorporé de la Côte de la Visitation ; du côté sud-ouest par l'étendue de terre ci-dessus désignée, y contigue, et du côté nord-est par le lot officiel No neuf (9), de la dite paroisse de la Longue Pointe ; les susdits lots officiels Nos cinq et huit, tenant en arrière au nord-ouest, au susdit lot officiel No cent quatre-vingt-six (186), du dit village de la Côte de la Visitation, le dit No huit, de la dite paroisse de la Longue Pointe, se prolongeant en front jusqu'au fleuve Saint-Laurent, tandis que le susdit numéro cinq, de la même paroisse, ne se prolonge qu'au chemin public ; les susdits Nos quatre et six, de la dite paroisse, se trouvent au nord-ouest de ce même chemin, et les autres Nos un, deux, trois et sept (1, 2, 3 et 7), de la susdite paroisse, se trouvent entre le dit chemin et le fleuve Saint-Laurent ; et afin de donner à la dite corporation de ville tous les pouvoirs nécessaires à son existence et à l'administration de ses affaires, comme corporation de ville. Elle sera soumise à la loi concernant les corporations de ville, excepté quant aux matières suivantes : les électeurs municipaux, les élections municipales, les rôles d'évaluation, les cotisations et taxes, les emprunts, les pouvoirs du conseil, l'administration financière, et autres matières d'une importance moindre.

LEMIEUX, DECARIE & BRASSARD,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 3 décembre 1898.

4495-4

Avis public est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un acte autorisant la vente et l'aliénation des parts de la banque Molson, dont il est fait mention dans le testament de feu Dame Anne Kelly, en son vivant marchande de la ville de Sorel, et veuve de feu Martin Foy.

ELIE MAURALT,

Avocat.

Sorel, 12 décembre 1898.

4645-3

corporations and incorporated companies of the said municipality.

HUSMER LANCTOT,

Attorney for petitioners.

Montreal, 6th December, 1898.

4538

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to erect into a town, under the name of "Viauville", the following territory, situated in the county of Hochelaga, to wit :

1. A part of the town of Maisonneuve, comprising the official lots (in great part subdivided) Nos. one, onea and two (1, 1a and 2), of the incorporated village of Hochelaga ; these three lots contiguous to each other, are crossed by the public road or the projected Notre Dame street, and bounded in front to the south east by the river Saint Lawrence, in rear, to the north west by the limits of the municipality of the incorporated village of Cote de la Visitation, such as fixed by the proclamation of the 25th of October, 1870, erecting the said municipality on the south west side, partly by the official lot No. 3 (three), of the incorporated village of Hochelaga, and partly by the official lot number one hundred and eighty-five (185), of the said incorporated village of Cote de la Visitation, and on the north east side by the limits of the parish of Saint Francis of Assise of Longue Pointe.

2. That part of the said parish of Saint Francis of Assise of Longue Pointe, also crossed by the public road, and comprising the official Nos. one, two, three, four, five, six, seven and eight (1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8), of the same parish ; bounded in front to the south east by the river Saint Lawrence, in rear to the north west by the official lot No. one hundred and eighty-six (186), of the said incorporated village of Cote de la Visitation, on the south west side by the tract of territory herein above described, contiguous thereto ; on the north east side by the official lot No. 9 (nine), of the said parish of Longue Pointe ; the said official lots Nos. five and eight, bounded in rear to the north west by the said official lot No. 186 (one hundred and eighty-six), of the said village of Cote de la Visitation, said No. eight, of the said parish of Longue Pointe, extending in front to the river Saint Lawrence, while the said number five, of the same parish, reaches only to the public road ; said Nos. four and six, of the said parish, are to the north west of this same road, and the others Nos. one, two, three and seven (1, 2, 3 and 7), of the said parish, are between the said road and the river Saint Lawrence ; and for the purpose of granting to the said town corporation all the powers necessary to its existence and to the administration of its business as a town corporation. It will be subject to the law concerning town corporations, except as to the following matters : municipal elections, municipal elections, assessments and taxes, the loans, the powers of the council, the financial administration, and other matters of less importance.

LEMIEUX, DECARIE & BRASSARD,

Solicitors for petitioners.

Montreal, 3rd December, 1898.

4496

Public notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize the sale and conveyance of the shares of the Molson Bank, the mention thereof is made in the will of the late Dame Anne Kelly, in her lifetime merchant of the town of Sorel, and widow of the late Martin Foy.

ELIE MAURALT,

Advocate.

Sorel, 12th December, 1898.

4646

AVIS

Est par les présentes donné que Honoré Riendeau, Pierre Mailloux, Alphonse Desmarais, Jean Lafond, Louis Tremble, Gaston Pesant, Louis Marcotte, Alexandre R. Mitchell, John Papps, John Noonan, Edward O'Kane, et autres ouvriers mouleurs, tous de la cité de Montréal, formant partie de l'association existant actuellement sous le nom de "l'Union des Mouleurs de Montréal," s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une charte incorporant la dite association sous le nom susdit, ou tout autre, et lui donnant les pouvoirs nécessaires à ces fins.

LEMIEUX, DECARIE & BRASSARD,

Procureurs des requérants.

Montréal, 25 novembre 1898. 4389-5

Avis est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la législature de Québec, demande sera faite pour obtenir un bill érigeant en municipalité séparée la paroisse de Saint-Elie d'Orford, dans le canton d'Orford, dans le comté de Sherbrooke, sous le nom de municipalité de la paroisse de Saint-Elie d'Orford, la dite nouvelle municipalité devant comprendre le territoire composant la dite paroisse de Saint-Elie d'Orford, tel que canoniquement érigée, à savoir :

1° Tous les lots du 5e rang du canton d'Orford, depuis le 1er au 12e inclusivement ; 2° Tous les lots du 6e rang du dit canton, depuis le 1er jusqu'au 14e inclusivement ; 3° Tous les lots du 7e rang du dit canton, depuis le 1er jusqu'au 16e inclusivement ; 4° Tous les lots du 8e rang du dit canton, depuis le 1er jusqu'au 8e inclusivement, et depuis le lot 15 jusqu'au 17e inclusivement, dans le même rang ; 5° Tous les lots du 9e rang, depuis le 1er jusqu'au 8e inclusivement, et le lot 15 jusqu'au lot 18 du même rang inclusivement ; 6° Tous les lots du 10e rang, depuis le 1er jusqu'au 9e inclusivement, et depuis le 16e jusqu'au 19e inclusivement ; 7° Tous les lots du 11e rang, depuis le 1er jusqu'au 10e inclusivement, et depuis le 17e jusqu'au lot 20e inclusivement ; 8° Tous les lots du 12e rang, depuis le 1er jusqu'au 11e inclusivement, et depuis le 18e jusqu'au 23e inclusivement ; 9° Tous les lots du 13e rang, depuis le 18e jusqu'au 23e inclusivement ; 10° Tous les lots renversés des rangs A et B du dit canton d'Orford, depuis le lot 16 jusqu'au lot 33 inclusivement.

JULES RICHARD,

Procureur des requérants.

Sherbrooke, 28 novembre 1898. 4419-5

Avis est par le présent donné par les Très Révérends Michel Thomas Labrecque, Evêque de Chicoutimi, François-Xavier Belley, Vicaire-Général, et les Révérends Chs Léon Parent, Vicaire-Forain, Victor A. Huart, J. Alfred Tremblay, Elzéar Delamarre et Eugène Lapointe, qu'ils demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, leur incorporation sous le nom de "La Société Ecclésiastique de Secours Mutuels du Sacré-Cœur de Jésus de Chicoutimi", dont l'objet est de secourir ses membres actuels et tous ceux qui pourront le devenir, en cas d'infirmité, maladie, vieillesse ou incapacité, avec droit d'acquérir, posséder des biens mobiliers et immobiliers pour les fins de la dite société, soumis aux règles, statuts et règlements actuellement en force de la dite société ou qui pourront devenir en force.

L. G. BELLEY,

Procureur des requérants.

Chicoutimi, 23 novembre 1898. 4411-5

AVIS.

La compagnie Canadienne d'Aqueduc et de Force Motrice s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour un acte d'incorporation, la constituant en une compagnie à fonds social avec un capital de \$100,000.00, dans le but de

NOTICE

Is hereby given that Honoré Riendeau, Pierre Mailloux, Alphonse Desmarais, Jean Lafond, Louis Tremble, Gaston Pesant, Louis Marcotte, Alexandre R. Mitchell, John Papps, John Noonan, Edward O'Kane, and other moulders, all of the city of Montreal, and belonging to the association now existing under the name "The Moulders' Union of Montreal," will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a charter incorporating the said association, under the said name or any other, and conferring on it the powers necessary for its purposes.

LEMIEUX, DECARIE & BRASSARD,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 25th November, 1898. 4390

Notice is hereby given that at the next session of the legislature of Quebec, a petition will be presented asking for a Bill erecting into a separate municipality, the parish of Saint Elie d'Orford, in the township of Orford, in the county of Sherbrooke, under the name of municipality of the parish of Saint Elie d'Orford, the said new municipality to include the territory composing the said parish of Saint Elie d'Orford, as canonically erected, to wit :

1. All the lots in the 5th range of the township of Orford, from the 1st to the 12th inclusively ; 2. All the lots in the 6th range of the said township, from the 1st to the 14th inclusively ; 3. All the lots in the 7th range of the said township, from the 1st to the 16th inclusively ; 4. All the lots of the 8th range of the said township, from the 1st to the 8th inclusively, and from the lot 15th to the 17th inclusively, in the same range ; 5. All the lots of 9th range from the 1st to the 8th inclusively, and the lot 15th to the lot 18th of the same range inclusively ; 6. All the lots of the 10th range, from the 1st to the 9th inclusively, and from the 16th to the 19th inclusively ; 7. All the lots of the 11th range from the 1st to the 10th inclusively, and from the 17th to the lot 20th inclusively ; 8. All the lots of the 12th range, from the 1st to the 11th inclusively, and from the 18th to the 23rd inclusively ; 9. All the lots of the 13th range from the 18th to the 23rd inclusively ; 10. All the reversed lots of the ranges A and B of the said township of Orford, from the lot 16th to the lot 33 inclusively.

JULES RICHARD,

Attorney for the petitioners.

Sherbrooke, 28th November, 1898. 4420

Notice is hereby given by the Very Reverend Michel Thomas Labrecque, Bishop of Chicoutimi, François Xavier Belley, Vicar General, and the Reverend Chs Léon Parent, Vicaire Forain, Victor A. Huart, J. Alfred Tremblay, Elzéar Delamarre and Eugène Lapointe, that they will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for their incorporation under the name of "La Société Ecclésiastique de Secours Mutuels du Sacré-Cœur de Jésus de Chicoutimi," whose object is to help its actual members and those who will become so, in case of infirmity, sickness, old age or incapacity, with the right to acquire and hold movable property and real estate for the purposes of the said society, subject to the rules, statutes and by-laws of the said society now in force or which may hereafter come into force.

L. G. BELLEY,

Attorney for petitioners.

Chicoutimi, 23rd November, 1898. 4412

NOTICE

The Canadian Water and Power Company will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for charter incorporating it as a joint stock company, with a capital of \$100,000.00, for the purpose of building, establishing, maintaining

construire, établir, maintenir et exploiter des aqueducs, des pouvoirs électriques, des téléphones et autres industries, dans les comtés du nord de la province de Québec, aussi avec le pouvoir d'acquiescer des aqueducs, des téléphones et des établissements électriques déjà existants, et de se faire transporter les privilèges et droits actuellement accordés dans la ville de Lachute, comté d'Argenteuil, et dans la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, comté de Terrebonne, aussi avec pouvoir d'établir des bureaux dans la province de Québec.

CHS. ARCHER,

Procureur des applicants.

Saint-Jérôme, 24 novembre 1898.

4437-5

Avis public est par le présent donné que Dame Marie Salomé Labbé, de Québec, veuve de Jean Alphonse Guillet dit Tourangeau, en son vivant du même lieu, écuyer, notaire, en sa qualité de tutrice aux mineurs Alphonse, Alice, Albertine, Roch, Bella et Edith Guillet dit Tourangeau, Demoiselle Henriette Guillet dite Tourangeau, de Québec, fille majeure, Adolphe Guillet dit Tourangeau, de Metgermette, cultivateur, Demoiselles Anna, Marie-Louise, Adèle et Corinne Guillet dites Tourangeau, de Québec, filles majeures, capitaine John Archibald Fages et capitaine Alfred Octave Fages, de l'endroit appelé Saint Jean d'Iberville, ayant, par jugement rendu par la cour supérieure, à Québec, le 15 juin dernier, fait ordonner le partage définitif des meubles et le partage provisoire des immeubles dont ils sont propriétaires indivis en vertu du testament de feu Jean Guillet dit Tourangeau, s'adresseront à la législature de cette province, pour faire et statuer que le partage provisoire des dits immeubles, prononcé par le dit jugement, soit déclaré définitif; et la dite Dame Marie Salomé Labbé, demandera aussi à la dite législature qu'il lui soit permis de consentir des actes de concession et de vente à constitution de rente foncière des biens immeubles appartenant aux dits mineurs, comme tutrice aux dits mineurs, sans les formalités exigées par la loi pour l'exécution de vente de biens immeubles appartenant à des mineurs.

DROUIN, PELLETIER & FISET,

Procureurs des requérants.

Québec, 29 novembre 1898.

4421 5

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné par "The Montreal Protestant House of Industry and Refuge," qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un amendement à sa charte, tel qu'amendé, réduisant la qualification des Gouverneurs à vie de l'Institution.

ROBERTSON, FLEET & FALCONER,

Procureurs des requérants.

Montréal, 22 novembre 1898.

4313-6

Avis est par les présentes donné que Henry Hogan, propriétaire d'hôtel de la cité et du district de Montréal, et les autres propriétaires intéressés dans l'expropriation de la rue Notre-Dame est, dans le quartier Hochelaga, depuis la rue Frontenac à la rue Moreau, et de la rue Préfontaine aux limites est de la cité de Montréal, demanderont à la législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un acte pour autoriser la cité de Montréal à procéder à l'expropriation des lots et bâtiments nécessaires pour l'élargissement de la rue Notre-Dame, suivant le plan homologué du quartier Hochelaga, avec pouvoir par la cité d'emprunter l'argent nécessaire pour la dite expropriation, et aussi avec pouvoir de prélever sur les propriétés situées sur la rue Notre-Dame, dans le dit quartier, la moitié du coût de l'expropriation, y compris les dommages soufferts par le fait que les procédés en expropriation ont été suspendus et aussi pour autres fins.

CHS. ARCHER,

Procureur des requérants.

Montréal, 10 décembre 1898.

4667-3

and working water works, electric power, telephone and other industries, in the northern counties of the province of Quebec, with power to acquire water works, telephone and electric establishments already existing, and to obtain a transfer of the privileges and rights at present granted in the town of Lachute, county of Argenteuil, and in the parish of Sainte Agathe des Monts, county of Terrebonne, also with power to establish offices in the province of Quebec.

CHS. ARCHER,

Attorney for applicants.

Saint Jérôme, 24th November, 1898.

4438

Notice is hereby given that Dame Marie Salomé Labbé, of Quebec, widow of Jean Alphonse Guillet dit Tourangeau, in his lifetime of the same place, esquire, notary, in her quality of tutrix to the minors Alphonse, Alice, Albertine, Roch, Bella and Edith Guillet dit Tourangeau, Miss Henriette Guillet dite Tourangeau, of Quebec, spinster, Adolphe Guillet dit Tourangeau, of Metgermette, farmer, Misses Anna, Marie Louise, Adèle and Corinne Guillet dites Tourangeau, of Quebec, spinsters, captain John Archibald Fages, and captain Alfred Octave Fages, of the place called Saint Jean d'Iberville, having, by judgment rendered by the superior court, at Quebec, on the 15th of June last, obtained an order for the final partition of the movable effects and the provisional partition of the real estate whereof they are undivided owners in virtue of the will of the late Jean Guillet dit Tourangeau, will apply to the Legislature of this province to declare that the provisional partition of the said real estate, pronounced by the said judgment, be declared definitive; and that the said Dame Marie Salomé Labbé, will also apply to the said Legislature that she be allowed to make deeds of conveyance and of sale upon constituted ground rent of the real estate belonging to the said minors, as tutrix to the said minors, without the formalities required by law for the execution of the sale of real estate belonging to minors.

DROUIN, PELLETIER & FISET,

Attorneys for petitioners.

Quebec, 29th November, 1898.

4422 7

PUBLIC NOTICE

Is hereby given by "The Montreal Protestant House of Industry and Refuge," that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an amendment to its charter, as amended, reducing the qualification for Life Governors of the Institution.

ROBERTSON, FLEET & FALCONER,

Attorneys for applicants.

Montreal, 22nd November, 1898.

4314

Notice is hereby given that Henry Hogan, hotel keeper, of the city and district of Montreal, and other proprietors interested in the expropriation of Notre Dame street east, in Hochelaga ward, from Frontenac street to Moreau street, and from Préfontaine street to the east limits of the city of Montreal, will apply to the legislature, at its next session, to obtain the passing of an act for the purpose of authorizing the city of Montreal to proceed to the expropriation of the lots and buildings necessary for widening said Notre Dame street, according to the homologated plan of Hochelaga ward, with power by the said city to borrow the money needed for the said expropriation, as also the power to levy on the properties situated on Notre Dame street, in the said ward, one half of the cost of said expropriation, including the damages suffered by the said interested parties, by the fact of the suspension of the expropriation proceedings, and for other purposes.

CHS. ARCHER,

Attorney for petitioners.

Montreal, 10th December, 1898,

4668

AVIS PUBLIC.

La cité de Montréal s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte pour réviser et refondre sa charte et les actes qui l'amendent, pour lui conférer les pouvoirs les plus étendus de législation et d'autonomie, et d'obtenir spécialement des dispositions législatives sur, entre autres sujets, les suivants :

1° Les limites de la cité de Montréal, sa division en quartiers, et sa représentation dans le conseil.

2° La composition du dit conseil, le cens d'éligibilité, ainsi que les droits et pouvoirs du maire et des échevins et les élections.

3° La nomination de commissions, comités, d'officiers et de départements civiques.

4° Le pouvoir de faire tous les règlements nécessaires à l'administration, au bon ordre, à la police, à la paix, à la santé publique, au drainage et aux bâtiments, dans la dite cité, de recenser sa population de temps à autre, de pourvoir aux moyens les plus efficaces de protéger la dite cité contre les épidémies, le feu et les inondations, et d'établir un système de statistiques vitales et des dispositions hygiéniques.

5° L'établissement d'une cour du recorder, ses droits et pouvoirs.

6° Les rôles d'évaluation, les taxes et licences, la prescription, la dépense, le revenu, et le pouvoir d'emprunt.

7° Les rues, les améliorations et travaux municipaux, les expropriations.

8° L'aqueduc, et la taxe de l'eau, les égouts, les trottoirs, la procédure pour la perception des taxes, l'adoption de la mise en vigueur et l'exécution des règlements, le droit d'imposer des pénalités et de condamner à l'amende et à l'emprisonnement, et en général, tous les sujets, matières, droits, pouvoirs, et obligations concernant l'intérêt et la bonne administration de la cité de Montréal.

9° Pour sanctionner les paiements de comptes et de réclamations, jugements, etc., ainsi que les avances faites pour divers services et travaux urgents et indispensables, sous la responsabilité du maire et du trésorier de la cité, et pour autres dépenses minimes, et aussi pour autoriser la dite cité à emprunter certaines sommes d'argent pour faire face à ces obligations et autres de même nature, pour régler et consolider la dette contractée en vertu des statuts 60 et 61 Vict., pour dépenses sur le fonds d'emprunt, pendant les années 1897 et 1898, et qui deviendra due et échue le 1er mai 1899 ; et aussi pour compléter la contribution du million de dollars que le conseil de la dite cité avait été autorisé à emprunter pour les améliorations du havre.

L. O. DAVID,
Greffier de la cité.

Montréal, 8 décembre 1898. 4597-4

Avis est par le présent donné par Vital Raby, marchand épicier, Louis Roch Montbriand, architecte, Amédée Bouchard, notaire, Edouard Latreille, entrepreneur, et Clément Robillard, manufacturier, tous de la cité de Montréal, district de Montréal, qu'ils demanderont à la législature de Québec, à sa prochaine session, leur incorporation sous le nom de "La Compagnie d'Assurance de Montréal contre le feu," la dite compagnie devant avoir son bureau principal en la cité de Montréal.

CRESSÉ & DESCARRIES,
Avocats des requérants.

Montréal, 7 décembre 1898. 4611-4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite par "The Merchants Cotton Company", ci-devant "Merchants Manufacturing Company", à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte passé par la dite législature, chapitre 67, des statuts 49 et 50 Victoria, sanctionné le vingt-unième jour de juin 1886, à savoir : en augmentant le montant des obli-

PUBLIC NOTICE.

The city of Montreal shall apply to the legislature of Quebec, at its next session, for an act to revise and consolidate its charter, and the acts amending the same, to confer to said city the most extensive powers of legislation and autonomy, and specially to obtain legislative provisions upon, amongst others, the following subjects :

1. The boundaries of the city of Montreal, its division into wards and its representation in the council.

2. The composition of said council, the qualification, powers and rights of the mayor and aldermen and the elections.

3. The appointment of civic commissions, committees, officials and departments.

4. The power to make by-laws required for the administration, good order, police, peace, public health, drainage and buildings within said city, to take a census of its population from time to time, to provide for the most efficient means of protecting said city against epidemics, fire and floods, and to establish a system of vital statistics and hygienic regulations.

5. The establishment of a Recorder's Court, its rights and powers.

6. The assessment rolls, taxes and licenses, prescription, expenditure, revenue and borrowing power.

7. The streets, municipal improvements and works, and expropriations.

8. The water-works, and water rates, the sewers, sidewalks, the proceedings in connection with the collection of taxes, the passing and enforcement of by-laws, the right to impose penalties, and to condemn to a fine and to imprisonment, and generally, all subjects, matters, rights, powers, and obligations concerning the interest and the good administration of the city of Montreal.

9. To sanction the payment of accounts, claims, judgments, etc., as well as the advances made for various urgent and indispensable services and works, under the responsibility of the Mayor and the City Treasurer, and for other minor expenses, and also to authorize the said city to borrow certain sums of money to meet such liabilities, and other obligations of the same nature, to settle and consolidate the debts incurred under the statutes 60 and 61 Victoria, for expenditure ex-Loan Fund, during the years 1897 and 1898, and which will mature on the 1st of May, 1899 ; and also to complete the contribution of one million dollars which the council of the said city was authorized to borrow for the harbor improvements.

L. O. DAVID,
City clerk.

Montreal, 8th December, 1898. 4598

Notice is hereby given by Vital Raby, merchant grocer, Louis Roch Montbriand, architect, Amédée Bouchard, notary, Edouard Latreille, contractor, Clément Robillard, manufacturer, all of the city of Montreal, district of Montreal, that they will apply to the Quebec legislature, at its next session, its incorporation under the name of "La Compagnie d'assurance de Montréal contre le feu", said company to have its chief office in the city of Montreal.

CRESSÉ & DESCARRIES,
Attorneys for petitioners.

Montreal, 7th December, 1898. 4612

Notice is hereby given that application will be made on behalf of the Merchants Cotton Company, heretofore the Merchants Manufacturing Company, to the legislature of Quebec, at its next session, for an act to amend the act passed by the said legislature, being chapter 67, of the statutes of the year 49 and 50 Victoria, assented to on the twenty-first day of June, 1886, to wit : by increasing the

gations que la dite compagnie est autorisée en vertu du dit acte à émettre de \$200,000 à \$400,000, quatre cent mille piastres et autorisant des obligations jusqu'au montant ci-dessus en dernier lieu mentionné avec ou sans coupons, et avec le pouvoir de donner une hypothèque sur la propriété immobilière de la compagnie en faveur des fidéi-commissaires comme garantie aux porteurs des dites obligations, et dans le but de ratifier et confirmer le règlement No 22 passé par la dite compagnie, le trente-unième jour de mars 1898, avec tous les droits, pouvoirs, privilèges ordinaires, nécessaires ou y ayant rapport qui peuvent être nécessaires ou en rapport à l'émission de telles obligations ou utiles pour atteindre les objets du dit règlement.

McGOUN & ENGLAND,
Procureurs des requérants,
The Merchants Cotton Company.
Montréal, 7 décembre 1898. 4587-4

Avis public est par le présent donné que la compagnie du chemin de fer de Châteauguay et Nord s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour prolonger le temps pour l'achèvement de son chemin de fer et autres travaux, pour vendre un courant de force électrique pour lumière et autres fins et en disposer, pour prolonger sa ligne de chemin de fer jusqu'à la ville de Berthier, au moyen d'un embranchement, pour ratifier la convention entre la compagnie et la municipalité de la paroisse de la Pointe aux Trembles, pour changer la date de son assemblée annuelle, pour acquérir, louer, posséder, gérer et mettre en opérations des hôtels, restaurants, parcs et lieux d'amusement, pour ratifier toutes conventions avec The Montreal Island Belt Line Railway Company, pour augmenter le fonds social de la compagnie et pour d'autres fins.

J. P. MULLARKEY,
Secrétaire.
Montréal, 5 décembre 1897. 4599-4

Avis public est par le présent donné que The Windsor Hotel Company, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de consolider les actes concernant la compagnie, pour autoriser l'émission d'un fonds social additionnel et pour obtenir des pouvoirs additionnels concernant l'émission de débetures; pour obtenir le pouvoir d'augmenter de temps à autre le dit fonds social additionnel, selon que la compagnie le jugera à propos dans l'intérêt de ses affaires et pour d'autres fins.

CAMPBELL, MEREDITH,
ALLAN & HAGUE,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 7 décembre 1898. 4591-4

Avis public est par les présentes donné que Jacques Cartier, écrivain, cultivateur, et Delle Virginie Cartier, fille majeure, tous deux de la paroisse de Saint-Antoine, dans le comté de Verchères, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les autorisant, à titre de propriétaires ou autrement, à retirer les dix dix-septièmes des rentes constituées non encore acquittées, créées au nom de Charles Lamothe, en son vivant huissier de la paroisse de Saint-Denis; énumérées les dites rentes constituées, dans un acte de compte-rendu fait par A. M. Archambault, notaire, le 5 mars 1883 et autres documents.

Au cas de paiement du capital des dites rentes, à le recevoir, en donner les quittances valables et à ratifier celles données avant aujourd'hui. A poursuivre en justice le recouvrement des dites rentes à défaut de paiement, le tout pour les dix dix-septièmes.

A. M. ARCHAMBAULT,
Pour les requérants.
Saint-Antoine 5 décembre 1898. 4565-4

amount of bonds which the said company is authorised to issue from \$200,000 to \$400,000, four hundred thousand dollars and authorizing bonds to the amount last above mentioned with or without coupons, and with power to grant a hypothec upon the immovable property of the company in favour of trustees as security for the holders of such bonds, and for the purpose of ratifying and confirming by-law No. 22 passed by the said company on the thirty-first day of March, 1898, with all the other usual, necessary or incidental rights, powers or privileges that may be necessary or incidental to the issue of such bonds, or conducive to the attainment of the objects of the said by-law.

McGOUN & ENGLAND,
Attorneys for applicants,
The Merchants Cotton Company.
Montreal, 7th December, 1898. 4588

Public notice is hereby given that the Châteauguay and Northern Railway Company will make application to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to extend the time for the completion of its railway and other works, to sell and dispose of electric current and energy for lighting and other purposes, to extend its line of railway to the town of Berthier, by means of a branch line, to ratify the agreement between the company and the municipality of the parish of Pointe aux Trembles, to change the date of its annual meeting, to purchase, lease, own, manage and operate hotels, restaurants, parks and places of amusement, to ratify all agreements with the Montreal Island Belt Line Railway Company, and to increase the capital stock of the Company, and for other purposes.

J. P. MULLARKEY,
Secretary.
Montreal, 5th December, 1898. 4600

Public notice is hereby given by and on behalf of the Windsor Hotel Company, that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an act to consolidate the acts relating to the company; to authorize the issue of additional capital stock, and for additional powers in connection with the issue of debentures, for the purpose of raising from time to time such additional capital as the company may require for the purpose of its business and for other purposes.

CAMPBELL, MEREDITH,
ALLAN & HAGUE,
Solicitors for applicants.
Montreal, 7th December, 1898. 4592

Public notice is hereby given that Jacques Cartier, Esq., farmer, and miss Virginie Cartier, spinster, both of the parish of Saint Antoine, in the county of Verchères, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing them, as proprietors or otherwise, to withdraw the ten seventeenthths of constituted rents not yet paid, created in the name of Charles Lamothe, in his lifetime bailiff, of the parish of Saint Denis; said constituted rents being enumerated in a deed of rendering of accounts made by A. M. Archambault, notary, on the 5th of March, 1883, and other documents.

In case of payment of the capital of the said rents, to receive it, give good and valid discharges therefor and to ratify those already given; to sue for the recovery of the said rents in default of payment, the whole for the ten seventeenthths.

A. M. ARCHAMBAULT,
For the petitioners.
Saint-Antoine, 5th December, 1898. 4566

AVIS.

Les syndics de la paroisse du Saint-Enfant Jésus du Coteau Saint-Louis s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'autorisation de prélever une répartition sur les francs-tenanciers catholiques de la dite paroisse, ainsi que certains privilèges et pouvoirs, tels que la confirmation de leur élection comme syndics et le droit de contracter des emprunts, conformément aux résolutions des francs-tenanciers, en date du 11 décembre 1898.

G. M. LEPAILLEUR, Ptre Curé,
Président des syndics.
Ville Saint-Louis, 12 décembre 1898. 4655-3

AVIS.

Avis public est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la législature de cette province, "La compagnie du chemin de fer de la vallée de la Chaudière," composée de John Breakey, écrivain, président de la Banque de Québec, et autres, demandera l'adoption d'un projet de loi pour amender sa charte existant maintenant en vertu du chapitre 64 de l'acte 61 Victoria, de manière à obtenir le pouvoir de construire et d'étendre son chemin de fer dans les comtés de Lévis, Bellechasse, Dorchester et Lotbinière, de faire fonctionner tout ce chemin, ou partie de ce chemin, par la vapeur ou l'électricité, et de se fusionner si besoin en est, avec d'autres compagnies de chemin de fer ou d'électricité.

J. A. LANE,
Procureur de la requérante.
Québec, 22 décembre 1898, 4855-2

Avis Divers

AVIS.

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte par lettres patentes sous le grand sceau, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants ci-après nommés et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie devant être créée en corps politique et incorporé.

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Q. & W. Company of Canada".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont de fabriquer, acheter, vendre et faire le commerce de platines servant de liens (tie plates) et autres objets spéciaux de toutes sortes pour chemin de fer, fournitures de chemin de fer de toutes sortes, machines, fournitures de machinistes, spécialités de commerce, et articles manufacturés en métal, bois et autres substances.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social de la dite compagnie sera de \$99,900, divisé en 999 actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

5° Les noms, résidences et professions des requérants sont : David Wegg, de la cité de Chicago, dans l'Etat de l'Illinois, un des Etats Unis d'Amérique, manufacturier ; Louis C. Dean, commis voyageur ; George Foster, machiniste ; Frank Eldon Came, agent, les trois derniers nommés de la cité de Montréal ; et Alexander Falconer, de la ville de Westmount, avocat, tous de la province de Québec. Les dits David Wegg, George Foster et Alexander Falconer seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

ROBERTSON, FLEET & FALCONER,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 24 décembre 1898. 4873

NOTICE.

The trustees of the parish of Saint-Enfant Jésus du Coteau Saint-Louis will apply to the Quebec legislature, at its next session, to obtain an authorization to levy an assessment on the catholic freeholders of the parish, together with certain privileges such as the ratification of their election as trustees, and the power to negotiate loans, pursuant with the resolutions of the freeholders, dated the 11th December, 1898.

G. M. LEPAILLEUR, Parish-priest,
President of the trustees.
Ville Saint Louis, 12th December, 1898. 4656

NOTICE.

Public notice is hereby given that at the next session of the Legislature of this province, "The Chaudière Valley Railway Company," composed of John Breakey, Esq., president of the Quebec Bank, and others, will apply for the passage of a bill to amend the present charter under chapter 64 of the Statutes 61 Victoria, so as to obtain power to construct and extend its railway in the counties of Lévis, Bellechasse, Dorchester and Lotbinière, to run the whole of this railway, or part of it, by steam or electricity, and to amalgamate, if need be, with other railway or electric companies.

J. A. LANE,
Attorney for Petitioner.
Québec, 22nd December, 1898. 4856

Miscellaneous Notices

NOTICE

Public notice is hereby given that application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, for a charter by letters patent under the great Seal in virtue of "the Joint Stock Companies Incorporation Act," incorporating the applicants hereinafter named and all others who may become shareholders in the company to be created a body politic and corporate.

1. The corporate name of the proposed company is "The Q. & W. Company of Canada".

2. The objects for which incorporation is sought, are the manufacturing, buying, selling and dealing in tie plates and other railway specialties of all sorts, railway supplies of all sorts, machinery, machinist's supplies, trade specialties, and manufactured articles of metal, wood and other substances.

3. The chief place of business of the said company will be in the city of Montreal.

4. The proposed amount of the capital stock of the said company is \$99,900, divided into 999 shares of the par value of \$100 each.

5. The names, addresses and calling of the applicants are David Wegg, of the city of Chicago, in the State of Illinois, one of the United States of America, manufacturer ; Lewis C. Dean, commercial traveller ; George Foster, machinist ; Frank Eldon Came, agent, the three last named of the city of Montreal ; and Alexander Falconer, of the town of Westmount, advocate, all in the province of Quebec. The said David Wegg, George Foster and Alexander Falconer will be the first directors of the said company.

ROBERTSON, FLEET & FALCONER,
Solicitors for applicants.
Montreal, 24th December, 1898. 4874

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle*, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur en conseil pour obtenir une charte d'incorporation, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie devant être incorporée par lettres patentes en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom de la compagnie sera "The De Laval Manufacturing Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De louer, acheter, manufacturer, vendre et faire en général le commerce de machines centrifuges, crèmesuses, ustensiles pour crèmerie et beurrierie, et toutes sortes d'appareils, instruments, fournitures et produits pour crèmerie et laiterie, y compris droits de patentes et privilèges de droits de patentes pour tous les susdits objets, avec plein pouvoir d'acquérir telle propriété, meubles et immeubles, avantageuse ou nécessaire pour les affaires de la compagnie ;

(b) Acquérir par achat ou autrement toute propriété de toute personne, société ou compagnie, faisant affaires et autorisées à posséder telle propriété, ainsi que d'entreprendre toute affaire ou partie d'affaires et de les acquérir de toute personne, société ou compagnie aussi autorisée.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

4° Le montant du fonds social de la compagnie sera de \$10,000.

5° Le nombre d'actions sera de 100, et la valeur de chaque action sera de \$100.

6° Les noms au long, résidences ou professions des requérants sont comme suit : John Sinclair Clunie, marchand ; William Carey, machiniste ; Charles William Schnare, agent ; Michael Joseph Francis Quinn, avocat, tous de la cité de Montréal ; Francis J. Arend, de la cité de New-York, dans l'état de New-York, un des Etats-Unis d'Amérique, dont tous seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

QUINN & MORRISON,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 27 décembre 1898.

4883

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle* de Québec, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la Compagnie proposée en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "La Compagnie d'Amusements et d'Exhibitions de Valleyfield."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

(A) De construire dans la province de Québec, et particulièrement dans la ville de Salaberry de Valleyfield, un patinoir et rond avec auditoire pour le jeu de hockey, pour des joutes de hockey, mascarades et autres jeux d'hiver semblables, d'y tenir des concerts, d'y donner des représentations dramatiques et musicales, construire des baignoires, procurer des jeux et exercices et récréations hygiéniques et instructives, tenir des expositions, conventions, exhibitions, bazars ou tous autres amusements semblables.

(B) De construire, établir, acheter, acquérir, vendre, louer ou entretenir tous terrains et toutes bâtisses qui peuvent être nécessaires pour les dits objets ; emprunter sur bons ou autrement, hypothéquer, aliéner ou autrement disposer des dits immeubles et en acquérir d'autres en remplacement.

Public notice is hereby given that within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the lieutenant governor in council, for the granting of a charter of incorporation under "the Joint Stock Companies Incorporation Act," constituting them and such others as may hereafter become shareholders in the company to be incorporated by such letters patent, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned

1. The name of the company is to be "The DeLaval Manufacturing Company."

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To lease, purchase, manufacture, sell, rent, let and generally trade in centrifugal machinery, cream separators, cream and butter making implements, and all kinds of creamery and dairy apparatus, implements supplies, and produce, including patent rights and patent right privileges for any of the same, with full power to acquire such property, real and personal, as may be deemed advantageous or desirable for the business of the company ;

(b) To acquire by purchase or otherwise, or undertake the whole or any part of the business, goodwill or property of any person, firm or company carrying on any business which this company is authorized to carry on or possess.

3. The chief place of business of the company is to be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

4. The amount of the capital stock of the company is to be \$10,000.

5. The number of shares is to be 100, and the value of each share, \$100.

6. The names in full and the addresses and calling of the applicants are as follows : John Sinclair Clunie, merchant ; William Carey, machinist ; Charles William Schnare, agent ; Michael Joseph Francis Quinn, advocate, all of the city of Montreal, and Francis J. Arend, of the city of New York, in the State of New York, one of the United States of America, all of which persons are to be the first or provisional directors of the said company.

QUINN & MORRISON,
Solicitors for applicants.

Montreal, 27th December, 1898.

4884

Notice is hereby given that, within one month from the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the "Joint Stock Companies' Act," incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter set forth :

1. The proposed name of the company will be "La Compagnie d'Amusements et d'Exhibitions de Valleyfield."

2. The purposes for which its incorporation is sought are :

(A) To erect in the province of Quebec, and particularly in the town of Salaberry de Valleyfield, a skating rink with a hall for the game of hockey, hockey matches, mascarades and other such winter sports, to hold concerts there and to give musical and dramatic representations, to construct baths, to procure hygienic and instructive games and exercises, to hold exhibitions, meetings, bazars or other like amusements.

(B) To erect, establish, buy, purchase, sell, lease or otherwise hold all lands and all buildings that may be necessary for the said purposes ; to borrow on debentures or otherwise, to hypothecate, alienate or otherwise dispose of the said immovables and to acquire others to replace them.

(C) De louer les dites bâtisses ou aucune d'elle à une ou plusieurs personnes ou compagnies.

(D) Exercer tous les pouvoirs conférés par la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements.

3° La principale place d'affaires et le principal bureau de la Compagnie seront dans la ville de Salaberry de Valleyfield.

4° Le fonds social de la dite Compagnie sera de \$10,000, divisé en quatre cents actions de vingt-cinq piastres, chacune.

5° Les requérants sont : George M. Loy, gérant de manufacture ; Narcisse Langevin, marchand ; David Frank Smith, comptable ; Joseph Adélar Trotter, bijoutier, et Charles T. Verner, imprimeur, demeurant tous en la ville de Salaberry de Valleyfield, dans le district de Beauharnois, lesquels seront les premiers directeurs de la Compagnie et sont tous sujets de Sa Majesté.

R. S. JORON,

Procureur des requérants.

Salaberry de Valleyfield, 15 décembre 1898.

4753-2

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par William Mitchell, de Drummondville, dans la province de Québec, gérant du chemin de fer ; David Mitchell, de Forestdale, dans la dite province de Québec, marchand de bois ; Vivian Burrill, de Forestdale susdit, marchand ; Charles Burrill, de Shawenegan, dans la dite province de Québec, contre-maître de moulin, et Joseph Patrick, de la dite cité de Montréal, marchand, pour l'incorporation par lettres-patentes d'une compagnie en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, sous le nom de "The Burrill Lumber Company", dans les buts en général de manufacturer, faire des affaires et vendre comme marchands en général et plus particulièrement pour manufacturer, vendre toute espèce de bois, écorce de pruche, dormants de chemin de fer, poteaux de télégraphe et de téléphone, bois de pulpe, bois de corde, charbon et combustible et en faire le commerce. De manufacturer toute espèce de bois dur et articles en bois dur et en faire le commerce. De posséder et mettre des moulins à scie en opération. De manufacturer la pulpe et le bois de pulpe et de posséder et mettre en opérations des moulins et manufactures pour manufacturer la pulpe, d'acquérir et travailler des limites à bois et des terres à bois et en disposer. De posséder, construire, maintenir et mettre en opérations des écluses, glissoires, sluices, etc., dans les buts d'acquérir des pouvoirs d'eau pour la descente du bois, etc. De posséder, construire, maintenir et mettre en opération tous chemins ou voies et tramways mus par chevaux, vapeur, pouvoir électrique ou autre pouvoir convenable, et dans ce but de posséder, ériger, mettre en opération et maintenir des lignes et poteaux de télégraphe et de téléphone ; et en général d'acquérir, posséder et maintenir tous les meubles et immeubles qui peuvent être utiles aux objets de la compagnie et lorsqu'il sera à propos de les vendre et en disposer. D'agir comme agents pour autres faisant les mêmes affaires ou affaires semblables ou aucune partie ou parties d'icelles.

La principale place d'affaires sera à Burrill's Siding, paroisse de Shawenegan, dite province de Québec.

Le fonds social sera de trente mille piastres, divisé en trois cents actions de cent piastres chacune.

Les dits William Mitchell, David Mitchell, Vivian Burrill, Charles Burrill et Joseph Patrick seront les premiers directeurs de la compagnie, lesquels sont tous résidents en Canada et sont sujets de Sa Majesté.

LIGHTHALL & LIGHTHALL,

Notaires des requérants.

Montréal, 2 décembre 1898,

4501-4

(C) To lease the said buildings or any of them to one or more persons or companies.

(D) To exercise all the powers given by the joint stock companies act and amendments.

3. The principal place of business and the head office of the said company will be in the town of Salaberry de Valleyfield.

4. The capital stock of the said company will be \$10,000, divided into four hundred shares of twenty-five dollars each.

5. The petitioners are : George M. Loy, factory manager ; Narcisse Langevin, merchant ; David Frank Smith, accountant ; Joseph Adélar Trotter, jeweller, and Charles T. Verner, printer, all residing in the town of Salaberry de Valleyfield, in the district of Beauharnois, who will be the company's first directors and who are all subjects of Her Majesty.

R. S. JORON,

Attorney for petitioners.

Salaberry de Valleyfield, 15th December, 1898.

4754

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the lieutenant governor of the province of Quebec, by William Mitchell, of Drummondville, in the province of Quebec, railroad manager ; David Mitchell, of Forestdale, in said province of Quebec, lumber merchant ; Vivian Burrill, of Forestdale aforesaid, merchant ; Charles Burrill, of Shawenegan, in said province of Quebec, mill foreman, and Joseph Patrick, of the said city of Montreal, merchant, for incorporation by letters patent as a company under the Joint Stock Companies Incorporation Act, under the name of "The Burrill Lumber Company," for the purposes generally of manufacturing, trading and selling as general merchants and more particularly for the manufacture, dealing in and selling of all kinds of timber and lumber, hemlock bark, railway ties, telegraph and telephone poles, pulp wood, cord wood, coal and fuel. To manufacture and deal in all kinds of hard wood and hard wood wares. To own and to operate saw mills. To manufacture pulp and pulp wood and to own and to operate mills and factories for the manufacture of pulp. To acquire, work and dispose of timber limits and timber lands. To own, build, maintain and operate dams, slides, sluices, &c., for water power purposes and for driving lumber, timber, &c. To own, build, maintain and operate all such roads, road ways and tramways to be operated by horse, steam, electric or other suitable power ; and for all and each of the purposes of the business to own, erect, operate and maintain telegraph and telephone lines and poles ; and generally to acquire, own and hold all such real estate and moveable property as may be expedient for the purposes of the company and when expedient to sell and dispose of the same. To act as the agents of others doing the same or analogous business or any part or parts thereof.

The chief place of business shall be at Burrill's Siding, parish of Shawenegan, said province of Quebec.

The capital stock shall be thirty thousand dollars in three hundred shares of one hundred dollars each.

The said William Mitchell, David Mitchell, Vivian Burrill, Charles Burrill and Joseph Patrick are to be the first directors of the company and all are resident in Canada and are subjects of Her Majesty.

LIGHTHALL & LIGHTHALL,

Notaries for the applicants.

Montreal, 2nd December, 1898,

4502

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres-patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

(a) Le nom collectif proposé de la Compagnie sera The J. S. Prince Company (en commandite).

(b) L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de faire en général le commerce d'ameublement de bureaux et de maisons ; de manufacturer, acheter, importer, vendre, louer ou échanger tous les articles, biens ou effets qui entrent ou peuvent entrer dans le fonds de commerce de telles affaires, et de plus d'acquiescer et prendre toutes affaires semblables déjà établies et transigées dans la cité de Montréal.

(c) Le montant du fonds social de la dite Compagnie sera de \$20,000, divisé en 400 actions de \$50 chacune.

(d) La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

(e) Les noms, résidences et professions des requérants sont comme suit : John Samuel Prince, gérant ; Rasmus Nelson Tombyll, manufacturier ; Thomas Ligget, marchand ; Thomas John McCarthy, commerçant ; Thomas Tombyll, marchand ; et Dame Alida Bruton, commerçante, tous de la cité de Montréal. Les dits John Samuel Prince, Thomas Ligget et Thomas John McCarthy seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

D. R. MURPHY,
Soliciteur des requérants.

Montréal, 13 décembre 1898.

4675-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, sous le Grand Sceau, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie projetée, en corps politique et incorporé, sous le nom et pour les fins ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "La compagnie d'éclairage électrique du village de Mégantic."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

(a) De construire, ériger, mettre en opérations et exploiter des usines fonctionnant soit par la vapeur, soit par l'eau pour produire de l'électricité aux fins de fournir aux habitants et aux corporations des villages de Mégantic, comté de Compton, et d'Agnès, comté de Beauce, ainsi qu'à toutes autres personnes ou corporations résidant dans les limites des dits comtés, l'éclairage, le chauffage et des pouvoirs moteurs électriques.

(b) D'avoir le privilège de planter des poteaux et de poser des fils et des lampes dans les rues, ruelles, places publiques et sur les routes et chemins dans toutes cités, villes, municipalités de village ou rurale dans les dits comtés de Compton et de Beauce, et spécialement dans les villages de Mégantic et d'Agnès, quand la compagnie le jugera à propos ; aussi d'obtenir le droit de poser des fils et des tuyaux sous terre quand cela paraîtra nécessaire.

(c) De se servir de tout pouvoir d'eau, et à cette fin de construire et entretenir des écluses et autres constructions tels que canaux pour l'utilité des travaux soit sur la rive, soit dans le lit de toute rivière située dans les dits comtés de Compton et de Beauce ; pour cela entrer sur les lots ou terrains,

Notice is hereby given that within one month from the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor of the province of Quebec in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the "Joint Stock Companies' Act", incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter set forth, viz :

(a) The proposed corporate name of the company is "The J. S. Prince Company, Limited" ;

(b) The object for which incorporation is sought is to carry on the business of general dealers in office and household furniture and furnishings ; to manufacture, buy, import, sell, lease or exchange all articles, chattels or goods that enter or may enter into the stock-in-trade of such a business ; and further to acquire and take over any similar business already established and carried on in the city of Montreal ;

(c) The amount of the capital stock of the said company shall be \$20,000, divided into 400 shares of \$50 each ;

(d) The principal place of business of the said company shall be in the city of Montreal ;

(e) The names, occupation and residence of each of the applicants is as follows : John Samuel Prince, manager ; Rasmus Nelson Tombyll, manufacturer ; Thomas Ligget, merchant ; Thomas John McCarthy, trader ; Thomas Tombyll, merchant, and Dame Alida Bruton, trader, all of the city of Montreal. The said John Samuel Prince, Thomas Ligget and Thomas John McCarthy shall be the first, or provisional, directors of the said company.

D. R. MURPHY,
Solicitor for Applicants.

Montreal, 13th December, 1898.

4676

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council for a charter of incorporation by letters patent under the great Seal, under "The Joint Stock Companies' Incorporation Act" and amendments, constituting the petitioners and such other as may hereinafter become shareholders in the company projected, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Electric Lightning Company of the village of Mégantic"

2. The purposes for which its incorporation is required are :

(a) To construct, erect and operate any manufacturing running either by steam or by water power to generate electricity for the purposes of supplying the inhabitants and corporations of the village of Mégantic, county of Compton, and of the village of Agnès, county of Beauce, as well as all other persons or corporations within the limits of the said counties, the electric light, the heating and electric motors.

(b) To have the privilege of placing poles, wires and lamps in the streets, lanes and public places, and along and across public roads and highways in any city, town, village or rural municipality in the said counties of Compton and Beauce, and specially in the villages of Mégantic and Agnès, when the same may be found advisable by the company ; still the right to lay its wires and pipes underground when the same is necessary.

(c) To use any water-power, and for such purpose may construct and maintain the necessary dams and other constructions and such canal as may be required for their works either on the bank or in the bed of any river situated in the said counties of Compton and Beauce, and for such purpose may

les examiner et arpenter sur la ligne des cours d'eau et y construire tous ponts, traverses, aqueducs ou canaux, y planter des poteaux et y poser des fils conducteurs, le tout sous ou sur tout terrain public ou privé.

(d) De vendre, louer ou donner à bail à toutes personnes, compagnies et corporations aux prix, taux et conditions à être débattus entre la compagnie et ses clients, les fils, lampes, compteurs, moteurs, appareils de chauffage et tous autres appareils et fournitures se rattachant à l'électricité, poser et installer les dits appareils.

(e) Enfin et de plus faire les affaires de manufacturiers et marchands en général pour toutes les fins des opérations de la compagnie.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans le village de Mégantic, dans le comté de Compton, province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de \$10,000.

5° Le nombre des actions est de 200 et le montant de chaque action est de \$50.

6° Les noms, adresses et professions de chaque requérant, sont : le révérend Joseph Eugène Choquette, prêtre, desservant de la mission de Sainte-Agnès de Ditchfield, comté de Beauce ; Louis Bécigneul, marchand, Michel Couture, marchand, Georges Amédée Codère, médecin, Albert E. Morissette, agent de station, Frank J. Murray, hôtelier, et Charles Alphonse Léger, marchand, tous du village de Mégantic, comté de Compton. Les cinq requérants en premier lieu nommés seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie.

A. BÉCIGNEUL,

Procureur des requérants.

Village de Mégantic, 2 décembre 1898. 4539-4

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
No. 239.

Mary Ann Law Guilmartin, de la paroisse de Saint-Michel, épouse de Onésiphore Ernest Talbot, du même lieu, cultivateur, et membre de la Chambre des Communes du Canada, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Onésiphore Ernest Talbot, de la paroisse de Saint-Michel, dans le district de Montmagny, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur.

CARON, PENTLAND & STUART,

Procureurs de la demanderesse.

Montmagny, 21 décembre 1898. 4781-2

Province de Québec }
District de Joliette } *Cour Supérieure*
No. 2988.

Dame Héloïse Goulet, de la paroisse de Saint-Cuthbert, district de Joliette, épouse de Onésime Bourgeault, cultivateur, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse, a, ce jour, instituée une action en séparation de biens contre le dit Onésime Bourgeault, du même lieu, défendeur.

VICTOR ALLARD,

Avocat de la demanderesse.

Joliette, 5 décembre 1898. 4689-3

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No. 6407.

Dame Angéline Grégoire, du village de Granby, dans le district de Bedford, épouse de Ludger Gauthier, commerçant, du même lieu, Demanderesse ;

vs.

Le dit Ludger Gauthier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, en cette cause.

THIBAUT & JACQUES,

Avocats de la demanderesse.

Sweetsburg, 29 novembre 1898. 4455-5

enter into and survey lots on the line of waterways and make all bridges, crossings, aqueducts or canals, to place poles and wires, under or over any public or private grounds, for the purposes above mentioned.

(d) To sell, hire and rent to any persons, companies or corporations, at the prices, rates and conditions to be agreed upon by the company and its customers, the wires, lamps, meters, heating apparatus and all other gearings and accessories connected with electricity and to set the said apparatus and accessories.

(e) And further to carry on the business of manufacturers and general merchants, for all the purposes of the operations of the company.

3. The chief place of business of said company is to be in the village of Mégantic, in the county of Compton, province of Quebec.

4. The proposed amount of the capital stock is \$10,000.

5. The number of shares is 200 and the value of each share is \$50.

6. The names, address and calling of each of the petitioners, are : the reverend Joseph Eugène Choquette officiating curate of the mission of Sainte-Agnès of Ditchfield, county of Beauce, Louis Bécigneul, merchant, Michel Couture, merchant, Georges Amédée Codère, physician, Albert E. Morissette, station agent, Frank J. Murray, hotel keeper, and Charles Alphonse Léger, merchant, all of the village of Mégantic, county of Compton. The five petitioners firstly above named will be the first or provisional directors of the said company.

A. BÉCIGNEUL,

Attorney for petitioners.

Village of Megantic, 2nd December, 1898. 4540

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*
No. 239.

Mary Ann Law Guilmartin, of the parish of Saint-Michel, wife of Onésiphore Ernest Talbot, of the same place, farmer, and member of the House of Commons of Canada, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

Onésiphore Ernest Talbot, of the parish of Saint-Michel, in the district of Montmagny, Defendant.

An action in separation from bed and board and in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant.

CARON, PENTLAND & STUART,

Attorneys for plaintiff.

Montmagny, 21st December, 1898. 4782

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 2988.

Dame Heloise Goulet, of the parish of Saint-Cuthbert, district of Joliette, wife of Onésime Bourgeault, farmer, and duly authorized to sue, plaintiff, has, this day, instituted an action for separation of property against the said Onésime Bourgeault, of the same place, defendant.

VICTOR ALLARD,

Attorney for plaintiff.

Joliette, 5th December, 1898. 4690

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 6407.

Dame Angéline Grégoire, of the village of Granby, in the district of Bedford, wife of Ludger Gauthier, trader, of the same place, Plaintiff ;

vs.

The said Ludger Gauthier, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, this day.

THIBAUT & JACQUES,

Attorneys for plaintiff.

Sweetsburg, 29th November, 1898. 4456

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No. 1540.
Malvina Rousseau, de Montréal, épouse de Maxime
Gervais, du même lieu, dûment autorisée à ester
en justice, Demanderesse ;

vs.

Maxime Gervais, contracteur, du même lieu,
Défendeur.
Une action en séparation de biens est intentée en
cette cause.

LOUIS MASSON,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 6 décembre 1898. 4529-4

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
No. 587.

Dame Victoria Leblanc, de la cité de Hull, dans le
district d'Ottawa, épouse commune en biens de
Maxime Lavigne, du même lieu, marchand et
commerçant, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Maxime Lavigne, de la dite cité de Hull,
Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée,
ce jour, contre le dit défendeur.

MAJOR & GOYETTE,
Procureurs de la demanderesse.
Hull, 5 décembre 1898. 4679-3

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
Alice B. Sweeney, du canton de Stanstead, dans le
district de Saint-François, épouse de Walter H.
Sylvester, du dit canton de Stanstead, cultiva-
teur, Demanderesse ;

et

Le dit Walter H. Sylvester, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a
été instituée, ce jour, en cette cause.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 15 novembre 1898. 4447-5

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No. 106.

Dame Lillian Albertia Meigs, de la ville de Magog,
dans le district de Saint-François, épouse de
John Patrick Heath, du même lieu, commis,
dûment autorisée pour les fins présentes à ester en
justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit John Patrick Heath, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée,
ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

L. C. BELANGER,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 5 décembre 1898. 4581-4

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No. 146.

Dame Delphine Boutin, de la paroisse de Saint-
Louis de Blandford, épouse de Joseph Côté, culti-
vateur, du même lieu, Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Côté, de la paroisse de Saint-Louis
de Blandford, Défendeur.
Un action en séparation de biens a été instituée
en cette cause le 23 novembre 1898.

CREPEAU & CREPEAU,
Procureurs de la demanderesse.
Daté ce 22 décembre 1898. 4863-2

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1540.
Malvina Rousseau, of Montreal, wife of Maxime
Gervais, of the same place, duly authorized to
sue, Plaintiff ;

vs.

Maxime Gervais, contractor, of the same place,
Defendant.
An action for separation of property has been
instituted in this cause.

LOUIS MASSON,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 6th December, 1898. 4530

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
No. 587.

Dame Victoria Leblanc, of the city of Hull, in the
district of Ottawa, wife common as to property of
Maxime Lavigne, of the same place, merchant
and trader, and duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs.

The said Maxime Lavigne, of said city of Hull,
Defendant.
An action of separation as to property has been
instituted, this day, against the said defendant.

MAJOR & GOYETTE,
Attorneys for plaintiff.
Hull, 5th December, 1898. 4680

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
Alice B. Sweeney, of the township of Stanstead, in
the district of Saint Francis, wife of Walter H.
Sylvester, of the said township of Stanstead,
farmer, Plaintiff ;

and

The said Walter H. Sylvester, Defendant.
An action for separation from bed and board has
been, this day, instituted in this cause.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 15th November, 1898. 4448

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 106.

Dame Lillian Albertia Meigs, of the town of Magog,
in the district of Saint Francis, wife of John
Patrick Heath, of the same place, clerk, duly
authorized for the ends hereof to ester en justice,
Plaintiff ;

vs.

The said John Patrick Heath, Defendant.
An action for separation of property has been
instituted, this day, by plaintiff against defendant.

L. C. BELANGER,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 5th December, 1898. 4582

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 146.

Dame Delphine Boutin, of the parish of Saint Louis
de Blandford, wife of Joseph Côté, farmer, of the
same place, Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Côté, of the parish of Saint Louis
de Blandford, Defendant.
An action for separation of property has been
instituted in this cause, on the 23rd November,
1898.

CREPEAU & CREPEAU,
Attorneys for plaintiff.
Dated this 22nd of December, 1898. 4864

Canada,
Province de Québec, }
District de Saint-François } *Cour Supérieure.*

No. 101.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, dans la dite Cour, par Dame Délina Forgues, du canton de Dudswell, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Pierre A. Lessard, du même lieu, marchand de bois, dûment autorisée à poursuivre son dit époux Pierre A. Lessard.

JOHN LEONARD,

Procureur de la demanderesse.

Daté, 20 décembre 1898. 4833-2

Canada,
Province de Québec, }
District de St-François } *Cour Supérieure.*
No. 122.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, dans la dite cour, par Dame Hattie Louisa Stacy, du canton de Dudswell, dans le district de Saint-François, épouse de Stewart William Bishop, ci-devant du canton de Dudswell, dans le dit district, commerçant, maintenant absent aux États-Unis d'Amérique dans des lieux inconnus à la demanderesse, dûment autorisée à poursuivre son dit époux, Stewart William Bishop.

JOHN LEONARD,

Procureur de la demanderesse.

Daté, 20 décembre 1898. 4831-2

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No. 473.

Dame Isabella Kerr, de Athelstan, dans le canton Hinchinbrooke, et district de Beauharnois, épouse commune en biens de Bernard O'Connor, fromager, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Bernard O'Connor, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le dit défendeur.

McCORMICK & CLAXTON,

Procureurs de la demanderesse.

Beauharnois, 2 décembre 1898. 4621-3

COMPAGNIE DE NAVIGATION RICHELIEU
ET ONTARIO.

Vente d'effets non réclamés.

Montréal, mardi, 31 janvier 1899.

MARCOTTE & FRERE,

4639-2 Encanteurs.

Canada,
Province of Quebec, }
District of Saint Francis, } *Superior Court.*

No. 101.

An action for separation of property has been, this day, instituted in the said Court by Dame Delina Forgues, of the township of Dudswell, in the district of Saint Francis, wife *commune en biens* of Pierre A. Lessard, of the same place, lumber merchant, duly authorized to sue her said husband Pierre A. Lessard.

JOHN LEONARD,

Attorney for Plaintiff.

Dated, December 20th, 1898. 4834

Canada,
Province of Quebec, }
District of Saint Francis, } *Superior Court.*
No. 122.

An action for separation of property has been, this day, instituted in the said court, by Dame Hattie Louisa Stacy, of the township of Dudswell, in the district of Saint Francis, wife of Stewart William Bishop, heretofore of the township of Dudswell, in said district, trader, and now absent in some place unknown to plaintiff, in the United States of America, duly authorized to sue her said husband, Stewart William Bishop.

JOHN LEONARD,

Attorney for plaintiff.

Dated, 20th December, 1898. 4832

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 473.

Dame Isabella Kerr, of Athelstan, in the township of Hinchinbrooke, and district of Beauharnois, wife common as to property of Bernard O'Connor, cheese-maker of the same place, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff ;

vs.

The said Bernard O'Connor, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the said defendant.

McCORMICK & CLAXTON,

Attorneys for plaintiff.

Beauharnois, 2nd December, 1898. 4622

RICHELIEU AND ONTARIO NAVIGATION
COMPANY.

Sale of unclaimed goods.

Montreal, Tuesday, January 31st, 1899.

MARCOTTE & FRERE,

4640 Auctioners.

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

SECTION DE BEDFORD.—SECTION OF BEDFORD.

Candidats aux examens du mois de janvier 1899.—Candidates at the examinations of the month of January, 1899.

Noms. Names	Prénoms. Surnames.	Age.	Résidence.	Maisons d'éducation. Education establishment.
Δhern	Thomas Patrick..	25 ans—years..	Sweetsburg.	Collège St-Joseph, Memramcook, N. B.
Baker....	George Harold...	21 " ..	"	Berthier Grammar School ; Bishop's College School, Lennoxville ; McGill University College, and private tutor —et professeur privé.

F. X. A. GIROUX,

Secrétaire du Barreau de Bedford.—Secretary of the Bar of Bedford.

Sweetsburg, 10 décembre—10th December, 1898.

4761-62.2

BARREAU DE QUÉBEC—BAR OF QUEBEC.

SECTION DE QUÉBEC—SECTION OF QUEBEC.

Examens de janvier 1899—Examinations of January, 1899.

Candidats à la Pratique—Candidates to Practice law.

Noms—Names.	Prenoms—Surnames.	Age.	Résidence.
Desjardins	Louis Georges Alphonse..	Plus de 21 ans—More than 21 years	Québec.
Gagnon.....	Emile.....	Plus de 21 ans—More than 21 years.....	Baie Saint-Paul, Charlevoix.
Lesage.....	Jules Siméon..	Plus de 21 ans—More than 21 years.....	Québec.

L. OMER BEAUBIEN,

Sec. B. Q.—Sec'y, B. Q.

4861-62 -2

Québec, 22 décembre—22nd December, 1898.

Avis de Faillites

Province de Québec, }
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
 No 57.

Avis est par le présent donné que Louis Philippe Herménégilde Bourk, sculpteur et commerçant, de la ville de Nicolet, a fait une cession judiciaire de ses biens au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district des Trois-Rivières, le 20e jour de décembre 1898.

4871

P. O. POIRIER,

Gardien provisoire.

Province de Québec, }
 District de Joliette. } *Cour Supérieure.*

In re Odilon Beaupré, }
 vs. } Requérent-cession ;

Romuald Forest, }
 vs. } Failli.

Avis est par les présentes donné que Romuald Forest, commerçant, de la ville de Joliette, faisant affaires seul, à Joliette susdit, sous la raison sociale de Frs Forest & Cie a, le 24 de décembre 1898, fait, au greffe de la cour supérieure pour le district de Joliette, cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

RENAUD & GUIBAULT,
 Avocats et Procureurs du

Requérent-cession.

Joliette, 26 décembre 1898.

4879

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*

In re J. A. Quintal, courtier, de Montréal, }
 vs. } Failli ;

Alex. Desmarteau, }
 vs. } Curateur.

Avis est par le présent donné qu'un bordereau de distribution partielle sur le produit de certains biens immeubles, sera sujet à contestation jusqu'au (16e) seizième jour de janvier prochain 1899, après laquelle date les collocations seront payables à mon bureau.

ALEX. DESMARTEAU,

Curateur

No 1598, rue Notre-Dame.

Montréal, 28 décembre 1898.

4907

Dans l'affaire de Téléphore Lemieux, relieur, de Québec, }
 vs. } Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, payable le ou après le 20 janvier 1899.

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 No. 57.

Notice is hereby given that Louis Philippe Herménégilde Bourk, sculptor and trader, of the town of Nicolet, on the 20th day of December, 1898, made a judicial abandonment of his property at the prothonotary's office of the superior court for the district of Three Rivers.

4872

P. O. POIRIER,

Provisional guardian.

Province of Quebec, }
 District of Joliette. } *Superior Court.*

In re Odilon Beaupré, }
 vs. } Petitioner for assignment ;

Romuald Forest, }
 vs. } Insolvent.

Notice is hereby given that Romuald Forest, trader, of the town of Joliette, and carrying on business alone at Joliette aforesaid, under the name, style and firm of Frs Forest & Cie has, on the 24th day of December, 1898, made an abandonment of her property, for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Joliette.

RENAUD & GUIBAULT,
 Advocates and Attorneys for petitioner

in assignment.

Joliette, 26th December, 1898

4880

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In re J. A. Quintal, broker, of Montreal, }
 vs. } Insolvent ;

Alex. Desmarteau, }
 vs. } Curator.

Notice is hereby given that a partial distribution sheet on the proceeds of a certain immovable, will be open to contestation until the (16th) sixteenth day of January next 1899, after which date the collocations will be payable at my office.

ALEX. DESMARTEAU,

Curator.

1598, Notre Dame street,

Montreal, 28th December, 1898.

4908

In the matter of Téléphore Lemieux, bookbinder, of Quebec, }
 vs. } Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, payable on or after the 20th January, 1899.

Toute opposition au dit bordereau de dividende
devra être produite devant moi avant la dite date.

A. GABOURY,
Curateur.

98, rue Saint-Pierre.
Québec, 31 décembre 1898.

4891

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de E. L. Denis, Lachine, Failli.
Avis est par le présent donné que le 23ième jour
de décembre 1898, nous avons été nommés curateurs-
conjointes par ordre de la cour supérieure, pour le
district de Montréal, aux biens du dit failli.

Les réclamations doivent être produites à notre
bureau sous trente jours de cette date.

AMEDEE LAMARCHE,
M. BENOIT,

Curateurs conjoints.

1709, rue Notre-Dame, Montréal.
Montréal, 28 décembre 1898.

4911

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Aimé Geoffrion, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que le 27ième jour
de décembre courant, nous avons été nommés
curateurs-conjointes, par ordre de la cour supérieure,
aux biens du dit failli.

Les réclamations doivent être produites à notre
bureau sous les trente jours.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,

Curateurs conjoints.

1709, rue Notre-Dame, Montréal.
Montréal, 28 décembre 1898.

4909

Dans l'affaire de Arthur Lemieux, marchand, de
Québec, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et
dernier bordereau de dividende a été préparé en
cette affaire, payable le ou après le 20 janvier 1899.

Toute opposition au dit bordereau de dividende
devra être produite devant moi avant la dite date.

A. GABOURY,
Curateur.

98, rue Saint-Pierre.
Québec, 31 décembre 1898.

4893

Canada,
Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Dans la Cour Supérieure.*
No 600.

Robert S. Deacon, Demandeur ;

vs.

John Dempsey Thomson, commerçant, de la ville de
Buckingham, district d'Ottawa,

Défendeur.

Le défendeur a fait, ce jour, une cession de ses
biens à ses créanciers.

THOS. P. FORAN.

Avocat du demandeur.

Hull, 21 décembre 1898.

4903

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe } *Cour Supérieure.*
In re J. B. Boisvert, marchand, de Saint-Hilaire,
Failli ;

et

Alex. Desmarteau, Curateur.

Un premier et dernier bordereau de dividende a
été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection
jusqu'au 16e jour de janvier 1899, après laquelle
date les dividendes seront payables à mon bureau.

ALEX. DESMARTEAU,

Curateur.

No 1598, rue Notre-Dame.
Montréal, 28 décembre 1898.

4905

Any opposition to the said dividend sheet must
be produced before the said date to

A. GABOURY,
Curator.

98, Saint Peter street.
Quebec, 31st December, 1898.

4892

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of E. L. Denis, Lachine, Insolvent.
Notice is hereby given that, by order of the super-
ior court, for the district of Montreal, on the 23rd
day of December, 1898, we have been appointed
joint curators to the estate of the said insolvent.

Claims must be filed at our office within thirty
days.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,

Joint curators.

1709, Notre Dame street, Montreal.
Montreal, 28th December, 1898.

4912

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Aimé Geoffrion, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 27th day of
December instant, we have been appointed joint
curators, by order of the superior court, to the estate
of the said insolvent.

Claims must be filed at our office within thirty
days.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,

Joint curators.

1709, Notre Dame street.
Montreal, 28th December, 1898.

4910

In the matter of Arthur Lemieux, merchant, of
Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final
dividend sheet has been prepared in this matter,
payable on or after the 20th January, 1899.

Any opposition to the said dividend sheet must
be produced before the said date to

A. GABOURY,
Curator.

98, Saint Peter street.
Quebec, 31st December, 1898.

4893

Canada,
Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *In the Superior Court.*
No. 600.

Robert S. Deacon, Plaintiff ;

vs.

John Dempsey Thomson, of the town of Bucking-
ham, in the district of Ottawa, general trader.

Defendant.

The defendant has, this day, made an abandonment
of his property to his creditors.

THOS. P. FORAN,

Attorney for plaintiff.

Hull, 21st December, 1898.

4904

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
In re J. B. Boisvert, merchant, of Saint Hilaire,
Insolvent ;

and

Alex. Desmarteau, Curator.

A first and final dividend sheet has been prepared
in this matter, and will be open to objection until
the 16th day of January, 1899, after which date
dividends will be payable at my office.

ALEX. DESMARTEAU,

Curator.

No. 1598, Notre Dame street.
Montreal, 28th December, 1898.

4906

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re A. Pallascio, Montréal, Insolvable.
Avis vous est donné que, le 27^e jour de décembre 1898, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.
Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques,
Montréal, 31 décembre 1898. 4887

REGIS TRE COURT

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Beauce. }
No. 2810.
Fortunat Pomerleau, cultivateur, de la paroisse de Saint François, Demandeur;

vs.
Pierre Poulin, fils de Gabin, du même lieu, Défendeur;
et
Louis Nadeau, de la paroisse de Saint Frédéric, ferblantier, Opposant.
Le vingt-et-unième jour de décembre mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

Vu la déclaration d'insolvabilité du défendeur, produite en cette cause, les deniers prélevés par la vente de ses effets mobiliers, et l'ordonnance de l'honorable juge H. C. Pelletier, en date du 20 décembre courant, il est ordonné aux créanciers du dit défendeur de produire leurs réclamations, avec pièces justificatives, et dûment assermentées, au greffe de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion de cet avis.

VEZINA & CHASSÉ,
P. C. S.

4821-2

ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Le vingt-deuxième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

Présent :—L'honorable Juge Mathieu.
Dans l'affaire de F. J. Dufault, Failli;
et
Tancrede Sauvageau, Syndic;
et

Charles H. Burman, Requérent.
Il est ordonné sur requête du dit requérent qu'une assemblée des créanciers du dit failli, soit tenue dans la chambre No. 31, au palais de justice à Montréal, le quatrième jour de janvier prochain, à onze heures de l'avant-midi, pour nommer un syndic au lieu et place du dit Tancrede Sauvageau, décédé.

L. H. COLLARD,
Député protonotaire de la
Cour Supérieure.

4819-2

Licitations

Canada, }
Province de Québec, }
District de Montmagny. }
LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure rendu à Montmagny, dans le dis-

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re A. Pallascio, Montreal Insolvent.
Notice is hereby given that, on the 27th day of December, 1898, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.
Claims must be filed at our office within one month from this date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 31st December, 1898. 4888

Rules of Court

Quebec, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Beauce. }
No 2810.
Fortunat Pomerleau, farmer, of the parish of Saint Francis, Plaintiff;

vs.
Pierre Poulin, son of Gabin, of the same place, Defendant;
and
Louis Nadeau, of the parish of Saint Frederic, tinsmith, Opposant.
The twenty-first day of December, one thousand eight hundred and ninety-eight.

Seeing the declaration of insolvency of the defendant filed in this cause, the moneys levied from the sale of his goods and chattels, and the order of the honorable judge H. C. Pelletier, dated the 20th of December instant, it is ordered that the creditors of the said defendant file their claims with vouchers or duly attested, at the office of this court, within the fifteen days from the date of the first insertion of this notice.

VEZINA & CHASSÉ,
P. S. C.

4822

INSOLVENT ACT OF 1869.

Province of Quebec }
District of Montreal, } *Superior Court.*
The twenty-second day of November one thousand eight hundred and ninety-eight.

Present :—Honorable Justice Mathieu.
In the matter of F. J. Dufault, Insolvent;
and
Tancrede Sauvageau, Assignee;
and

Charles H. Burman, Petitioner.
It is ordered on the petition of said petitioner that a meeting of the creditors of said insolvent be held in room No. 31, at the court house of Montreal, on the fourth day of January next, at eleven of the clock in the forenoon, to appoint an assignee to the insolvent estate in the place and stead of said Tancrede Sauvageau, deceased.

L. H. COLLARD,
Deputy protonotaire of the
Superior Court.

4820

Licitations

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Montmagny. }
LICITATION.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court, rendered at

trict de Montmagny, le 14 décembre 1898, dans une cause dans laquelle Augustin Olivier Bernier, cultivateur, de la paroisse du Cap Saint-Ignace, est Demandeur; contre Zéphirin Guimont, fabricant de fromage, du même lieu, est Défendeur, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Un terrain sis et situé en la dite paroisse du Cap Saint-Ignace, sur la première concession du fleuve Saint-Laurent, de la contenance de seize perches et huit pieds de front sur quinze arpents de profondeur, le tout plus ou moins, sans mesures précises, connu et désigné comme étant le numéro cent quatre-vingt-huit, sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse du Cap Saint-Ignace—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le TREIZIÈME jour de FEVRIER 1899, cour tenant, dans la salle d'audience du palais de justice, Montmagny; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

A. T. BENDER,
Procureur du demandeur.

Montmagny, 24 décembre 1898. 4869
[Première publication, 31 décembre 1898.]

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 1361.

Evariste Daoust, commerçant, de la cité et du district de Montréal, Demandeur;

vs.

Alphonse Lalonde, cultivateur, de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, district de Montréal, Guillaume Laberge, cultivateur, Edwidge Laberge, épouse de Louis Montpetit, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux présentes, Zotique Laberge, cultivateur, ces quatre derniers de la paroisse de Saint-Etienne de Beauharnois, district de Beauharnois, Gilbert Laberge, cultivateur, de la paroisse de Valleyfield, district de Beauharnois, François-Xavier Lalonde, charbon, des cité et district de Montréal, Alfred Lalonde, commerçant, de Montréal susdit, Valéry Lalonde, cultivateur, de la dite paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, Damase Lalonde, cultivateur, de Saint-Eugène, dans la province d'Ontario, Dame Victoire Lalonde, de la dite paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, épouse de Narcisse Lalonde, cultivateur, du même lieu, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux présentes, Adéline Lalonde, de la dite paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, épouse de Moïse Boyer, cultivateur, du même lieu, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux présentes, Dame Eliza Lalonde, connue sous le nom de Réverende Sœur Adéline, de Saint-Jean de Matha, dans le district de Joliette, Dame Joséphine Lalonde, de la paroisse de Sainte-Madeleine de Rigaud, district de Montréal, épouse de Victor Chevrier, cultivateur, du même lieu, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux présentes, Dame Joséphine Lalonde, de la paroisse de Saint-Clet, district de Montréal, en sa qualité de tutrice dument élue en justice aux enfants mineurs issus de son mariage avec feu Adolphe Lalonde, en son vivant cultivateur, de la dite paroisse de Saint-Clet, les dits enfants comme étant aux droits de leur père

Montmagny, in the district of Montmagny, on the 14th of December, 1898, in a cause in which Augustin Olivier Bernier, farmer, of the parish of Cap Saint Ignace, is plaintiff; against Zéphirin Guimont, cheese maker, of the same place, is Defendant, ordering the licitation of a certain immovable described as follows, to wit :

A lot situate and being in the said parish of Cap Saint Ignace, in the first concession of the river Saint Lawrence, containing sixteen perches and eight feet in front by fifteen arpents in depth, the whole more or less, without precise measurement, known and designated as number one hundred and eighty-eight, on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Cap Saint Ignace—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The immovable above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the THIRTEENTH day of FEBRUARY, 1899, sitting the court, in the court room, at the court house, at Montmagny; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges which has been deposited in the office of the protonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

A. T. BENDER,
Attorney for plaintiff.

Montmagny, 24th December, 1898. 4870
[First published, 31st December, 1898.]

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court
No. 1361

Evariste Daoust, merchant, of the city and district of Montreal, Plaintiff;

vs.

Alphonse Lalonde, farmer, of the parish of Saint Michel de Vaudreuil, district of Montreal, Guillaume Laberge, farmer, Edwidge Laberge, wife of Louis Montpetit, and this latter as personally as to authorize his wife, Zotique Laberge, farmer, these four last of the parish of Saint Etienne de Beauharnois, district of Beauharnois, Gilbert Laberge, farmer, of the parish of Valleyfield, district of Beauharnois, François Xavier Lalonde, carpenter, of the city and district of Montreal, Alfred Lalonde, merchant, of Montreal aforesaid, Valéry Lalonde, farmer, of the said parish of Saint Michel de Vaudreuil, Damase Lalonde, farmer, of Saint-Eugène, in the province of Ontario, Dame Victoire Lalonde, of the said parish of Saint Michel de Vaudreuil, wife of Narcisse Lalonde, farmer, of the same place, and this latter as personally as to authorize his said wife, Adéline Lalonde, of the said parish of Saint Michel de Vaudreuil, wife of Moïse Boyer, farmer, of the same place, and this latter as personally as to authorize his wife, Dame Eliza Lalonde, known under the name of Reverend Sister Adéline, of Saint Jean de Matha, in the district of Joliette, Dame Joséphine Lalonde, of the parish of Sainte Madeleine de Rigaud, district of Montreal, wife of Victor Chevrier, farmer, of the same place, and this latter as personally as to authorize his wife, Dame Joséphine Lalonde, of the parish of Saint Clet, district of Montreal, in her quality of tutrix duly elected to the minor children born of her marriage with late Adolphe Lalonde, in his lifetime farmer, of the said parish of Saint Clet, the said children as being to the rights of their father deceased, as per representation, Georgiana Montpetit, of the said parish of Saint Etienne de Beauharnois, wife of Théodore Poissant, farmer, of the same place, this latter as personally as to

décédé, par représentation, Georgiana Monpetit, de la dite paroisse de Saint-Etienne de Beauharnois, épouse de Théodore Poissant, cultivateur, du même endroit, ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux présentes, Evélina Monpetit, de la paroisse de Saint-Louis Gonzague, district de Beauharnois, épouse de François-Xavier Monpetit, cultivateur, du même endroit, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux présentes, Zotique Monpetit, Honoré Monpetit, Henri Monpetit, ces trois derniers cultivateurs, de la dite paroisse de Saint-Louis de Gonzague, le dit Henri Monpetit en sa qualité de tuteur dument élu en justice à Eliana Monpetit, son enfant mineure, issue de son mariage avec Dame Victoire Lalonde, décédée, et Dame Olympe Rachel Daoust, de la paroisse de Sainte-Jeanne de Chantal de l'Île Perrot, district de Montréal, épouse de Antoine Lalonde, cultivateur, du même lieu, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux présentes, Défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 22 novembre 1898, dans une cause dans laquelle Evariste Daoust ci-dessus désigné est demandeur, et Alphonse Lalonde et autres, aussi au long désignés plus haut sont défendeurs, ordonnant la licitation de certain immeuble désigné comme suit, savoir : Une terre sise et située à l'Île Perrot, à l'endroit nommé "Anse aux Sables," de la contenance d'environ trois arpents de front sur quarante arpents de profondeur, tenant par devant à la rivière, par derrière aux terres non concédées, d'un côté à la terre de Jérémie Daoust, et de l'autre côté à la terre de Jean-Baptiste Lalonde—avec bâtisses ; le dit immeuble étant maintenant connu au cadastre hypothécaire de la paroisse de Sainte-Jeanne de Chantal de l'Île Perrot pour le comté de Vaudreuil, sous le numéro soixante-dix (70).

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le SEIZIÈME jour de JANVIER 1899, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

BASTIEN, BERGERON &
COUSINEAU,
Avocats du demandeur.

Montréal, 1er décembre 1898. 4493-2
[Première publication, 10 décembre 1898.]

authorize his said wife Evélina Monpetit, of the parish of Saint Louis de Gonzague, district of Beauharnois, wife of François-Xavier Monpetit, farmer, of the same place, and this latter as personally as to authorize his wife ; Zotique Monpetit, Honoré Monpetit, Henri Monpetit, these three last farmers, of the said parish of Saint Louis de Gonzague, the said Henri Monpetit in his quality of tutor duly elected to Eliana Monpetit, his minor child, born of his marriage with Dame Victoire Lalonde, deceased, and Dame Olympe Rachel Daoust, of the parish of Sainte Jeanne de Chantal de l'Île Perrot, district of Montreal, wife of Antoine Lalonde, farmer, of the same place, and this latter as personally as to authorize his wife, Defendants.

Public notice is given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, the 22nd November, 1898, in a case whereas Evariste Daoust above described is plaintiff, and Alphonse Lalonde and others, also above described are defendants, ordering the licitation of a certain immovable described as follows, to wit : A land situate at Ile Perrot, to that place named "Anse aux Sables", containing three acres in front on forty acres in depth, adjoining to the front to the river, to the back to the lands not yet sold, on one side to the land of Jérémie Daoust, and on the other side to the land of Jean-Baptiste Lalonde—with buildings ; the said lot of land being known now under the cadastral number seventy (70), on the plan and book of reference of the parish of Sainte Jeanne de Chantal de l'Île Perrot, for the county of Vaudreuil.

The immovable above described will be sold and adjudged to the last and highest bidder on the SIXTEENTH day of JANUARY, 1899 *cour tenante*, in the court house, in Montreal, subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the *cahier des charges* deposited in the prothonotary's office of said court ; all oppositions to annul, or *afin de charge*, or *afin de distraire* to the said licitation, shall be deposited in the prothonotary's office of said superior court at least twelve days before the day mentioned for the sale and adjudication ; all opposition *afin de conserver* shall be deposited in the six days after the adjudication ; and, be default by the parties to deposit their oppositions in the delay prescribed by the present notice, they will be foreclose of so doing.

BASTIEN, BERGERON &
COUSINEAU,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 1st December, 1898. 4494
[First published, 10th December, 1898.]

Ventes par le Sherif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : { VICTOR GELINAS,
No. 114. Demandeur ; contre
PAUL HEON, Défendeur.

Le lot numéro dix (10), du cadastre officiel pour le canton de Bulstrode, continuation du premier rang—circonstances et dépendances.

Le lot numéro soixant-douze (72), du cadastre pour le dit canton de Bulstrode, dans le premier rang—circonstances et dépendances.

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : { VICTOR GELINAS,
No. 114. Plaintiff ; against
PAUL HEON, Defendant.

Lot number ten (10), of official cadastre for township of Bulstrode, continuation of first range—circumstances and dependencies.

Lot number seventy two (72), of official cadastre for said township of Bulstrode, in first range—circumstances and dependencies.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Louis de Blanford, le DEUXIEME jour de FEVRIER prochain (1899), à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 28 décembre 1898. 4913
[Première publication, 31 décembre 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **EUGENE BRETON**,
No 163. } requérant prohibition ;

contre **FRANCOIS LANDRY ET AL.**, Défendeurs.

Comme appartenant au requérant prohibition :

Le tiers nord est du lot de terre numéro vingt-six (26), du troisième rang du canton de Thetford ; borné aux deux bouts par les lignes du rang, d'un côté au nord-est par une route, et de l'autre côté au sud-ouest à Edouard Lemay—avec les bâtisses dessus construites.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu le septième jour de décembre courant, à neuf heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Thetford, aura lieu à NEUF heures de l'avant-midi, le CINQUIEME jour de JANVIER prochain (1899), à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Thetford.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Arthabaskaville, 15 décembre 1898. 4673-2
[Première publication, 17 décembre 1898.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Beauce, à savoir : } **WILLIAM E. C. EUSTIS**,
No 994. } Demandeur ; contre
EDWARD BURTON HAYCOCK, Défendeur, à

savoir :

1° Les mines, droits de mines et minéraux sur les lots numéros un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, treize et dix huit, dans le rang du Chemin Kennebec, du canton de Jersey, dans le comté de Beauce.

2° Les mines, droits de mines et minéraux sur les lots numéros six cent quarante-six, six cent quarante-neuf et six cinquante et un, du plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour la paroisse de Saint-George, dans le comté de Beauce.

3° Lots six cent trente-huit, six cent quarante-cinq, six cent quarante-sept, six cent cinquante et six cinquante-deux, du plan du cadastre officiel et livre de renvoi de la dite paroisse de Saint-George—avec toutes les mines, minéraux et droits de mines ; ensemble avec tous les instruments et appareils sur la dite propriété, à savoir : pouvoir d'eau, écluses, bâtisses, moulin à broyer le minéral, table pour y déposer le minéral (bumping table), bouilloires, engins, pompes, tuyaux à l'eau, chèvres, cordages en fil métallique, grues, sluices, vaisseaux avec rainures (riffles), et tous les instruments employés pour miner, et qui sont maintenant sur la dite propriété et en forment partie.

Pour être vendus, les lots dans le rang du Chemin Kennebec, du canton de Jersey, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Côme, le ONZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi, et les autres lots dans la paroisse de Saint-George,

To be sold at parochial church door of Saint Louis de Blandford, on the SECOND day of FEBRUARY next (1899), at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaskaville, 28th December. 1898. 4914
[First published, 31st December, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **EUGENE BRETON**, re-
No. 163. } quérant prohibition ;

against **FRANCOIS LANDRY ET AL.**, Defendants.

As belonging to the requérant prohibition :

The north east third of lot of land number twenty-six (26), in the third range of the township of Thetford : bounded on both ends by the lines of the range, on one side north easterly by a route, and on the other side south westerly to Edouard Lemay—with the buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in the present case, which was to take place on the seventh day of December instant, at nine o'clock in the forenoon, at the parochial church door of Saint Alphonse of Thetford, will take place at NINE o'clock in the forenoon, on the FIFTH day of JANUARY next (1899), at the parochial church door of Saint Alphonse of Thetford.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Arthabaskaville, 15th December, 1898. 4674
[First published, 17th December, 1898.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Saint Francis.

Beauce, to wit : } **WILLIAM E. C. EUSTIS**,
No. 994. } Plaintiff, against **EDWARD**
BURTON HAYCOCK, Defendant, to wit :

1. The mines, mining rights and minerals on lots numbers one, two, three, four, five, six, seven, eight, nine, ten, eleven, thirteen and eighteen, in the Kennebec Road Range of the township of Jersey, in the county of Beauce.

2. The mines, mining rights and minerals on lots numbers six hundred and forty-six, six hundred and forty-nine and six hundred and fifty-one, on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint George, in the county of Beauce.

3. Lots six hundred and thirty-eight, six hundred and forty-five, six hundred and forty-seven, six hundred and fifty and six hundred and fifty-two, on the official cadastral plan and book of reference for the said parish of Saint George—with all the mines, minerals and mining rights thereon ; together with all and every the tools and appliances upon the said property, to wit : the water-power, dams, buildings, stamp mill, bumping table, boilers, engines, pumps, water pipes, derricks, wire ropes, winches, sluices, riffles and all tools intended for and used for the purpose of mining, and which are now upon the said property and form part thereof.

To be sold, the lots in the Kennebec Road Range, of the township of Jersey, at the church door of the parish of Saint Côme, on the ELEVENTH day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon, and the other lots in the parish of Saint

à la porte de l'église de la paroisse de Saint-George, le MÊME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif,
Village de Saint-Joseph, Beauce, 3 décembre 1898. 4503-2
[Première publication, 10 décembre 1898.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Bedford.

Province de Québec, } WILLIAM H. McCABE,
District de Bedford, } cultivateur, de la pa-
No 6364. } roisse de Saint-Ignace de
Stanbridge, dans le district de Bedford, Demandeur ;
contre les terres et tenements de FRANK C.
O'BRIEN, ci-devant du canton de Dunham, dans le
dit district de Bedford, mais maintenant de lieux
inconnus, Défendeur.

Ce morceau de terre formant partie du lot numéro vingt-deux, dans le cinquième rang, subdivision primitive, du canton de Dunham, dans le district de Bedford et contenant cent treize acres de terre en superficie, plus ou moins, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Dunham, sous le numéro quatre cent trente (430)—ensemble avec toutes les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Rose de Lima de Sweetsburg, dans le village de Sweetsburg et district de Bedford, le QUATORZIÈME jour de JANVIER prochain (1899), à NEUF heures de l'avant-midi

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif,
Sweetsburg, 6 décembre 1898 4607-2
[Première publication, 10 décembre 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Bedford.

Province de Québec, } JACOB N. GALER, culti-
District de Bedford, } vateur, du village de
No 6387. } Dunham, dans le district de
Bedford, Demandeur ; contre les meubles et immeu-
bles de LORENZO L. THOMAS, de la paroisse de
Saint-Armand Est, dans le dit district, et Dame
Martha Bert a Whitman, épouse du dit Lorenzo L.
Thomas, et le dit Lorenzo L. Thomas dans le but
d'assister sa dite épouse à l'effet des présentes, Dé-
fendeurs.

Toutes ces étendues ou tous ces morceaux de terre sis et situés dans la paroisse de Saint-Armand Est, dans la seigneurie de Saint-Armand et district de Bedford, décrits comme suit :

1° La juste moitié ouest du lot numéro treize E, arpentage primitif, de la dite paroisse de Saint-Armand Est, et contenant cent acres de terre en superficie, plus ou moins, maintenant connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Armand Est, sous le numéro cent dix-neuf (119).

2° Une lisière de terre de soixante perches de largeur à distraire du bout est du lot numéro deux E, arpentage primitif, de la dite paroisse de Saint-Armand Est, et courant toute la largeur du dit lot, et contenant cinquante acres de terre en superficie, plus ou moins—avec toutes les bâtisses et circonstances appartenant aux dites deux étendues de terre ci-dessus mentionnées. La terre ci-dessus en deuxième lieu décrite étant maintenant connue aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la

George, at the church door of the parish of Saint George, on the SAME DAY, at TWO of the clock in the afternoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff,
Village of Saint Joseph, Beauce, 3rd December, 1898. 4504
[First published, 10th December, 1898.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Bedford.

Province of Québec, } WILLIAM H. McCABE,
District of Bedford, } of the parish of Saint
No. 6364. } Ignace de Stanbridge, in the
district of Bedford, farmer, Plaintiff ; against the
lands and tenements of FRANK C. O'BRIEN,
heretofore of the township of Dunham, in said
district of Bedford, but now of parts unknown,
Defendant.

That certain piece of land forming part of lot number twenty-two, in the fifth range of the primitive subdivision, of the township of Dunham, in the district of Bedford, and containing one hundred and thirteen acres of land in superficies, more or less, and now known on the official plan and in the book of reference of the said township of Dunham, under the number four hundred and thirty 430—together with all the buildings thereon erected.

To be sold at the parish church door of Sainte Rose de Lima de Sweetsburg, in the village of Sweetsburg and district of Bedford, on the FOURTEENTH day of JANUARY next (1899), at the hour of NINE of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff,
Sweetsburg, 6th December, 1898. 4608
[First published, 10th December, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Bedford.

Province of Québec, } JACOB N. GALER, of the
District of Bedford, } village of Dunham, in the
No. 6387. } district of Bedford, yeoman,
Plaintiff ; against the goods and lands of LORENZO
L. THOMAS, of the parish of Saint Armand East,
in said district, and Dame Martha Bertha Whitman,
wife of said Lorenzo L. Thomas, and the said
Lorenzo L. Thomas for the purpose of assisting his
said wife herein, Defendants.

All those certain tracts or parcels of land lying, being and situate in the parish of Saint Armand East, in the seigniorie of Saint Armand and district of Bedford, described as follows :

1° The equal west half of lot number thirteen E, of the primitive survey of the said parish of Saint Armand East, and containing one hundred acres of land in superficies, more or less, and being now known and described upon the official plan and in the book of reference of the cadastre of the parish of Saint Armand East, by number one hundred and nineteen (119).

2 A strip of land sixty rods wide measured off of the easterly end of lot number two E, of the primitive survey of the said parish of Saint Armand East, and running the whole width of said lot, and containing fifty acres of land in superficies, more or less—with all the buildings and appurtenances belonging to the said two tracts of land hereinbefore mentioned. The land herein secondly described, being now known upon the official plan and in the book of reference of the cadastre of the said parish of

dite paroisse de Saint-Armand Est, sous le numéro cent quatre-vingt-dix-huit (198).

Pour être vendus comme appartenant aux dits défendeurs, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François d'Assise de Freligaburg, dans le village de Freligaburg et district de Bedford, le VINGT-UNIÈME jour de JANVIER prochain 1899, à NEUF heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 30 novembre 1898. 4509-2
[Première publication, 10 décembre 1898.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **DANIEL BARKER**,
No 260. } cultivateur, de la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, dans le district d'Iberville, Demandeur; contre **THEODORE BLANCHARD**, de la dite paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, Défendeur.

Une terre sise et située sur la sixième concession, sur le Domaine de la seigneurie de Lacolle, en la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, dans le district d'Iberville, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, sous le numéro cinq cent quatre-vingt-deux (582), de la contenance de trois arpents de largeur par vingt arpents de profondeur, plus ou moins—avec deux maisons, grange et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle susdite, le DEUXIÈME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 24 décembre 1898. 4875
[Première publication, 31 décembre 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **DAME DOROTHY ANN**
No 180. } **WEHR**, de la cité et du district de Montréal, épouse séparée de corps et de biens de Napoléon Bazinet, Demanderesse; contre **NAPOLÉON BAZINET**, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Brigide, dans le district d'Iberville, Défendeur.

Une terre sise et située dans le Vide de la paroisse de Sainte-Brigide, dans le district d'Iberville, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Brigide, sous le numéro quatre cent vingt sept (No 427)—sans bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Brigide susdite, le SIXIÈME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint Jean, 28 décembre 1898. 4885
[Première publication, 31 décembre 1898.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Saint Armand East, by number one hundred and ninety-eight (198).

To be sold as belonging to said defendants, at the parish church door of Saint François d'Assise de Freligaburg, in the village of Freligaburg and district of Bedford, on the TWENTY-FIRST day of JANUARY next, 1899, at the hour of NINE of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Shérif.
Sweetsburg, 30th November, 1898. 4510
[First published, 10th December, 1898]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville

Saint Johns, to wit : } **DANIEL BARKER**, farmer, of the parish of Saint Bernard de Lacolle, in the district of Iberville, Plaintiff; against **THEODORE BLANCHARD**, of the said parish of Saint Bernard de Lacolle, Defendant.

A farm lying and situate on the sixth concession, on the domaine of the seignory of Lacolle, in the parish of Saint Bernard de Lacolle, in the district of Iberville; known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Bernard de Lacolle, under the number five hundred and eighty two (No. 582), containing three arpents in width by twenty arpents in depth, more or less—with two houses, barn and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Bernard de Lacolle, aforesaid, on the SECOND day of FEBRUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS ARPIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Johns, 24th December, 1898. 4876
[First published, 31st December, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } **DAME DOROTHY ANN**
No. 180. } **WEHR**, of the city and district of Montreal, wife separated as to bed and board of Napoléon Bazinet, Plaintiff; against **NAPOLÉON BAZINET**, farmer, of the parish of Sainte-Brigide, in the district of Iberville, Defendant.

A farm lying and situate in the Vide of the parish of Sainte-Brigide, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte-Brigide, under the number four hundred and twenty-seven (No. 427)—without buildings.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Sainte-Brigide, on the SIXTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHS ARPIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Johns, 28th December, 1898. 4886
[First published, 31st December, 1898.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.*

Kamouraska, à savoir : } **WILLIAM FRASER**
 No 2125. } **ET AL., Demandeur ;**
 contre **URIAS CARON**, autrement appelé Cirias
 Caron, de la paroisse de Notre-Dame des Sept Dou-
 leurs, de l'Isle Verte, Défendeur, et **DAME OBE-
 LINE SIMARD**, épouse de Jacques Saindon, In-
 tervenante, c'est à savoir :

1° Une terre sise et située en le premier rang de
 la paroisse de Cacouna, connue et désignée aux plan
 et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite pa-
 roisse de Cacouna, sous le numéro trente et un (No
 31)—avec une grange dessus construite.

2° Une terre sise et située en la paroisse de Notre-
 Dame des Sept Douleurs, connue et désignée aux
 plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la
 dite paroisse de Notre-Dame des Sept Douleurs,
 sous le numéro soixante et cinq (No 65)—sans bâ-
 tisse.

Pour être vendues comme suit : le lot numéro
 deux à la porte de l'église de la paroisse de Notre-
 Dame des Sept Douleurs, **MERCREDI** le premier
 jour de **FEVRIER** prochain (1899), à **ONZE** heures
 avant midi, et le lot numéro un, à la porte de l'é-
 glise de Cacouna, le **MÊME JOUR**, à **DEUX** heures
 après-midi. Bref rapportable suivant la loi.

F. A. SIROIS,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Fraserville, 28 décembre, 1898. 4947
 [Première publication, 31 décembre 1898.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et **HERITAGES** sous-mentionnés
 ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux
 respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Court de Circuit—District de Montréal.*

Montréal à savoir : } **ALEXANDRE PRU-**
 No. 12532. } **DHOMME**, marchand,
 de la cité et du district de Montréal, y faisant affaire
 seul sous le nom de **A. Prudhomme & Cie**, Deman-
 deur ; contre les terres et tenements de **WILFRID**
QUESNEL, du village de Dorval, dit district, Dé-
 fendeur.

Un lot de terre sis et situé en la paroisse de la
 Présentation de la Ste Vierge ; borné en front par
 le chemin conduisant à Lachine, connu et désigné
 comme subdivision trente-neuf (39) du lot numéro
 huit cent soixante et cinq (865), des plan et livre de
 renvoi officiels de la paroisse de Lachine—avec les
 bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de
 Montréal, le **DEUXIÈME** jour de **FEVRIER**
 prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Montréal, 27 décembre 1898. 4895.
 [Première publication 31 décembre 1898.]

MANDAT DE CURATEUR.*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **W. STEVENSON**, des
 No 190. } **A.** cité et district de Mont-
 réal, comptable, et **A. McLAREN**, requérant, et le
 dit **A. W. Stevenson** dûment autorisé à l'effet des
 présentes en vertu de l'article 772 du code de pro-
 cédure civile, tel qu'amendé par 48 Victoria, cha-
 pitre 22, section 6, comme curateur des biens de
JOSEPH ROBERT, marchand de la cité de Mont-
 réal, et y faisant ci-devant affaires comme tel sous
 les noms et raison de **Joseph Robert & Fils**, failli.

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Sainte
 Marie, de la cité de Montréal, connu et désigné aux

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.*

Kamouraska, to wit : } **WILLIAM FRA S E R**
 No. 2125. } **ET AL., Plaintiff ;**
 against **URIAS CARON**, otherwise called Cirias
 Caron, of the parish of Notre Dame des Sept Dou-
 leurs, of Ile Verte, Defendant, and **DAME OBE-
 LINE SIMARD**, wife of Jacques Saindon, In-
 tervening party, to wit :

1. A land situate and being in the first range of
 the parish of Cacouna, known and designated on
 the official plan and book of reference of the cadas-
 tre of the said parish of Cacouna, as number thirty-
 one (No. 31)—with a barn thereon erected.

2. A land situate in the parish of Notre Dame
 des Sept Douleurs, known and designa'ed on the
 official plan and book of reference of the cadastre
 of the said parish of Notre Dame des Sept Dou-
 leurs, as number sixty-five (No. 65)—without
 buildings.

To be sold as follows : lot number two, at the
 church door of the parish of Notre Dame des Sept
 Douleurs, on **WEDNESDAY**, the **FIRST** day of
FEBRUARY next (1899), at **ELEVEN** of the
 clock in the forenoon, and lot number one, at the
 church door of Cacouna, on the **SAME DAY**, at
TWO of the clock in the afternoon. Said writ
 returnable according to law.

F. A. SIROIS,

Sheriff's Office, Shérif.
 Fraserville, 28th December, 1898. 4948
 [First published, 31st December, 1898.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
 dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have
 been seized, and will be sold at the respective time
 and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS*Circuit Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **LEXANDRE PRUD-**
 No, 12532. } **HOMME**, merchant,
 of the city and district of Montreal, and doing busi-
 ness there alone under the style and firm of **A.**
Prudhomme & Co. Plaintiff ; against the lands
 and tenements of **WILFRID QUESNEL**, of the
 village of Dorval, said district, Defendant.

A lot of land situate and being in the parish of **La**
 Présentation de la Sainte Vierge ; bounded in front
 by the road leading to Lachine, known and design-
 ated as number thirty nine (39) of the official
 subdivision of lot number eight hundred and sixty
 five (865), on the official plan and book of reference
 of the parish of Lachine—with the buildings thereon
 erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
 on the **SECOND** day of **FEBRUARY** next, at
ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Shérif.
 Montreal, 27th December, 1898. 4896
 [First published, 31st December, 1898.]

CURATOR'S WARRANT.*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **W. STEVENSON**, of
 No. 190. } **A.** the city and district of
 Montreal, accountant, and **A. McLAREN**, petitioner,
 and the said **A. W. Stevenson** thereto duly author-
 ized under article 772 of the Code of Civil Proce-
 dure, as amended by 48 Victoria, chapter 22, section
 6, as curator of the property of **JOSEPH ROBERT**,
 merchant, of the city of Mon real, and there for-
 merly carrying on business as such under the firm,
 name and style of **Joseph Robert et Fils**, insolvent.

A lot of land situate and being in Saint Mary's
 ward, of the city of Montreal, known and design-

plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie, sous le numéro quinze cent soixante et cinq (1565); borné en front par la rue Notre-Dame—avec la maison en pierre et autres bâtisses sus-érigées, à distraire cependant du dit lot numéro quinze cent soixante et cinq (1565), cette partie expropriée par la corporation de la cité de Montréal pour l'élargissement de la rue Notre-Dame.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SIXIÈME jour de FEVRIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 28 décembre 1898. 4897
[Première publication, 31 décembre 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **L** E CREDIT FONCIER
No. 2329. } **L** FRANCO CANADIEN,
corps politique et incorporé, ayant le principal siège
de ses affaires en la cité et le district de Montréal.
Demandeur; contre les terres et tenements de
AIME GEOFFRION, marchand, des cité et district
de Montréal, Défendeur.

Un terrain situé dans le quartier St-Antoine, en la cité et le district de Montréal, étant la partie nord-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre cent dix-huit A (418 A) des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier St-Antoine, contenant environ trente pieds de front sur une profondeur irrégulière dans la ligne sud-ouest et régulière de cent vingt-quatre pieds dans la ligne nord-est et mesurant à la profondeur vingt-sept pieds, mesure anglaise, et plus ou moins et tel qu'actuellement enclos, et formant une superficie de trois mille six cent quarante-trois pieds, mesure anglaise et plus ou moins; borné en front par la rue Notre-Dame, en profondeur et du côté nord-est au lot officiel quatre cent dix-neuf du dit quartier St-Antoine, et du côté sud-ouest au résidu du susdit lot officiel numéro quatre cent dix-huit A—avec les bâtisses y érigées; et de plus avec droit de passage dans le passage mitoyen qui existe entre la partie du lot de terre présentement décrite et le résidu du susdit lot de terre appartenant au docteur Allaway ou représentants.

A déduire: une lisière de terre ayant front sur la rue Notre-Dame, de trente pieds de front par huit pieds de profondeur, qui a été expropriée par la corporation pour l'élargissement de la dite rue Notre-Dame.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIÈME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 28 décembre 1898. 4899
[Première publication, 31 décembre 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District de Saint-Hyacinthe.

Montréal, à savoir: } **H**ONORÉ CARREAU,
No. 126. } menuisier, du village de
Marienville, district de Saint-Hyacinthe, Deman-
deur; contre les terres et tenements de FREDERIC
MARTEL, cultivateur, de la paroisse de
Saint-Joseph de Chambly, dans le district de Mont-
réal, Défendeur, conjointement et solidairement
avec Jean-Baptiste Martel, cultivateur, du township
de Brompton, district de Saint-François, et Edmond
Martel, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Marie
de Monnoir, district de Saint-Hyacinthe.

Saisi comme appartenant au dit Frédéric Martel, l'un des dits défendeurs, les immeubles suivants, savoir:

1° Une terre située dans la paroisse de Saint-Joseph de Chambly, comté de Chambly, district de Montréal—avec maison, hangar, deux granges et autres bâtisses dessus construites; bornée en front vers l'est par le canal Chambly, connue et désignée

ated on the official plan and book of reference of the said Saint Mary's ward, as number one thousand five hundred and sixty-five (1565); bounded in front by Notre-Dame street—with a stone house and other buildings thereon erected; from which said number one thousand five hundred and sixty-five (1565) is however to be taken that portion expropriated by the corporation of the city of Montreal for the widening of Notre Dame street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SIXTH day of FEBRUARY next, at THREE o'clock, in the afternoon

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 28th December, 1898. 4898
[First published, 31st December, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District of Montreal.

Montreal, to wit: } **L** E CREDIT FONCIER
No. 2329. } **L** FRANCO CANADIEN,
a body politic and corporate, having its principal
place of business, in the city and district of Mont-
real, Plaintiff; against the lands and tenements of
AIME GEOFFRION, merchant, of the city and
district of Montreal, Defendant.

A lot situate in Saint Antoine ward, of the city and district of Montreal, being the north east part of the lot of land known and designated as number four hundred and eighteen A (418 A), of the official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward, containing about thirty feet in front by an irregular depth on the south west line and a regular depth of one hundred and twenty-four feet on the north east line, and measuring at its depth twenty-seven feet, english measure, and more or less, and such as actually enclosed, and forming an area of three thousand six hundred and forty-three feet, english measure, more or less; bounded in front by Notre Dame street, in rear and on the north east side by the official lot four hundred and nineteen of the said Saint Antoine ward, and on the south west side by the residue of the said official lot number four hundred and eighteen A—with the buildings thereon erected; and with, moreover, a right to the common passage which is between the part of lot of land now described and the residue of the aforesaid lot of land belonging to Doctor Allaway, or representatives.

Reserving: a strip of land fronting on Notre Dame street, of thirty feet in front by eight feet in depth, which has been expropriated by the corporation for the widening of the said Notre Dame street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of FEBRUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 28th December, 1898. 4900
[First published, 31st December, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District of Saint Hyacinth.

Montreal, to wit: } **H**ONORÉ CARREAU, join-
No. 126. } ner, of the village of
Marienville, district of Saint Hyacinth. Plaintiff;
against the lands and tenements of FREDERIC
MARTEL, farmer, of the parish of Saint Joseph de
Chambly, in the district of Montreal, Defendant,
jointly and severally with Jean Baptiste Martel,
farmer, of the township of Brompton, district of
Saint Francis, and Edmond Martel, farmer, of the
parish of Sainte Marie de Monnoir, district of Saint
Hyacinth.

Seized as belonging to the said Frederic Martel, the following immovables to wit:

1. A land situate in the parish of Saint Joseph de Chambly, county of Chambly, district of Montreal—with house, hangard, two barns and out-buildings thereon erected; bounded in front to the east by the Chambly Canal, known and design-

sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Joseph de Chambly, sous le numéro trois cent trente-quatre.

2° Une autre terre située dans la paroisse de Saint-Joseph de Chambly, comté de Chambly, district de Montréal—avec maison et autres bâties dessus construites; bornée en front par le canal Chambly, connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Joseph de Chambly, sous le numéro trois cent trente-et-un.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph de Chambly, le DEUXIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,

Montréal, 28 décembre 1898.

[Première publication, 31 décembre 1898.]

Shérif.

4901

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE LONDONDERRY**
No 1787. } **IRON COMPANY,**

corps politique et dûment incorporé suivant la loi, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements d'ALPHONSE CHARLEBOIS, entrepreneur, des cité et district de Québec, maintenant des cité et district de Montréal, un des défendeurs dans une cause où "The Three Rivers Iron Works Company," corps politique et dûment incorporé, ayant son principal bureau et usines dans les cité et district de Trois-Rivières, et ayant un bureau dans la dite cité de Montréal, est conjointement et solidairement défenderesse.

Saisi comme appartenant au dit Alphonse Charlebois, l'un des dits défendeurs, les immeubles suivants, à savoir :

1° Un lot de terre situé en la cité de Saint-Henri, comté d'Hochelaga, district de Montréal—avec les bâties y érigées; borné en front par la rue Saint-Jacques, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro mille six cent vingt-cinq.

2° Un lot de terre vacant, situé en la cité de Saint-Henri, comté d'Hochelaga, district de Montréal; borné en front par la rue Saint-Jacques et d'un côté par la rue Saint-Alphonse, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro mille six cent vingt-deux.

3° Un lot de terre situé en la cité de Saint-Henri, comté d'Hochelaga, district de Montréal—avec les bâties y érigées, contenant cinquante pieds de front par quarante-deux pieds de profondeur plus ou moins, sans garantie de mesure précise, faisant partie du lot de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro mille six cent dix-sept; la dite partie ainsi saisie est bornée en front par la rue Saint-Paul, en arrière par le lot numéro mille six cent quinze des susdits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté par la rue Saint-Antoine, et de l'autre côté par le lot numéro mille six cent seize des susdits plan et livre de renvoi officiels.

4° Un lot de terre situé en la cité Saint-Henri, comté d'Hochelaga, district de Montréal—sans bâtisse; borné en front par la rue Saint-Jacques, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro mille sept cent cinquante-quatre, avec droit de passage à perpétuité en commun avec un nommé Louis Ducharme ou représentants dans un passage ou une ruelle qui se trouve entre la propriété du dit Louis Ducharme ou représentants et le lot en dernier lieu décrit pour communiquer avec le dit lot.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de

ated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Joseph de Chambly, as number three hundred and thirty-four.

2. Another land situate in the parish of Saint Joseph de Chambly, county of Chambly, in the district of Montreal—with house and out buildings thereon erected; bounded in front by the Chambly Canal, known and designated on the official plan in the book of reference of the said parish of Saint-Joseph de Chambly, as number three hundred and thirty one.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Joseph de Chambly, on the SECOND day of FEBRUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office.

Montreal, 28th December, 1898.

[First published, 31st December, 1898.]

Sheriff.

4902

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE LONDONDERRY**
No. 1787. } **IRON COMPANY,**

a body politic and corporate duly incorporated by law and having its head office and principal place of business at the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of ALPHONSE CHARLEBOIS, contractor, of the city and district of Quebec, presently in the city and district of Montreal, one of the defendants in which case the Three Rivers Iron Works Company, a body politic and corporate duly incorporated and having its head office and works at the city and district of Three Rivers, and having an office in said city of Montreal, is jointly and severally defendant.

Seized as belonging to the said Alphonse Charlebois, one of the said defendants, the following immovables, to wit :

1. A lot of land situate in the city of Saint Henri, county of Hochelaga, district of Montreal—with the buildings thereon erected; bounded in front by Saint James street, known and designated on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number one thousand six hundred and twenty-five.

2. A vacant lot of land, situate in the city of Saint Henri, county of Hochelaga, district of Montreal; bounded in front by Saint James street, and on one side by Saint Alphonse street, known and designated on the plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number one thousand six hundred and twenty-two.

3. A lot of land situate in the city of Saint Henri, county of Hochelaga, district of Montreal—with the buildings thereon erected, containing fifty feet in front by forty-two feet in depth, more or less, without warranty of precise measurement, forming part of the lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number one thousand six hundred and seventeen; the said part so seized is bounded in front by Saint Paul street, in rear by lot number one thousand six hundred and fifteen of the said official plan and book of reference, on one side by Saint Antoine street, and on the other side by lot number one thousand six hundred and sixteen of the said official plan and book of reference.

4. A lot of land situate in the city of Saint Henri, county of Hochelaga, district of Montreal—without buildings; bounded in front by Saint James street, known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number one thousand seven hundred and fifty-four, with right of passage forever in common with one Louis Ducharme or representatives in a passage or lane which is between the property of the said Louis Ducharme or representatives and the lot lastly described to communicate with the said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le TROISIÈME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 29 décembre, 1898. 4943
[Première publication, 31 décembre 1898.]

on the THIRD day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 29th December, 1898. 4944
[First published, 31st December, 1898.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR. FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Rimouski, à savoir : } **DANS** l'affaire de SA-
No 2476. } **MUEL FR. ALLARD**,
marchand, de la ville de Saint-Germain de Rimouski, failli ; et J. HAMEL & CIE, de la cité de Québec, marchands, requérants, et MM. Paradis & Jobin, curateurs-conjoints à la dite faillite, de la cité de Québec.

Un emplacement, étant un terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Germain de Rimouski, sous le numéro deux cent cinquante-huit (258)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la ville de Saint-Germain de Rimouski, le DOUZIÈME jour de JANVIER prochain (1899), à DIX heures de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif, Rimouski, 6 décembre 1898. 4613-2
[Première publication, 10 décembre 1898.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT. FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Rimouski, to wit : } **IN** the matter of SAMUEL
No. 2476. } **FR. ALLARD**, merchant,
of the town of Saint Germain de Rimouski, Insolvent; and J. HAMEL & CO., of the city of Quebec, merchants, petitioners, and Messrs. Paradis & Jobin, joint curators to the said insolvent estate, of the city of Quebec.

A lot, being the lot known and designated on the official plan and book of reference of the town of Saint Germain de Rimouski, as number two hundred and fifty-eight (258)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the sheriff's office, in the town of Saint Germain de Rimouski, on the TWELFTH day of JANUARY next (1899), at TEN o'clock in forenoon.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office, Rimouski, 6th December, 1898. 4614
[First published, 10th December, 1898.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **LA BANQUE NA-**
No 680. } **TIONALE**, De-
manderesse ; contre JOSEPH DODIER ET AL., Défendeur.

Saisi comme appartenant à Henry Lemay, un des défendeurs en cette cause, l'immeuble suivant, savoir :

Un morceau de terre situé dans le canton de Stoke, dans le district de Saint-François, connu et désigné comme étant le quart nord-ouest du lot numéro douze, dans le deuxième rang du dit canton de Stoke, contenant cinquante acres en superficie, plus ou moins ; borné en front par le chemin principal en arrière par la ligne du rang entre les deuxième et troisième rangs, d'un côté au sud par la terre de Ephrem Lemay, et de l'autre côté au nord par la terre de Joseph Lemay—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Sherbrooke, le TRENTIÈME jour de JANVIER prochain 1899, à DIX heures de l'avant-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 27 décembre 1898. 4881
[Première publication, 31 décembre 1898.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **LA BANQUE NA-**
No. 680. } **TIONALE**, Plain-
tiff ; against JOSEPH DODIER ET AL., Defendants.

Seized as belonging to Henry Lemay, one of the defendants in this cause, the following immoveable property, to wit :

A piece of land situate in the township of Stoke, in the district of Saint Francis, known and designated as being the north west quarter of the lot number twelve, in the second range of the said township of Stoke, containing fifty acres in superficies, more or less ; bounded in front by the main road, in rear by the range line between the second and third ranges, on one side to the south by the land of Ephrem Lemay, and on the other side to the north by the land of Joseph Lemay—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Jean-Baptiste de Sherbrooke, on the THIRTY-FIRST day of JANUARY next, 1899, at TEN of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 27 h December, 1898. 4882
[First published, 31st December, 1898.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit—Comté de Rouville.*

Canada, } **FRANÇOIS LE-DOUX**, Deman-
Province de Québec, } deur ; vs. **LOUIS**
District de Saint-Hyacinthe. } **MAYNARD**, Défendeur.
No 729.

Une terre située en la paroisse de Sainte Marie de Monnoir, sur le rang de la Branche du Rapide, comté de Rouville, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, sous les numéros six, sept, et huit, (Nos 6, 7 et 8)—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, le **ONZIEME** jour de **JANVIER** prochain, à **DIX** heures et **DEMI** de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 5 décembre 1898. 4513-2
[Première publication, 10 décembre 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit—Comté de Rouville.*

Canada, } **CLOVIS CHICOINE**, Deman-
Province de Québec, } deur ; vs. **SAMUEL**
District de Saint-Hyacinthe. } **BESSETTE**, Défendeur.
No 728.

1° Une terre située en la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, sur le rang de la Savanne, comté de Rouville, connue et désignée comme étant le lot numéro quatre-vingt-douze (No 92), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Notre-Dame de Bonsecours—avec les bâtisses.

2° Une terre située en la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, sur le dit rang de la Savanne, connue et désignée comme étant le lot numéro quatre-vingt-treize (No 93), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Notre-Dame de Bonsecours—avec les bâtisses.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, le **ONZIEME** jour de **JANVIER** prochain, à **DEUX** heures de l'après-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 5 décembre 1898. 4515-2
[Première publication, 10 décembre 1898.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure*

District de Terrebonne, } **LEON ROCHON**, De-
Sainte Scholastique, } mandeur ; vs. **DAME**
à savoir : No 449. } **EMMA POIRIER ET AL.**,
Défendeurs.

Comme appartenant à Dame Emma Poirier, ès-qualité, savoir :

1° Un lot de terre situé au sud de la Côte Saint-Vincent, en la paroisse de Saint-Benoit, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels faits pour la dite paroisse de Saint-

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court—County of Rouville.*

Canada, } **FRANÇOIS LE-DOUX**, Plaintiff;
Province of Quebec, } vs. **LOUIS MAY-**
District of Saint Hyacinth } **NARD**, Defendant.
No. 729.

A lot of land situate in the parish of Sainte Marie de Monnoir, on the Branche du Rapide range, Rouville county, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Sainte Marie de Monnoir, as lots numbers six, seven, and eight, (Nos. 6, 7 and 8) — with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Sainte Marie de Monnoir, at **HALF** past **TEN** o'clock of the forenoon, on the **ELEVENTH** day of **JANUARY** next.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Hyacinth, 5th December, 1898. 4514
[First published, 10th December, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court.—County of Rouville.*

Canada, } **CLOVIS CHICOINE**, Plaintiff;
Province of Quebec, } vs. **SAMUEL BES-**
District of Saint Hyacinth. } **SETTE**, Defendant.
No. 728.

1. A lot of land situate in the parish of Notre Dame de Bonsecours, on the range Savanne, Rouville county, known and designated as being lot number ninety-two (No. 92), of the official plan and book of reference for the said parish of Notre Dame de Bonsecours—with the buildings.

2. A lot of land situate in the parish of Notre Dame de Bonsecours, on the said range Savanne, Rouville county, known and designated as being lot number ninety-three (No. 93), of the official plan and book of reference for the said parish of Notre Dame de Bonsecours—with the buildings.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Notre Dame de Bonsecours, the **ELEVENTH** day of **JANUARY** next, at **TWO** o'clock of the afternoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Hyacinth, 5th December, 1898. 4516
[First published, 10th December, 1898.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.*

District of Terrebonne, } **LEON ROCHON**, Plain-
Sainte Scholastique, } tiff; vs. **DAME EMMA**
to wit : No. 449. } **POIRIER ET AL.**, Defend-
ants.

As belonging to Dame Emma Poirier, ès-qualité, to wit :

1. A lot situate south of the Côte Saint Vincent, parish of Saint Benoit, district of Terrebonne, known and designated as number three hundred and seventy-six (376), on the official plan and book of refer-

Benoit, sous le numéro trois cent soixante-seize (376)—avec les bâtisses y érigées.

2° Un autre lot de terre situé au nord de la même Côte, en la même paroisse, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro quatre cent cinquante-deux (452), contenant quatre arpents de front sur trente arpents de profondeur—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Benoit, dit district, le ONZIEME jour de JANVIER prochain (1899), à DIX heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte Scholastique, 6 décembre 1898. 4541-2
[Première publication, 10 décembre 1898.]

Ventes par le Sherif—Trois Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnées ont été saisis et seront venus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **A** DOLPHE CRETE,
No 1021. } Demandeur; contre
ADELARD GREGOIRE, Défendeur.

1° La juste moitié indivise d'un certain terrain situé en la paroisse de Saint-Jean des Piles, dans le premier rang du canton Radnor, à prendre et détacher du côté nord-est du No 20, de l'arpentage primitif du canton Radnor, maintenant connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour partie du dit canton Radnor, comme étant le numéro cent cinquante-huit (158), contenant le dit terrain environ huit arpents en superficie, sans garantie de mesure précise; borné en front du côté sud-ouest par Napoléon Blais, du côté nord-est par les nommés Drummond et le représentant de Napoléon Bérubé—avec ensemble une maison et aussi la juste moitié indivise d'un moulin à scie avec ses agrès, machines, outils et dépendances et des autres bâtisses y érigées.

2° Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse Saint-Maurice, sous le numéro quatre cent trente-sept (437), du rang sud-est de Sainte-Marguerite, en la dite paroisse Saint-Maurice.

3° Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse Saint-Maurice, sous le numéro six cent sept (607), du rang nord-ouest de Sainte-Marguerite, en la dite paroisse Saint-Maurice.

Pour être vendus, l'immeuble en premier lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean des Piles, le ONZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin, et les immeubles en second et troisième lieu désigné à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Maurice, le DOUZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois Rivières, 7 décembre 1898. 4559-2
[Première publication, 10 décembre 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, dans et pour le comté de Maskinongé.
—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **R** APHAEL LAMBERT,
No 720. } Demandeur; contre JOSEPH CHAURETTE, fils d'Antoine, Défendeur.

ence made for the said parish of Saint-Benoit—with the buildings thereon erected.

2. Another lot of land situate north of the same Côte, in the same parish, known and designated as number four hundred and fifty-two (452), on the same official plan and book of reference, containing four arpents in front by thirty arpents in depth—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint-Benoit, said district, on the ELEVENTH day of JANUARY next (1899), at TEN of the clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Shérif.
Sainte Scholastique, 6th December, 1898. 4542
[First published, 10th December, 1898.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **A** DOLPHE CRETE,
No. 1021. } Plaintiff; against
ADELARD GREGOIRE, Defendant.

1. The exact undivided half of a certain lot of land situate in the parish of Saint-Jean des Piles, in the first range of township Radnor, to detach from the north east side of No. 20, of the primitive survey of the township Radnor, now known and designated on the official plan and in the book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for part of the said township Radnor, as being one hundred and fifty-eight (158), the said lot of land containing about eight arpents in area, without warranty of precise measurement; bounded in front on the south west side by Napoléon Blais, on the north east side by the said Drummond and the representative of Napoléon Bérubé—together with a house and also the exact undivided half of a saw-mill with all plant, machinery, tools and dependencies and with all the other buildings thereon erected.

2. The lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the parish Saint-Maurice, as number four hundred and thirty-seven (437), of the south east range of Sainte-Marguerite, in the said parish of Saint-Maurice.

3. The lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the parish of Saint-Maurice, as number six hundred and seven (607), of the north west range of Sainte-Marguerite, in the said parish Saint-Maurice.

To be sold, the lot firstly described, at the church door of the parish of Saint-Jean des Piles, on the ELEVENTH day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon, and the lots secondly and thirdly described, at the church door of the parish of Saint-Maurice, on the TWELFTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 7th December, 1898. 4560
[First published, 10th December, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, in and for the county of Maskinongé.
—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **R** APHAEL LAMBERT,
No. 720. } Plaintiff; against
JOSEPH CHAURETTE, son of Antoine, Defendant.

Un lopin de terre situé dans la paroisse de Saint-Paulin, dans le rang Saint-Charles, contenant un arpent de large sur toute la profondeur comprise entre les limites suivantes, savoir : borné à un bout par le chemin de front du rang Saint-Charles, à l'autre bout par le cordon du rang Waterloo, au côté nord par Amable Carufel ou ses représentants, du côté sud par Joseph Julien LeBlanc ou ses représentants de Joseph Doyon—avec bâtisses y érigées, étant la partie ouest du lot de terre portant le numéro trois cent quarante-six (346), du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la dite paroisse de Saint-Paulin.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paulin, le TREIZIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 7 décembre 1898. 4557-2
[Première publication, 10 décembre 1898.]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 28 décembre 1898, d'adjoindre à la commission de la paix du district de Saint-François, M. Auguste Provencher, marchand, de la nouvelle municipalité de Notre-Dame de Lourdes, canton de Ham, comté de Wolfe, (Fecteau Mills P. O.) 4953

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 24 décembre 1898, de nommer M. F.-X. Choquette, avocat et conseil de la Reine, de la cité de Montréal, magistrat de police et juge des sessions de la paix pour le district de Montréal et commissaire des licences pour la cité de Montréal, aux lieu et place de C. Aimé Dugas, qui a donné sa démission. 4933

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par commission en date du 28 décembre 1898, d'établir une cour pour la décision sommaire des petites causes dans la localité extra-paroissiale du village de Grand'Mère, comté de Champlain, district de Trois-Rivières, et de nommer MM. Louis Gingras, Sévère Boisvert, Adolphe Héroux, Pierre Grenier, Noé Gustave Louis LeHouillier, Pierre Massicotte, commissaires de la dite cour. 4935

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 24 décembre 1898, de nommer MM. Dosithée Dupras, et Joseph Langlois, tous deux de Sainte-Scholastique, régistrateur conjoint de la division d'enregistrement du comté de Deux Montagnes, aux lieu et place de MM. Dupras et Carmel, dont la commission est devenue caduque par le décès de M. Carmel. 4931

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 23 décembre 1898, d'adjoindre les personnes dont les noms suivent à la commission de la paix des districts suivants, savoir :

District de Montréal : MM. Thomas Arthur Fauteux, marchand, 315 rue Sherbrooke ; Frederick Orr Lewis, Octave Drouin, contracteur, 11 Place d'Armes ; Patrick Kenny, marchand, Michael J. Walsh, marchand, tous de la cité de Montréal.

District de Chicoutimi : M. B. A. Scott, de Roberval, comté du Lac Saint-Jean. 4937

A lot of land situate in the parish of Saint Paulin, in the Saint Charles range, containing one arpent in width by the whole depth contained in the following limits, to wit : bounded at one end by the front road of the Saint Charles range, at the other end by the division line of Waterloo range, on the north side by Amable Carufel or representatives, on the south side by Joseph Julien LeBlanc or representatives of Joseph Doyon—together with buildings thereon erected, being the west part of the lot of land bearing the number three hundred and forty-six (346), of the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the said parish of Saint Paulin.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paulin, on the THIRTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office. Sheriff.
Three Rivers, 7th December, 1898. 4558
[First published, 10th December, 1898.]

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 28th of December, 1898, to associate to the commission of the peace for the district of Saint Francis, Mr. Auguste Provencher, merchant, of the new municipality of Notre Dame de Lourdes, township of Ham, county of Wolfe, (Fecteau's Mills P. Q.) 4954

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 24th of December, 1898, to appoint Mr. F.-X. Choquette, advocate and Queen's counsel, of the city of Montreal, police magistrate and judge of the sessions for the district of Montreal and license commissioner for the city of Montreal, in the place and stead of C. Aimé Dugas, who has tendered his resignation. 4934

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by a commission dated the 28th of December, 1898, to establish a Court for the summary trial of small causes in the extra-parochial locality of the village of Grand'Mere, county of Champlain, district of Three Rivers, and to appoint Messrs. Louis Gingras, Sévère Boisvert, Adolphe Héroux, Pierre Grenier, Noé Gustave Louis LeHouillier, Pierre Massicotte, commissioners of the said Court. 4936

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 24th of December, 1898, to appoint Messrs. Dosithée Dupras and Joseph Langlois, both of Sainte Scholastique, joint registrar for the registration division of the county of Two Mountains, in the place and stead of Messrs. Dupras and Carmel, whose commission has lapsed by the death of Mr. Carmel. 4932

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 23rd of December, 1898, to associate the following persons to the commission of the peace for the following districts, to wit :

District of Montreal : Messrs. Thomas Arthur Fauteux, merchant, 315, Sherbrooke street ; Frederick Orr Lewis, Octave Drouin, contractor, 11, Place d'Armes ; Patrick Kenny, merchant, Michael J. Walsh, merchant, all of the city of Montreal.

District of Chicoutimi : Mr. B. A. Scott, of Roberval, county of Lake Saint John. 4938

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats à la pratique du droit.—Candidates to practice law.

Examens du 10 janvier 1899.—Examinations of January 10th, 1899.

Noms. Names.	P. noms. Surnames.	Age.	Résidence.	Collège.
Baby	L. G. René D.	Plus de 21 ans—Over 21 years	Montréal	Laval.
Beauregard ..	Elzéar	27 ans—27 years	Saint-Damase	"
Beaudoin ..	Thomas A.	"	Montréal	"
DeLorimier ..	L. Raoul	Plus de 21 ans—Over 21 years	"	"
Gaudet	J. M. Bernard ..	23 ans—23 years	Sainte-Anne des Plaines ..	"
Honan	Cornelius	Plus de 21 ans—Over 21 years	Montréal	McGill.
Iles	Charles P.	28 ans—28 years	"	"
Internoscia ..	Jérôme	Plus de 21 ans—Over 21 years	"	"
Kennedy	John K.	24 ans—24 years	"	"
Landry	Louis Joseph ..	"	Saint-Cuthbert	Laval.
Lapierre	Omer	Plus de 21 ans—Over 21 years	St-Théodore de Chertsey ..	"
Leonard	Joseph V.	24 ans—24 years	Sainte-Monique	"
Marchand	Charles Ed.	23 ans—23 years	Saint-Jérôme	"
Mousseau	Joseph A.	Plus de 21 ans—Over 21 years	Montréal	Laval.
Paupé	Joseph Xiste ..	"	"	"
Pelland	J. Alfred	26 ans—26 years	"	McGill.
Pilon	Joseph A.	"	"	"
Stewart	Alexander M. ...	23 ans—23 years	Westmount	"

J. C. WALSH,

Secrétaire, Barreau de Montréal.—Secretary, Bar of Montreal.

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats à l'étude du droit.—Candidates to study law.

Examens du 10 janvier 1899.—Examinations of January 10th, 1899.

Noms—Names.	Age.	Résidence.	Ecole et collège—School and college.
Adams, Byron A.	19	Adamsville	Montreal Collegiate Inst.
Armstrong, Antony	22	Bristol, Qué.	McGill.
Béique, Frédéric A.	19	Montréal	Collège Sainte-Marie.
Bigue, Philippe	20	Sainte Anne de la Pérade ..	Séminaire de Québec.
Blanchet, Denis	24	Saint-Hyacinthe	Séminaire Sainte Marie Monnoir.
Bonin, Alexandre L.	21	Montréal	Montréal.
Bousquet, Jean-B.	20	Saint-Aimé	Collège Saint-Hyacinthe.
Brayeu, Arthur	19	Montréal	" Sainte-Marie.
Bumbray, Jean E. C.	21	"	"
Couper, William M.	24	" South	Montreal Collegiate Inst.
Cousineau, Louis	20	"	Ottawa College.
Delisle, Arthur	23	Cap Santé	Séminaire de Nicolet.
Dérome, Téléphore	20	Montreal	Collège Sainte-Marie.
Draper, Dennis C.	26	Sutton Junction	Montreal Collegiate Inst.
Gravel, Joseph A.	19	Montréal	Collège Sainte-Marie.
Jodoin, Henri	21	"	"
Legault, Donat	21	L'Isle de Perrot	" " Thérèse.
Loeb, Archie	18	Montréal	Montreal Collegiate Inst.
Loiselle, Armand	21	"	Collège Sainte-Marie.
Mann, John A.	22	"	High School, Montreal.
Mitchell, Halsey L.	18	Drummondville	Montreal Collegiate Inst.
Mitchell, Walter G.	21	"	McGill.
Ogden, Chas. G.	19	Three Rivers	"
Perrault, J. Z. Alphonse ..	22	Victoriaville	Leblond & Bonin.
Pilon, J. Wilfrid	22	Montréal	Collège Montréal.
Robillard, Louis G.	32	"	Montreal Business College.
Rochelau, Alonzo	22	Drummondville	Collège Saint-Hyacinthe.
Skinner, Wals W.	20	Montréal	McGill.
Springle, Hobart	24	"	"
Tremblay, Joseph A.	22	Saint-Alphonse	Séminaire de Chicoutimi.
Vipond, Herbert S.	18	Montréal	Leblond & Bonin.
Westover, Egbert W.	28	Sutton	McGill.
Wood, Albert E.	22	Montréal	Montreal Collegiate Inst.
Robeson, William	37	Ottawa	Manitoba University.

J. C. WALSH,

Secrétaire, Barreau de Montréal.—Secretary, Bar of Montreal.

Demandes la Législature

AVIS

Est par les présentes donné que Jean Drolet, Isidore Caouette, Paul Pouliot, Joseph Paquet, Thomas Delaney, John Martin, F. X. Bruneau, Joseph Bélanger, Napoléon Dussault, Solyme Turcotte, Thomas Déchéne et autres bouchers et commerçants de lard, tous de la cité de Québec, formant partie de l'association existant actuellement sous le nom de l'Association des Bouchers et Commerçants de lard de Québec, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une charte incorporant la dite association, sous le nom susdit, et lui donnant les pouvoirs d'ester en justice, de contracter, d'acquiescer et posséder des biens meubles et immeubles, d'adopter et d'amender des règlements concernant l'administration des affaires de la dite association, et autres pouvoirs nécessaires à ses fins.

FITZPATRICK, TASCHEREAU & ROY,
Procureurs des requérants.
Québec, 29 décembre 1898. 4929

Avis est par le présent donné que "The Montreal Cold Storage and Freezing Company," s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender son acte d'incorporation, 60 Victoria, chapitre 83, dans le but d'augmenter les actions privilégiées et ordinaires de la compagnie, changer les privilèges accordés sur les actions et privilèges et pour d'autres fins.

CHAS. A. DUCLOS,
Solliciteur des requérants.
Montréal, 29 décembre 1898. 4939

Avis de Faillites

In re J. B. D. Légiaré, Québec, Insolvable.
Avis public est donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende, comprenant le rapport de distribution du produit de la vente des immeubles, a été préparé en cette affaire, et que les dividendes et collocations seront payables à mon bureau le 16 janvier prochain.

D. ARCAND,
Curateur.
Québec, 31 décembre 1898. 4951

Règle de Cour

ACTE DE FAILLITE DE 1875 ET SES AMENDEMENTS.

Province de Québec, } Cour Supérieure.
District of Montréal. }
Le vingt-neuvième jour de décembre mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

Présent :—L'honorable juge Mathieu.

In re Paul Fournier, Failli ;

et

Joseph Dorais, Syndic ;

et

Le dit Paul Fournier, Requérant.

Il est ordonné sur requête du dit requérant qu'une assemblée des créanciers du dit Paul Fournier, soit tenue dans la salle d'audience pour les affaires de faillite, au palais de justice, dans la cité de Montréal, le seizième jour de janvier prochain (1899), à dix heures et demie de l'avant-midi, dans le but de nommer un nouveau syndic aux biens du dit

Applications to the Legislature

NOTICE

Is hereby given that Jean Drolet, Isidore Caouette, Paul Pouliot, Joseph Paquet, Thomas Delaney, John Martin, F. X. Bruneau, Joseph Bélanger, Napoléon Dussault, Solyme Turcotte, Thomas Déchéne, and other butchers and pork dealers, all of the city of Quebec, forming part of the existing association known as the "Quebec Butchers and Pork dealers Association" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain a charter incorporating the said association, under the aforesaid name, and giving it power to give, to acquire and hold movable and immovable property, to adopt and amend By-Laws concerning the administration of the affairs of the said association, and other powers necessary for its purposes.

FITZPATRICK, TASCHEREAU & ROY,
Attorneys for petitioners.
Quebec, 29th December, 1898. 4930

Notice is hereby given that the Montreal Cold Storage and Freezing Company will apply to the legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an act to amend its act of incorporation, 60 Victoria, chapter 83, for the purpose of increasing both the preferred and common stock of the company, of changing the privileges conferred upon preferred stock and for other purposes.

CHAS. A. DUCLOS,
Solicitor for Petitioner,
Montreal, 29th December, 1898. 4940

Bankrupt Notices

In re J. B. D. Légiaré, Québec, Insolvent.
Notice is hereby given that a first and final dividend sheet, comprising the report of distribution of the proceeds of the sale of immovable properties, has been prepared in this matter, and that the dividends and claims will be payable at my office on the 16th of January next.

D. ARCAND,
Curator,
Quebec, 31st December, 1898. 4952

Rule of Court

INSOLVENT ACT OF 1875 AND AMENDMENTS.

Province of Québec, } Superior Court.
District of Montréal. }
The twenty-ninth day of December, one thousand eight hundred and ninety-eight.

Present :—The honorable Mr. Justice Mathieu.

In re Paul Fournier, Insolvent ;

and

Joseph Dorais, Assignee ;

and

The said Paul Fournier, Petitioner.

It is ordered on the petition of the said petitioner that a meeting of the creditors of the said Paul Fournier, be held in the court room for insolvency matters, in the court house, in the city of Montreal, on the sixteenth day of January next (1899), at half past ten of the clock in the forenoon, for the purposes of appointing a new assignee to the Insol-

Paul Fournier aux lieu et place du dit Joseph Dorais, qui a résigné la dite charge.

Par ordre

L. H. COLLARD,

4941 Député protonotaire de la cour supérieure.

Licitation

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } Cour Supérieure.
No 430.

LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Beauharnois, dans le district de Beauharnois, le 27 décembre 1898, dans une cause dans laquelle James E. Davidson, mineur, de Colorado Springs, dans l'état du Colorado, l'un des États-Unis d'Amérique, est demandeur; et Dame Violet Ewart, de Colorado Springs, dans l'état du Colorado, l'un des États-Unis d'Amérique, veuve de feu William Davidson, en son vivant cultivateur, de la paroisse de Saint Malachie d'Ormatown, district de Beauharnois; John Davidson, de Cartage, dans l'état de New-York, l'un des États-Unis d'Amérique, Sarah Davidson, de la paroisse de Saint-Clément, district de Beauharnois, épouse commune en biens de Robert Ewart, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse, Georgiana Hannah Davidson, épouse commune en biens de Alfred Smith, du township de Franklin, district de Beauharnois, et ce dernier pour autoriser son épouse, Mary Davidson, de Nanaimo, épouse commune en biens de Robert Finlayson, et ce dernier pour autoriser son épouse, Martha Davidson, de Nanaimo, épouse commune en biens de Thomas Mills, et ce dernier pour autoriser son épouse, Annie Davidson, de Elgin, épouse commune en biens de John Stewart, et ce dernier pour autoriser son épouse, Eliza Davidson, de New Westminster, épouse commune en biens de Donald Stewart, et ce dernier pour autoriser son épouse, Jessie Davidson, fille majeure et usant de ses droits du dit lieu de Westminster, les dites Annie, Eliza, Mary, Martha and Jessie Davidson, toutes domiciliées dans la Colombie Anglaise, James Davidson, du township de Godmanchester, en sa qualité de tuteur à John et Margaret Isabella Davidson, enfants mineurs issue du mariage du dit James Davidson et de feu Dame Margaret Davidson, son épouse, Mary Davidson, fille majeure et usant de ses droits, William Davidson et Alexandre Davidson, tous trois du township de Godmanchester, district de Beauharnois, sont défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles suivants, savoir :

1° Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Malachie d'Ormatown, et connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse sous le No 116.

2° Un lot de terre sis et situé au même lieu et connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse sous le No 1003

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-TROISIÈME jour de FÉVRIER 1899, cour tenant, dans la salle d'audience du palais de justice de Beauharnois, à DIX heures et DEMIE du matin, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours

vent's estate of the said Paul Fournier in lieu and place of said Joseph Dorais, who has resigned the appointment as such.

By order,

L. H. COLLARD,

4942 Deputy prothonotary of the Superior Court

Licitation

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } Superior Court.
No 430.

LICITATION.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Beauharnois, in the district of Beauharnois, on the 27th of December, 1898, in a suit wherein James E. Davidson, minor, of Colorado Springs, in the State of Colorado, one of the United States of America, is plaintiff; and Dame Violet Ewart, of Colorado Springs, in the State of Colorado, one of the United States of America, widow of the late William Davidson, in his lifetime farmer, of the parish of Saint Malachy of Ormatown, district of Beauharnois, John Davidson, of Cartage, in the State of New York, one of the United States of America, Sarah Davidson, of the parish of Saint Clement, district of Beauharnois, wife common as to property of Robert Ewart, of the same place, and the latter to authorize his wife, Georgiana Hannah Davidson, wife common as to property of Alfred Smith, of the township of Franklin, district of Beauharnois, and the latter to authorize his wife, Mary Davidson, of Nanaimo, wife common as to property of Robert Finlayson, and the latter to authorize his said wife, Martha Davidson, of Nanaimo, wife common as to property of Thomas Mills, and the latter to authorize his said wife, Annie Davidson, of Elgin, wife common as to property of John Stewart, and the latter to authorize his wife, Eliza Davidson, of New Westminster, wife common as to property of Donald Stewart, and the latter to authorize his wife, Jessie Davidson, spinster using of her rights, of Westminster aforesaid, the said Annie, Eliza, Mary, Martha and Jessie Davidson all domiciled in British Columbia, James Davidson, of the township of Godmanchester, in his quality of tutor to John and Margaret Isabella Davidson, minor children issue of the marriage of the said James Davidson and of the late Dame Margaret Davidson, his wife, Mary Davidson, spinster using of her rights, William Davidson and Alexandre Davidson, all three of the township of Godmanchester, district of Beauharnois, are defendants, ordering the licitation of the following immovables, to wit :

1. A land situate and being in the parish of Saint Malachy of Ormatown, and known and designated on the official plan and book of reference of the said parish as No. 116.

2. A lot of land situate and being at the same place and known and designated on the official plan and book of reference of the said parish as No. 1003.

The lots above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the TWENTY-THIRD day of FEBRUARY, 1899, sitting the court, in the court house of Beauharnois, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list or charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after

après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

SEERS & LAURENDEAU,

Avocats du demandeur.

Beauharnois, 27 décembre 1898. 4949
[Première publication, 31 décembre 1898.]

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 52

ANNEXION DE MUNICIPALITÉ :—Divers lots de Saint-Thomas d'Aquin à La Présentation, 2505.

ANNONCEURS :—*Avis aux* :—Concernant avis, etc., 2503.

AVIS :—Relatif aux bills privés, 2505.

BILLS PRIVÉS, P. F. :—*Avis au sujet des* :—Chambre des Communes, 2507 ; Sénat et Chambre des Communes, 2505 ; Sénat, 2506.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—*Avis au sujet des* :—Assemblée législative, 2508 ; Conseil législatif, 2507.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Admettre Henri Bourassa à la pratique du droit, 2518 ; Admettre Léopold Guérin à la pratique du droit, 2519 ; Amender charte de la Montreal Protestant House of Industry and Refuge, 2523 ; Association des barbiers de la province de Québec, 2519 ; Association des bouchers et commerçants de lard, 2549 ; Cartier *et al.*, 2525 ; Changer chef-lieu du comté de Wolfe, 2512 ; Chaussegros de Léry *et al.*, 2516 ; Châteauguay and Northern Railway Coy, 2525 ; Cie des chars urbains de Montréal, 2515 ; Cie de Pulpe du Lac Mégantic, 2516 ; Cité de Montréal, 2511 ; Cité de Montréal, 2513 ; Cité de Montréal, 2524 ; Cité de Saint-Henri, 2514 ; Compagnie demandant à agir comme syndics, etc., 2513 ; Compagnie du chemin de fer de la Vallée de la Chaudière, 2526 ; Conseil municipal du village de Grand'Mère, 2513 ; Constituer en corporation de ville Viauville, 2521 ; Corporation de la ville de Farnham, 2515 ; Corporation de la ville de Lachine, 2517 ; Corporation de la ville de Magog, 2518 ; Corporation ville de Longueuil, 2513 ; Dame Kelly, 2521 ; Dame Labbé *es-qualité*, 2523 ; Eriger en municipalité séparée la paroisse de Saint-Elie d'Orford, 2522 ; Exécuteurs testamentaires de Joël Leduc, 2517 ; Fraternité du Tiers-Ordre Saint-François d'Assise, 2512 ; Héritiers Brunet, 2511 ; Hogan *et al.*, 2523 ; Incorporer une compagnie pour fournir l'eau, la lumière et les pouvoirs d'eau, 2511 ; La Cie Canadienne d'Aqueduc et de force motrice, 2522 ; La Cie d'assurance de Montréal contre le feu, 2524 ; La Cie de Brasserie de Beauport, 2519 ; La cité de Québec, 2520 ; La corporation de la ville de Summerlea, 2511 ; La corporation du village de Verdun, 2515 ; La Société ecclésiastique de secours mutuels du Sacré-Cœur de Jésus de Chicoutimi, 2522 ; L'association des Dentistes de la province de Québec, 2512 ; L'association Saint-Jean Baptiste de Montréal, 2517 ; Les commissaires d'écoles de la municipalité de la ville de Westmount, 2515 ; Les commissaires d'écoles de Saint-Henri, 2520 ; Les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Montréal, 2518 ; Les syndics de la paroisse du Saint-Enfant Jésus du Coteau Saint-Louis, 2526 ; Loyola College, 2516 ; L'Union des mouleurs de Montréal, 2522 ; Lycée catholique de Montréal, 2519 ; Mer-

the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

SEERS & LAURENDEAU,

Attorneys for plaintiff.

Beauharnois, 27th December, 1898. 4950
[First published, 31st December, 1898.]

Index of the Quebec Official Gazette, No. 52

MUNICIPALITY ANNEXION :—Several lots of Saint-Thomas d'Aquin to La Présentation, 2505.

ADVERTISERS :—*Notice to* :—Respecting notices, &c., 2503.

NOTICE :—Respecting the private bills, 2505.

PRIVATE BILLS, F. P. :—*Notice respecting the* :—House of Commons, 2507 ; Senate and House of Commons, 2505 ; Senate, 2506.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—*Notice Respecting the* :—Legislative Assembly, 2508 ; Legislative Council, 2507.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—To admit Henri Bourassa to the practice of law, 2518 ; To admit Léopold Guérin to the practice of law, 2519 ; To amend charter of the Montreal Protestant House of Industry and Refuge, 2523 ; The barbers' association of the province of Quebec, 2519 ; Butchers and Pork dealers Association, 2549 ; Cartier *et al.*, 2525 ; To change chief place of the county of Wolfe, 2512 ; Chaussegros de Léry *et al.*, 2516 ; Châteauguay and Northern Railway Coy, 2525 ; Montreal Street Railway Coy, 2515 ; Lake Mégantic Pulp Coy, 2516 ; City of Montreal, 2511 ; City of Montreal, 2513 ; City of Montreal, 2524 ; City of Saint-Henri, 2514 ; A company acting as trustees, etc., 2513 ; Compagnie du chemin de fer de la vallée de la Chaudière, 2526 ; Municipal council of the village of Grand'Mère, 2513 ; Constitute in town corporation Viauville, 2521 ; Corporation of the town of Farnham, 2515 ; Corporation of the town of Lachine, 2517 ; Corporation of the town of Magog, 2518 ; Corporation town of Longueuil, 2513 ; Dame Kelly, 2521 ; Dame Labbé *es-qualité*, 2523 ; To erect into a separate municipality the parish of Saint-Elie d'Orford, 2522 ; Exécuteurs testamentaires de Joël Leduc, 2517 ; Fraternity of Third Order Saint François d'Assise, 2512 ; Héritiers Brunet, 2511 ; Hogan *et al.*, 2523 ; To incorporate a company for supplying heat, light and water powers, 2511 ; The Canadian Water & Power Coy, 2522 ; The Montreal Fire Insurance Coy, 2524 ; La Cie de Brasserie de Beauport, 2519 ; The city of Quebec 2520 ; The corporation of the town of Summerlea, 2511 ; The corporation of the village of Verdun, 2515 ; "La Société ecclésiastique de secours mutuels du Sacré-Cœur de Jésus de Chicoutimi", 2522 ; The Dental Association of the province of Quebec, 2512 ; L'Association Saint-Jean Baptiste de Montréal, 2517 ; The school commissioners of the municipality of the town of Westmount, 2515 ; The school commissioners of Saint-Henri, 2520 ; "Les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Montréal", 2518 ; The trustees of the parish of Saint-Enfant Jésus du Coteau Saint-Louis, 2526 ; Loyola College, 2516 ; The Moulders' Union of Montreal, 2522 ; Catholic High School of Montreal, 2519 ; Merchants Cotton Coy,

chants Cotton Coy, 2524; Montreal Cold Storage and Freezing Coy, 2549; Montreal Loan and Investment Coy, 2515; Obtenir un acte pour possession de biens en faveur de P. E. Panet, 2520; P. C. Beaumier, 2517; Propriétaires d'immeubles du village de Verdun, 2512; Shawinigan Water and Power Coy, 2511; Société des Artisans Canadiens-français, 2516; Syndics apostolique des Pères Franciscains, 2512; The Builders Exchange Coy, 2514; The Petroleum Oil Trust of London, 2518; Transporter bureau d'enregistrement du comté Labelle, 2519; Windsor Hotel Coy, 2525.

DÉPUTÉS ÉLUS :—District électoral de :—Verchères, 2503; Lévis, 2503.

EXAMENS :—*Barreau de Bedford* :—Candidats aux, 2532.

Barreau de Montréal :—Candidats à la pratique et à l'étude du droit, 2548.

Barreau de Québec :—Candidats à l'étude et à la pratique du droit, 2533.

ERRATA :—Honoré Neveux au lieu de Joseph, 2510; Maurice au lieu de Maxime, 2510.

FAILLIS :—Bourk, 2533; Denis, 2534; Forest, 2533; Geoffrion, 2534; Legaré, 2549; Lemieux A., 2534; Lemieux T., 2533; Pallascio, 2535; Quintal, 2533; Thomson, 2534.

LETRES PATENTES, DEMANDES DE :—La Cie d'amusements et d'exhibitions de Valleyfield, 2527; La Cie d'éclairage électrique du village de Mégantic, 2529; The Burrill Lumber Coy, 2528; The De Laval Manufacturing Coy, 2527; The J. S. Prince Coy (Limited), 2529; The Q. and W. Coy of Canada, 2526.

LICITATIONS :—Bernier vs Guimont, 2635; Daoust vs Lalonde *et al*, 2536; Davidson vs Dme Ewart *et al*, 2550.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—Demande d'ériger les cantons Dalbeau et Racine, 2505.

NOMINATIONS :—*Commissaires d'écoles* :—Drummond, 2504; Québec, 2504.
Conseillers municipaux :—Saint-Valentin, 2504.
Cour des Commissaires :—Co. Champlain, 2647.
Juges de Paix :—Co. de Wolfe, 2547; Districts de Chicoutimi, 2547; Montréal, 2547.
Magistrat de police :—District de Montréal, 2547.
Régistrateur-conjoint :—Deux-Montagnes, 2547.

PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, dépêche des affaires, 2504.

RÈGLES DE COUR :—Burman vs Dufault, 2535; Fournier vs Dorais, 2549; Pomerleau vs Poulin, 2535.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Boutin vs Côté, 2531; Forgues vs Lessard, 2532; Goulet vs Bourgault, 2530; Grégoire vs Gauthier, 2530; Kerr vs O'Connor, 2532; Leblanc vs Lavigne, 2531; Meigs vs Heath, 2531; Rousseau vs Gervais, 2531; Stacy vs Bishop, 2532.

SÉPARATIONS DE CORPS ET DE BIENS :—Dames Guil-martin vs Talbot, 2530; Sweeney vs Sylvester, 2531.

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS :—Richelieu & Ontario Navigation Coy, 2532.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHBASKA :—Breton vs. Landry *et al*, 2538; Gelinas vs Héon, 2537.

2524; Montreal Cold Storage and Freezing Coy, 2549; Montreal Loan and Investment Coy, 2515; To obtain an act for moveable possession in favor of P. E. Panet, 2520; P. C. Beaumier, 2517; Proprietors of real estate of the village of Verdun, 2512; Shawinigan Water and Power Coy, 2511; Société des Artisans Canadiens-français, 2516; Syndics apostoliques des Pères Franciscains, 2512; The Builders Exchange, 2514; The Petroleum Oil Trust of London, 2518; To transfer the registration office of the county Labelle, 2519; Windsor Hotel Coy, 2525.

MEMBERS ELECTED :—Electoral district of :—Verchères, 2503; Lévis, 2503.

EXAMINATIONS :—*Bar of Bedford* :—Candidates to the, 2532.

Bar of Montreal :—Candidates to the practice and to the study of law, 2548.

Bar of Quebec :—Candidates to the study and practice of law, 2533.

ERRATA :—Joseph Neveux instead of Honoré, 2510; Maurice au lieu de Maxime, 2510.

INSOLVENTS :—Bourk, 2533; Denis, 2534; Forest, 2533; Geoffrion, 2534; Legaré, 2549; Lemieux A., 2534; Lemieux T., 2533; Pallascio, 2535; Quintal, 2533; Thomson, 2534.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—La Cie d'amusements et d'exhibitions de Valleyfield, 2527; The Electric Lighting Coy of the village of Megantic, 2529; The Burrill Lumber Coy, 2528; The De Laval Manufacturing Coy, 2527; The J. S. Prince Coy (Limited), 2529; The Q. and W. Coy of Canada, 2526.

LICITATION :—Bernier vs Guimont, 2635; Daoust vs Lalonde *et al*, 2536; Davidson vs Dme Ewart *et al*, 2550.

SCHOOL MUNICIPALITY :—Application to erect the townships Dalbeau and Racine, 2505.

APPOINTMENTS :—*School commissioners* :—Drummond, 2504; Québec, 2504.
Municipal Councillors :—Saint-Valentin, 2504.
Commissioners' Court :—Co. Champlain, 2647.
Justices of the Peace :—Co. of Wolfe, 2547; Districts of Chicoutimi, 2547; Montreal, 2547.
Police magistrate :—District of Montreal, 2547.
Joint registrars :—Two Mountains, 2547.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, despatch of business, 2504.

RULES OF COURT :—Burman vs Dufault, 2535; Fournier vs Dorais, 2549; Pomerleau vs Poulin, 2535.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Boutin vs Côté, 2531; Forgues vs Lessard, 2532; Goulet vs Bourgault, 2530; Grégoire vs Gauthier, 2530; Kerr vs O'Connor, 2532; Leblanc vs Lavigne, 2531; Meigs vs Heath, 2531; Rousseau vs Gervais, 2531; Stacy vs Bishop, 2532.

SEPARATIONS FROM BED AND BOARD :—Dames Guil-martin vs Talbot, 2530; Sweeney vs Sylvester, 2531.

SALE OF UNCLAIMED GOODS :—Richelieu & Ontario Navigation Coy, 2532.

SHERIFF'S SALES :

ARTHBASKA :—Breton vs Landry *et al*, 2538; Gelinas vs Héon, 2537.

BEAUCHE :—Eustis vs Haycock, 2538.

IBERVILLE :—Barker vs Blanchard, 2540 ; Dme Wehr vs Bazinet, 2540.

BEDFORD :—Gales vs Thomas *et uxor*, 2539 ; McCabe vs O'Brien, 2539.

KAMOURASKA :—Fraser *et al* vs Caron, 2541.

MONTREAL :—Carreau vs Martel, 2542 ; Crédit Foncier Franco-Canadien vs Geoffrion, 2542 ; Prud'homme vs Quesnel, 2541 ; Stevenson vs Robert, 2541 ; The Londonderry Iron Coy vs Charlebois, 2543.

RIMOULKI :—Hamel & Cie vs Allard, 2544.

SAINT-HYACINTHE :—Chicoine vs Bessette, 2545 ; Ledoux vs Maynard, 2545.

TERREBONNE :—Rochon vs Dme Poirier *et al*, 2545.

TROIS-RIVIÈRES :—Crête vs Grégoire, 2546 ; Lambert vs Chaurette, 2546.

BEAUCHE :—Eustis vs Haycock, 2538.

IBERVILLE :—Barker vs Blanchard, 2540 ; Dme Wehr vs Bazinet, 2540.

BEDFORD :—Gales vs Thomas *et uxor*, 2539 ; McCabe vs O'Brien, 2539.

KAMOURASKA :—Fraser *et al* vs Caron, 2541.

MONTREAL :—Carreau vs Martel, 2542 ; Crédit Foncier Franco-Canadien vs Geoffrion, 2542 ; Prud'homme vs Quesnel, 2541 ; Stevenson vs Robert, 2541 ; The Londonderry Iron Coy vs Charlebois, 2543.

RIMOULKI :—Hamel & Cie vs Allard, 2544.

SAINT HYACINTH :—Chicoine vs Bessette, 2545 ; Ledoux vs Maynard, 2545.

TERREBONNE :—Rochon vs Dme Poirier *et al*, 2545.

THREE RIVERS :—Crête vs Grégoire, 2546 ; Lambert vs Shaurette, 2546.

